

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies
www.timbuktu-institute.org

Les coopérations sécuritaires et de développement à l'épreuve des perceptions locales

Côte d'Ivoire - Niger - Sénégal et Togo



JANVIER 2025

Table des matières

Sigles et abréviations	4
Introduction	5
De la convergence aux divergences.....	6
Des facteurs aggravants aux stratégies de mitigation.....	6
Cibles.....	8
Zones géographiques de l'étude	8
Développement de la méthodologie de recherche	8
Méthodes et outils de collecte	9
Taille de l'échantillon et techniques d'échantillonnage	9
Collecte des données	9
Processus d'analyse des données.....	10
Équipe de terrain	10
Protocole d'éthique et de sécurité	10
Grandes lignes des questionnaires.....	10
Identification des répondants	12
Identification des répondants de la partie quantitative.....	12
Section I : Perceptions de la coopération sécuritaire	16
Sous-partie 1 : Recueillir les perceptions des populations sur le contenu et les orientations de la coopération sécuritaire (présence militaire et sécuritaire des partenaires extérieurs).....	16
1. Connaissances de la coopération sécuritaire.....	16
2. Perceptions sur la présence militaire des partenaires étrangers : Avantages et inconvénients	20
Sous-partie 2 : De la critique de la présence militaire et de la coopération sécuritaire	25
Sous-partie 3 : L'image des partenaires extérieurs dans le domaine de la sécurité.....	31
De la notation des partenaires ?.....	31
Choix de modèle de coopération sécuritaire : la Russie et les États-Unis plébiscités.....	33
Les Sénégalais attirés par le Japon et l'Allemagne ?.....	35
Niger : attrait pour la Russie, la Turquie et la Chine ?	36
Sous-partie 4 : Réseaux sociaux, guerre de l'information et coopération sécuritaire.....	37
1. Les réseaux sociaux : entre nouveau moyen d'information et fabrique d'une opinion régionale (opinion making)	38
2. Les réseaux sociaux entre guerre informationnelle et acteurs de la désinformation	41
Section II : Perceptions de la coopération au développement	46
Sous-partie 1 : Perceptions sur le contenu et les orientations de la coopération au développement.....	46
1. De la connaissance du contenu de la coopération au développement	46
2. De la connaissance des domaines précis de coopération au développement	48
3. Juger la coopération au développement : entre réalités et perceptions	50
4. Des avantages de la coopération au développement ?	51
5. Quid des « inconvénients » à la coopération au développement ?	53
Sous-partie 2 : L'image des partenaires extérieurs dans les perceptions locales.....	56
1. Sur une échelle de 1 à 5, notez la coopération au développement entre les partenaires extérieurs et Afrique ?	56
2. Sur une échelle de 1 à 5, notez la coopération au développement entre les partenaires extérieurs et votre pays ?	57

3.	Coopération au développement : pour quel partenaire opter ?	59
Sous-partie 3 : Critique locale de la coopération internationale ?		62
1.	Entre appréciations et jugement : vers une notation de la coopération ?	62
2.	« Reproches » aux partenaires extérieurs et à la coopération au développement	63
3.	Des aspects « positifs » de la coopération au développement	64
Sous-partie 4 : Appréciation des agences de développement et ouverture aux autres acteurs . 67		
1.	Agence Française de Développement avec votre pays (AFD) : apprécié au Sénégal et au Togo, rejeté au Niger	68
2.	Le Fonds Monétaire International : une tendance positive	69
3.	La Banque Mondiale diversement appréciée	70
4.	La GIZ, l'agence allemande de coopération pour le développement : une action encore méconnue	72
5.	L'USAID (Etats-Unis) : appréciée au Togo, au Sénégal et au Niger	73
6.	JICA, l'agence japonaise de coopération pour le développement : Déficit de visibilité ou méconnaissance ?.....	74
7.	Partenariats avec Expertise France : quelle appréciation ?	75
8.	Qatar Charity : un acteur plus tourné vers l'humanitaire religieux ?	76
9.	Appréciation de l'action de Direct Aid (Koweït)	77
10.	Quid d'autres partenariats au développement ?	78
Sous-partie 5 : Pistes pour une meilleure compréhension des enjeux de la coopération au développement.....		80
1.	Bénéficiaires et coopération au développement : quelle démarche compréhensive ?	80
2.	Les partenaires au développement : besoin de communication ou d'une nouvelle attitude ?	80
3.	Vers un nouveau dialogue sur la coopération au développement ?	81
Écouter le terrain et les acteurs : Mitiger les lacunes et insuffisances des approches internationales ?		82
Valoriser les approches locales ?		82
Encadré		83
Conclusion		86
Annexes		88

Sigles et abréviations

AFD : Agence Française de Développement

BAD : Banque Africaine de Développement

BM : Banque Mondiale

CEDEAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CFA : Communauté Financière en Afrique

FMI : Fonds Monétaire International

FRAPP : Front pour une Révolution Anti-Impérialiste Populaire et Panafricaine

G5 Sahel : cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, constitué par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

GIZ : Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Coopération allemande)

JICA : Agence japonaise de coopération internationale

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RCA : République centrafricaine

USA : Etats-Unis d'Amérique

USAID : Agence des Etats-Unis pour le Développement International

ZLECAf : Zone de libre-échange continentale africaine

Introduction

Ce rapport a été élaboré à partir de données quantitatives et qualitatives collectées entre le 23 mai et le 24 juin 2023. Après l'épisode de Barkhane au Mali, l'exigence du départ précipité des forces françaises, puis américaines du Niger suite au coup d'État du 26 juillet 2023, a remis à l'ordre du jour le débat sur les coopérations sécuritaires. Mais, au-delà des aléas de la géopolitique et des accords entre États, les perceptions de ces coopérations par les populations locales ont pesé sur leur évolution dans un contexte sahélien où les sociétés civiles se sont approprié le débat sécuritaire qui n'est plus l'apanage des élites politiques, encore moins des gouvernants. Pour dire que la question posée aujourd'hui du démantèlement des bases militaires françaises de pays comme le Tchad, la Côte d'Ivoire et le Sénégal n'est que l'aboutissement d'un long processus enclenché depuis quelques décennies, bien qu'il faille lier une telle situation à un contexte de montée globale et inédite des souverainismes qui n'a pas épargné l'Afrique.

Considérée, dans les perceptions entretenues par un discours politique et militant comme une relique de la colonisation, la présence militaire française, par exemple, a, depuis plus de trente ans, fait l'objet de débats et de controverses nourris, sous bien des aspects, par les inconséquences de la politique africaine de la France, finalement schématisée par l'expression « Françafrique ».

Mais, ce processus a connu différents tournants pendant la dernière décennie particulièrement marquée par la lutte contre le terrorisme au Sahel. La recrudescence du phénomène terroriste au Sahel a poussé les États de la région à développer la coopération militaire avec la France et d'autres puissances, en tant que trouvaille pour une réponse immédiate face au péril sécuritaire. Après l'opération Serval qui avait symbolisé, en son temps, un certain succès assez temporaire de ce type de coopération et d'intervention d'une force étrangère sur la demande d'un pays sahélien, la mise en place de l'opération Barkhane allait inaugurer une nouvelle ère de pérennisation d'une présence contenant en elle-même les germes de sa propre contestation.

Très vite, les « héros » libérateurs vont être perçus comme des « occupants » dans un contexte marqué par des échecs successifs, des bavures réelles ou présumées mais aussi une montée en puissance de sentiments souverainistes. En fait, le contexte de la guerre informationnelle au Sahel auquel on impute la montée d'un certain « sentiment anti-français », ne fut qu'un facteur aggravant d'une situation qui était déjà rendue complexe par un « conflit de perception du conflit » entre les conceptions internationales et les perceptions locales.

Il est vrai que le contexte délétère créé par la guerre informationnelle durablement installée au Sahel et accentuée par le conflit en Ukraine, de même que le repositionnement de la Russie dans la Région, a dû peser sur de telles perceptions. Elles trouvaient déjà leurs racines profondes dans la contestation des politiques sécuritaires défailtantes des États sahéliens eux-mêmes face au terrorisme gagnant du terrain. Il s'y ajoute que des théories « complotistes » pour certains, nourries par la « désinformation », entretenaient l'idée d'une connivence entre terroristes et certaines puissances étrangères. Ainsi, les coups d'État successifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger, ne semblent avoir été que des accélérateurs d'un processus de « désamour » qui a ensuite surfé sur des facteurs, des imaginaires et des perceptions qu'il était nécessaire de sonder.

De la convergence aux divergences

La coopération militaire a été l'une des premières solutions conçues et développées pour repousser l'assaut des groupes terroristes que ce soit en Afghanistan ou encore au Sahel. Dans cette dernière région, l'opération Serval, au début de la crise malienne, s'inscrit dans le contexte d'une coopération militaire en situation d'urgence qui a finalement été inscrite dans la durée. Mais, très vite, au rythme des attaques et de la propagation des zones de conflit, ce qui semblait être une solution temporaire s'inscrit dans la durée sans qu'une communication adéquate accompagnât les actions et les initiatives. Il s'est alors installé un sentiment d'incompréhension pouvant aller jusqu'au rejet par les populations locales tout en posant d'importants problèmes politiques internes aux États qu'elle était censée soutenir et renforcer. Ainsi, la lutte contre le terrorisme qui avait créé, pour un temps, une convergence de vues entre États sahéliens et partenaires internationaux, a finalement contribué à diviser et faire ressurgir de vieux démons, tels que la suspicion d'un « impérialisme » occidental et une vision encore plus négative des interventions militaires extérieures.

Des facteurs aggravants aux stratégies de mitigation

Ce phénomène d'une appréciation négative des coopérations sécuritaires s'est amplifié avec l'effet des réseaux sociaux et, pour certains, des campagnes de désinformation, alimentant l'incompréhension et parfois le rejet de l'action des puissances occidentales, notamment de la France dans la région sahélienne. À partir de 2015, commence à se poser un véritable débat au sein de la classe politique, de l'intelligentsia et des sociétés civiles africaines qui se nourrit des contradictions et incohérences de tous bords. D'un côté, jusqu'aux derniers ajustements paradigmatiques vers un nexus sécurité-développement avec la mise en place d'initiatives comme l'Alliance Sahel, les puissances occidentales étaient perçues comme principalement focalisées sur l'option du tout-militaire. De l'autre, cette stratégie du nexus peine, encore aujourd'hui, à arriver à bout du terrorisme alors que la menace sécuritaire persiste.

Cependant, dans le cadre de la mitigation des stratégies à dominante sécuritaire, il a été de plus en plus défendu l'idée d'agir aussi sur le développement et d'accentuer la coopération pour une approche dite holistique de l'insécurité qui était aussi due à des problèmes dits de développement.

Pendant ce temps, les États africains se trouvent devant la difficulté de devoir communiquer sur la question sécuritaire qui relevait, jadis, de « domaines réservés » face à des sociétés civiles qui se sont progressivement appropriées les questions sécuritaires. Dans les opinions africaines, il s'est imposé une perception selon laquelle, la coopération internationale semble instaurer une primauté de la sécurité sur le développement. Cette perception avait conduit à une autre : l'impression d'une inversion de l'agenda africain de développement qui semblerait favoriser l'approche sécuritaire. Bien que découlant d'une initiative d'États de la région, même l'action du G5 Sahel fut assimilée, au sein des opinions publiques y compris des élites, à un suivisme stratégique.

Il y avait aussi la perception dominante selon laquelle, la promotion appuyée du G5 Sahel par l'Europe et surtout la France, était une manière de déposséder la CEDEAO de la question sécuritaire au profit de pays dans le « giron français » évitant ainsi une hostilité ou une éventuelle méfiance du Nigeria et du Ghana anglophones.

Tous ces paramètres et facteurs combinés, font qu'il était nécessaire de sonder les perceptions et d'interroger les acteurs sahéliens et ouest-africains sur la pertinence, la portée et leur propre appréciation des coopérations sécuritaires et de développement.

L'idée d'éviction des dépenses dites de « développement » par celles de « sécurité » continue aussi d'animer les débats entre experts et décideurs de la région. En effet, selon une étude de Chaire Sahel – non publiée - qui propose une analyse comparée de l'évolution des dépenses publiques, des dépenses militaires et des dépenses de santé et d'éducation - dans les pays du G5 Sahel, il existerait un lien établi entre les évolutions des dépenses militaires d'un côté, de santé et d'éducation de l'autre¹. Il en ressort qu'au Burkina Faso, par exemple, *« la hausse des dépenses publiques observées tendancielle jusqu'en 2009 puis qui s'est accélérée ensuite a bénéficié aux trois types de dépenses étudiées. La part relative de chacune s'est à peu près maintenue jusqu'en 2016, année après laquelle on observe une hausse de la part des dépenses militaires sans qu'il soit possible de comparer avec la part des dépenses d'éducation et de santé, faute de données disponibles. »*². Ce constat qui semble marquer une opinion publique ouest-africaine dubitative sur l'efficacité des coopérations sécuritaires, a tout son poids sur les perceptions que ce rapport a tenté d'étudier, bien avant le débat et l'actualité sur les présences militaires et la fermeture des bases étrangères.

Il est à noter que la présente étude est une initiative-pilote qui n'a pu couvrir ni tous les pays, encore moins toutes les catégories d'acteurs pertinents. Cette limite s'explique par la difficulté de mobiliser toutes les capacités et ressources nécessaires, en plus du contexte politico-sécuritaire qui a fait que, par exemple, les chercheurs au Burkina Faso n'ont pas pu dérouler le questionnaire et effectuer les entretiens qualitatifs. Pour l'analyse des perceptions sur les coopérations au développement, il subsiste aussi la difficulté matérielle de cibler des personnes disposant des capacités suffisantes pour s'exprimer sur leur pertinence.

¹ Chaire Sahel, Étude sur les dépenses de sécurité et leurs effets d'éviction sur le financement des dépenses de développement au G5 Sahel, 2020 (rapport non publié)

² Ibid.

Méthodologie générale de l'étude

La question de recherche est articulée autour d'une méthodologie tendant à recueillir les perceptions des populations sur le contenu et les orientations de la coopération sécuritaire (présence militaire et sécuritaire des partenaires extérieurs) et coopération au développement.

La méthodologie prend en compte la nécessité de collecter des données quantitatives et qualitatives, tout en prêtant une attention particulière aux aléas et autres contraintes du terrain. Elle prévoit la possibilité d'adaptation et de recoupement des données ou de les croiser au besoin pour mieux affiner les résultats.

Cibles

Une catégorie bien spécifique de cibles est interrogée afin de faire un maillage des acteurs pertinents à même de contribuer activement à la collecte d'informations. Ainsi, il a été approché :

- ▶ Acteurs politiques (pouvoir et opposition)
- ▶ Société civile (ONG spécialisées, Associations de jeunes, mouvements de femmes)
- ▶ Médias (Journalistes, Animateurs radio communautaires)
- ▶ Activistes
- ▶ Leaders religieux et coutumiers (Imams, Guides religieux, Chefs coutumiers)
- ▶ Influenceurs
- ▶ Autres catégories d'acteurs

Zones géographiques de l'étude

Prenant en compte la représentativité géographique et sociologique selon les zones rurales et urbaines, l'enquête s'est déroulée dans les pays suivants :

- **Côte d'Ivoire** : Abidjan, Guémon et Tonkpi
- **Niger** : Niamey, Zinder et Tillabéri
- **Sénégal** : Dakar et Diourbel
- **Togo** : Lomé et région des Savanes

Dans la définition de l'échantillon, la proportionnalité est respectée entre zones urbaines et rurales mais aussi le nombre d'habitants par zone. La répartition de l'échantillon prend en compte les dimensions géographiques et socio-économiques, mais aussi la vulnérabilité de certaines zones par rapport à d'autres.

Développement de la méthodologie de recherche

La méthodologie adoptée est dite mixte. Dans un premier temps, il convient d'analyser, à travers une revue de littérature, de manière documentée (presse, internet, réseaux sociaux), la manière dont les acteurs et les sociétés civiles de la région essayent de construire leurs propres opinions souvent négligées par une perception de passivité face à la désinformation et aux propagandes adverses.

-Dans un deuxième temps, il est mis en place une approche quantitative qui va consister à recueillir les perceptions des populations sur le contenu et les orientations de la coopération sécuritaire (présence militaire et sécuritaire des partenaires extérieurs) et coopération au développement).

-Dans un troisième temps, les enquêtes de masse sont complétées par des entretiens dans le cadre d'une démarche qualitative avec des personnes ressources, plus particulièrement issues du monde de la politique, de la sécurité (si elles sont autorisées), de la société civile, des milieux religieux etc.

Méthodes et outils de collecte

L'approche adoptée est celle dite de la trilogie mixte, c'est-à-dire une méthodologie combinant la recherche quantitative et qualitative et l'approche participative. Un questionnaire et un guide d'entretien qualitatif (KII) ont été élaborés.

Taille de l'échantillon et techniques d'échantillonnage

La technique d'échantillonnage utilisée dans la partie quantitative est la méthode aléatoire stratifiée. En effet, chaque groupe d'individus de la population a la chance d'être interrogé afin de garantir plus de représentativité. Concernant la partie qualitative de cette étude, c'est la technique dite de "boule de neige" qui est utilisée. Cette dernière technique permet d'atteindre plus facilement la cible au regard de la complexité du sujet. Chaque personne interrogée nous renvoie à une autre pour avoir les "profils similaires". Le questionnaire quantitatif est administré à un échantillon de 1128 personnes avec la stratification suivante : âge (18-25 ans ; 26-34 ans ; 35-64 ans ; 65 ans et plus), sexe (homme, femme), et lieu de résidence (rural, urbain).

Le guide d'entretien est soumis à une soixantaine de personnes ressources.

Collecte des données

Dans le cadre de cette étude, la collecte des données a suivi une approche mixte. Ainsi, d'une part, des données quantitatives ont été recueillies et d'autre part, des entretiens qualitatifs avec des personnes-ressources. Ces informations ont été triangulées de manière à dégager des tendances lourdes et des faits saillants dans le but d'interpréter les perceptions des populations locales à propos des coopérations sécuritaires et au développement.

Pour la partie quantitative, un questionnaire a été administré auprès d'un échantillon représentatif de la population en utilisant la méthode aléatoire stratifiée en vue de permettre à chaque membre de la communauté d'être interrogé. L'âge, les sexe et la zone d'habitation ont été définis comme strates pour aller plus loin dans les analyses. L'application de collecte utilisée à cet effet est Kobo Collect qui permet d'avoir des données géolocalisées à temps réel.

Pour la partie qualitative, la méthode dite "boule de neige" a été utilisée pour recueillir des informations auprès de personnes ressources pour mieux expliciter les informations obtenues dans la partie quantitative.

Les données ont été collectées en français et dans les langues locales. Pour ce faire, des enquêteurs locaux qui connaissent la zone et maîtrisent les langues du terroir ont été recrutées dans les zones cibles afin d'éviter des biais.

Processus d'analyse des données

Les données quantitatives ont été analysées avec le logiciel Excel pour construire les tableaux et les graphiques sortis de la base de données ad hoc. Ainsi, à côté des tris à plat, des tris croisés ont été effectués pour analyser des données par strates. Pour ce qui est des données qualitatives, les entretiens ont été transcrits de manière à ressortir les verbatims.

Équipe de terrain

L'équipe de terrain est composée d'hommes et de femmes des régions concernées par l'étude dans les 4 pays. Concernant la partie quantitative, les enquêteurs ont été au nombre de 40 recrutés sur la base de la connaissance de la zone, la maîtrise de la langue et de l'expérience. Ils ont ainsi sillonné les localités ciblées pendant 10 jours de travail et ont pu administrer le questionnaire au quota souhaité, malgré les difficultés rencontrées sur le terrain. Pour ce qui est de la partie qualitative, 4 assistants de recherche ont été recrutés dont 1 par pays pendant une durée de 30 jours.

Protocole d'éthique et de sécurité

Un protocole d'éthique et de sécurité de la recherche a été élaboré afin de garantir l'objectivité et la transparence de l'approche méthodologique ainsi que les droits des personnes interrogées en matière d'exploitation des données. Ainsi, la confidentialité et la sécurité des réponses des répondants sont garanties, conformément au principe de protection des informations personnelles identifiables.

Grandes lignes des questionnaires

Le questionnaire a essayé de traiter des grandes lignes suivantes

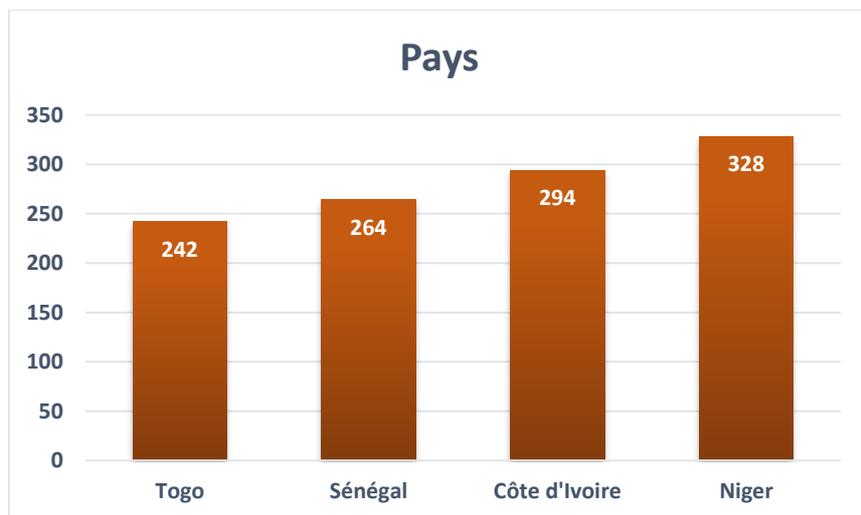
- Un recueil des perceptions des populations sur le contenu et les orientations de la coopération sécuritaire (présence militaire et sécuritaire des partenaires extérieurs) et coopération au développement
- L'image des partenaires extérieurs au sein des sociétés civiles
- Les différentes critiques (positives ou négatives) formulées sur la présence militaire et sécuritaire des partenaires extérieurs
- Pistes pour une meilleure compréhension des enjeux de cette présence
- Information trouvée sur les réseaux sociaux et potentielle influence dans la prise de décisions
- La perception des partenariats avec les acteurs étrangers (aspects positifs et voies de progrès) et intérêt pour l'élargissement de la coopération militaire à d'autres domaines
- Ressenti par rapport aux réseaux sociaux sur les effets de la guerre de l'information entre les puissances étrangères dans chaque pays
- Les acteurs qui sont le plus souvent identifiés comme favorisant la désinformation ou impliqués dans des campagnes informationnelles dans les pays concernés à travers les réseaux sociaux :

- les influenceurs
- le gouvernement
- les médias
- les puissances étrangères
- les groupes extrémistes violents
- autres à préciser

Identification des répondants

Identification des répondants de la partie quantitative

Cette présente étude concerne 4 pays de l'Afrique de l'ouest à savoir la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Togo. Dans chaque pays, la capitale a été ciblée en plus d'une ou des régions afin de recueillir des données en zone urbaine et en zone rurale. L'étude a fait le choix de plus donner la parole aux jeunes (18-34 ans) qui représentent 68% de la population sondée. Par ailleurs, la moitié de la population interrogée ont fait des études supérieures

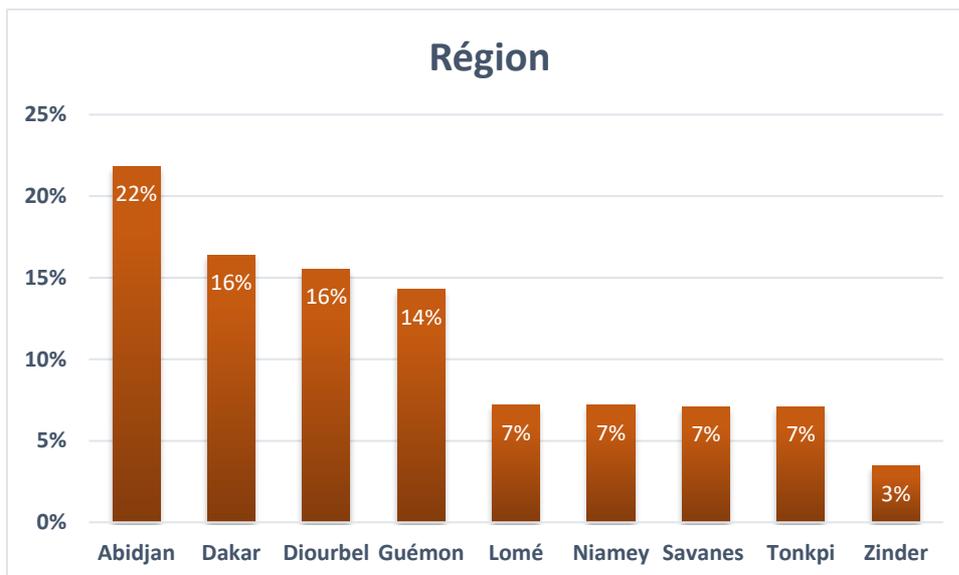


Graphique 1 : Pays concernés par l'étude

Pays	Pourcentage
Togo	21%
Sénégal	23%
Côte d'Ivoire	26%
Niger	29%

Pays	Femme				Total Femme	Homme				Total Homme
	18-25 ans	26-34 ans	35-64 ans	65 ans et +		18-25 ans	26-34 ans	35-64 ans	65 ans et +	
Côte d'Ivoire	42	49	33	11	135	39	64	41	15	159
Niger	55	59	32	12	158	47	73	37	13	170
Sénégal	35	54	24	9	122	32	63	38	9	142
Togo	28	36	21	10	95	31	54	50	12	147
Total général	160	198	110	42	510	149	254	166	49	618

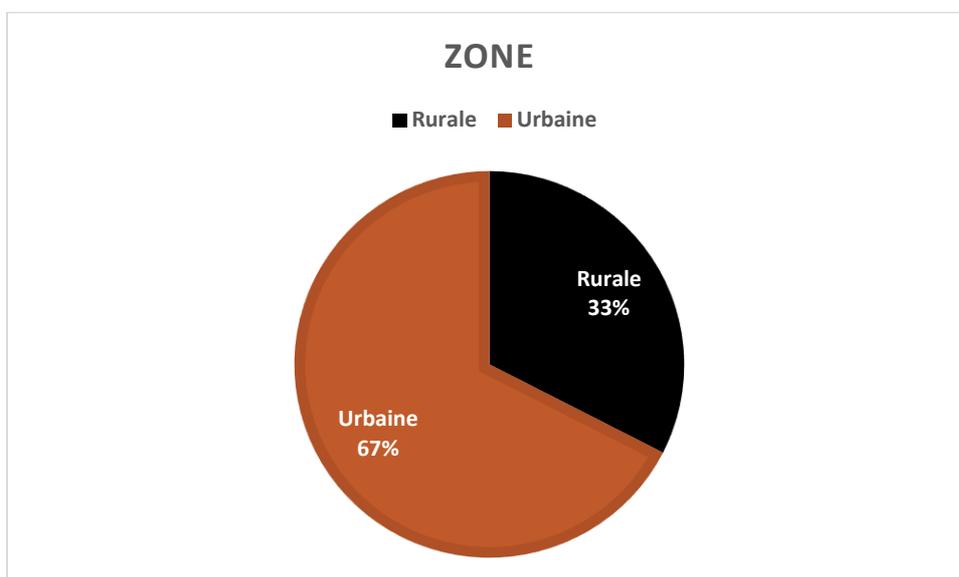
Tableau 1 : Répartition de l'échantillon par pays, sexe et âge



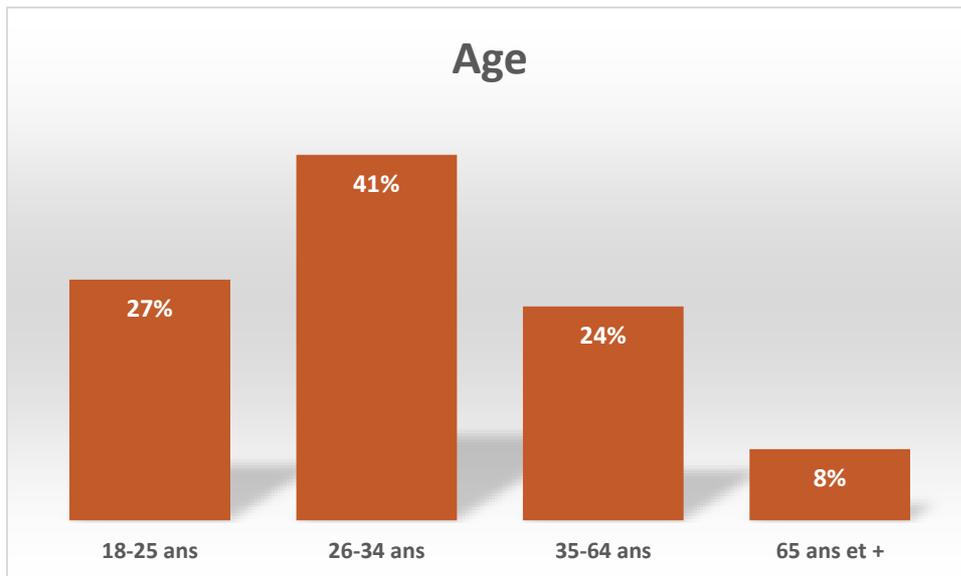
Graphique 2 : Régions concernées par l'étude

Togo		Sénégal		Côte d'Ivoire			Niger		Total
Lomé	Savanes	Dakar	Diourbel	Abidjan	Guémon	Tonkpi	Niamey	Zinder	
161	81	185	80	175	80	39	246	81	1128

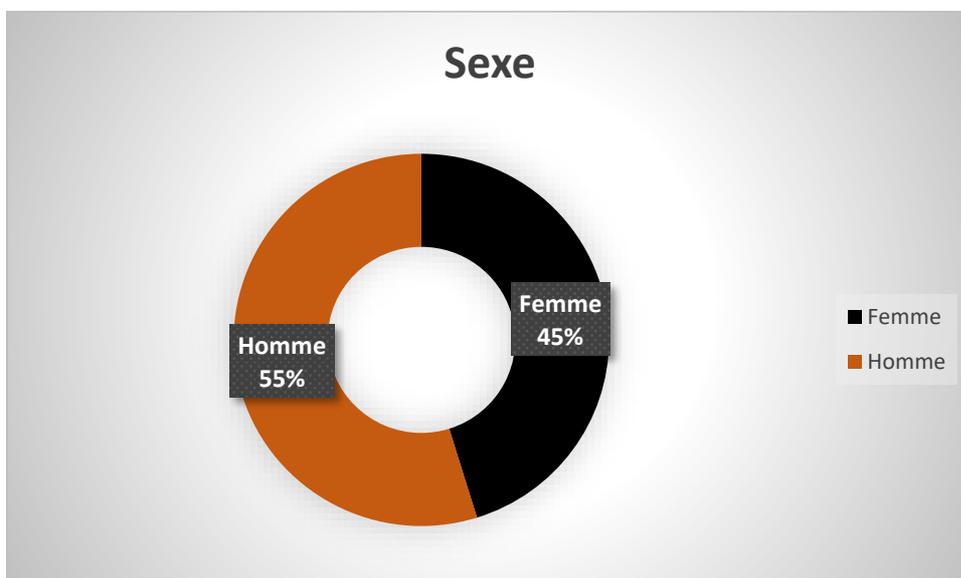
Tableau 2 : Répartition de l'échantillon par région



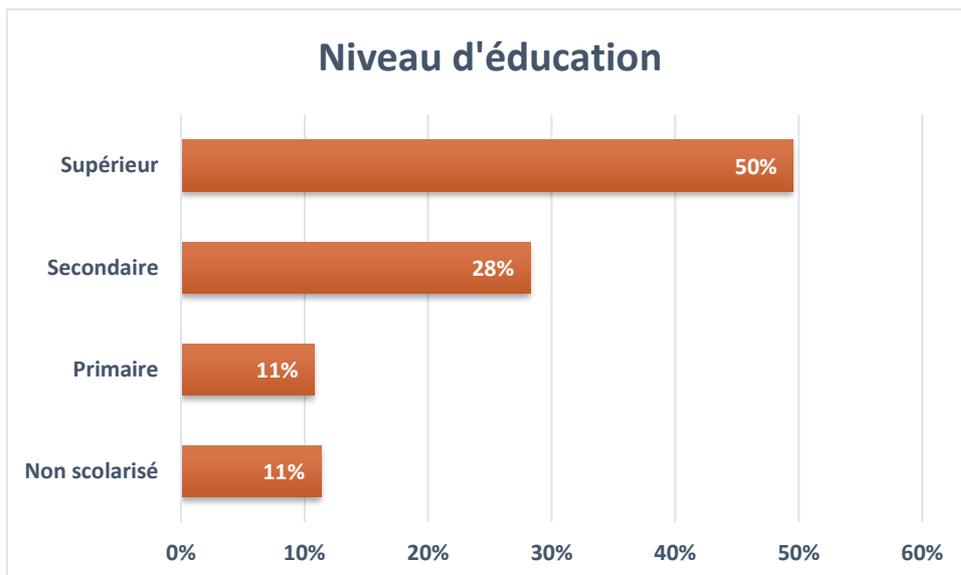
Graphique 3 : Zone géographique



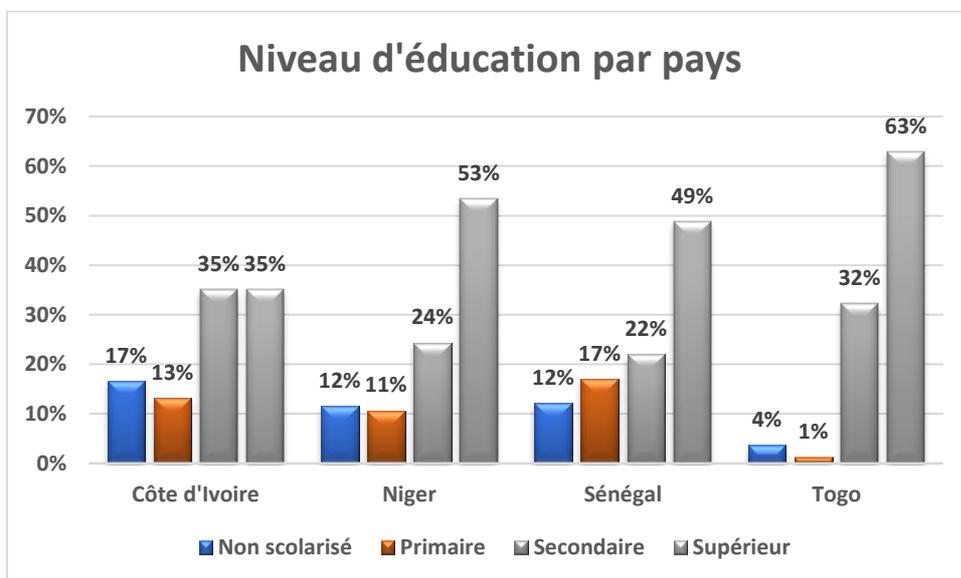
Graphique 4 : Age



Graphique 5 : Sexe



Graphique 6 : Niveau d'éducation



Graphique 7 : Niveau d'éducation par pays

Identification des répondants de la partie qualitative

Cinquante-neuf (59) acteurs de la société civile de ces différents pays ont été approchés dans le cadre de la présente étude à travers des entretiens individuels afin de recueillir leurs avis sur les questions à l'étude.

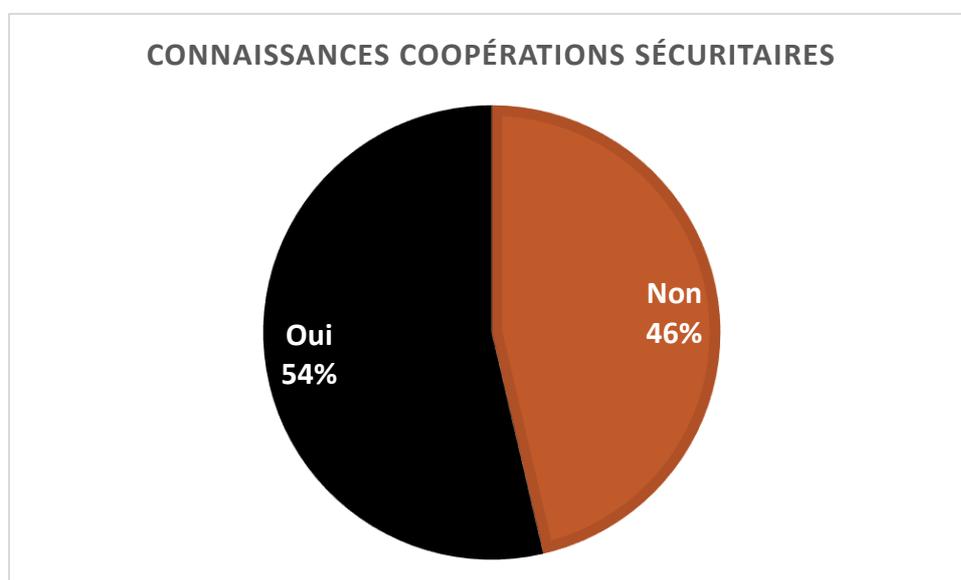
Section I : Perceptions de la coopération sécuritaire

Sous-partie 1 : Recueillir les perceptions des populations sur le contenu et les orientations de la coopération sécuritaire (présence militaire et sécuritaire des partenaires extérieurs)

Au titre des coopérations les plus actuelles dans une Afrique de plus en plus gangrenée par l'instabilité politique, figure en bonne place celle en matière de défense et de sécurité avec l'Occident. Quoique différente de la coopération opérationnelle, mais pas antinomique, la coopération sécuritaire rangée dans le domaine du structurel, se veut un instrument de renforcement de capacités humaines et logistiques, par le biais de la transmission d'expertise, la formation des cadres et l'appui à la constitution de capacités.^[1]

1. Connaissances de la coopération sécuritaire

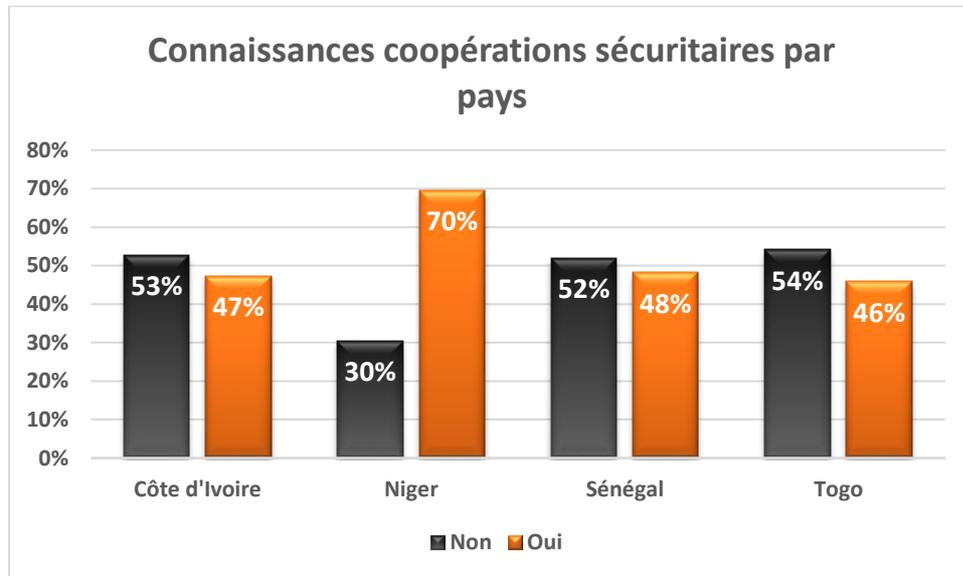
Au regard de l'enjeu de la coopération sécuritaire, il semble nécessaire de sonder la connaissance des populations africaines sur un domaine à première vue, technique. Les données de l'étude montrent que plus de la moitié des personnes interrogées (54%) connaissent les coopérations sécuritaires entre leur pays et les partenaires étrangers (graphique 8).



Graphique 8 : Connaissances des coopérations sécuritaires

Ce qui montre un intérêt pour une légère majorité des répondants par rapport à ce dispositif.

Cependant, cette apparente connaissance cache bien des disparités d'un pays à un autre. Si au Niger, 70% des enquêtés connaissent ces coopérations, c'est bien le contraire qui se dégage en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo, car les populations dans leur majorité, disent ignorer les coopérations au plan sécuritaire (respectivement 53%, 52% et 54%) : **graphique 9**.



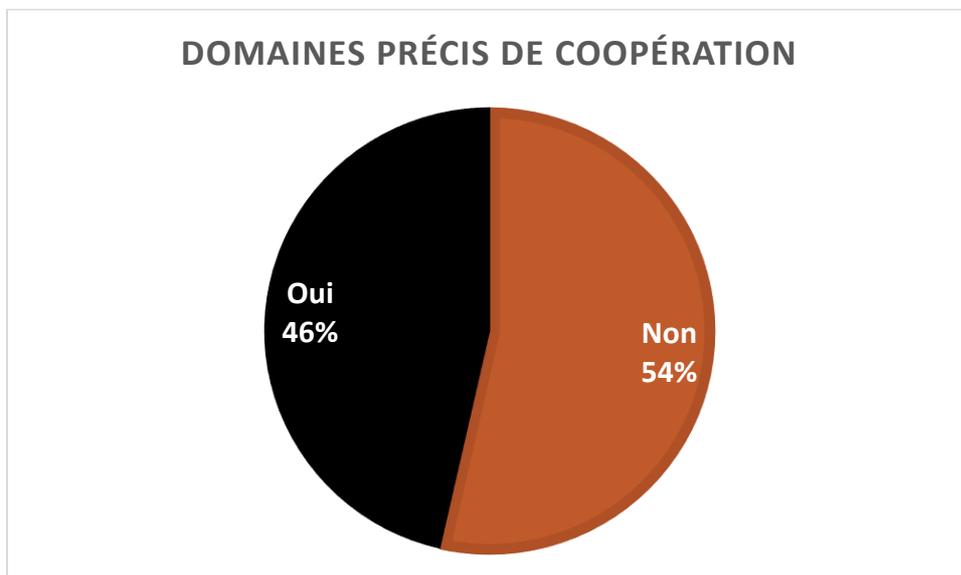
Graphique 9 : Connaissances des coopérations sécuritaires par pays

Plusieurs interprétations seraient possibles. Soit, les populations des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Sénégal et Togo), pensent pour l'heure, être relativement épargnées par l'insécurité ; ce qui expliquerait le peu de crédit accordé à la coopération sécuritaire et à ses dispositifs moins visibles dans leur pays. Soit les populations nigériennes qui subissent de plein fouet l'extrémisme violent depuis longtemps, sont plus disposées à prendre conscience de l'importance de la coopération sur le plan sécuritaire.

Du reste, les exemples de coopération les plus cités se résument en la “**dotation en matériels militaires**”, les “**accords de défense**”, “**l'appui à la lutte contre le terrorisme**”, “**la coopération maritime**”, la “**formation maritime**”, l’“**appui logistique**”, “**le renseignement**”, etc. A titre d'illustration, le Sénégal a inauguré le 3 août 2023, le navire “Le Walo” qu'il a acquis à son partenaire traditionnel qu'est la France, acquisition qui peut être classée dans le sillage de la coopération sécuritaire.

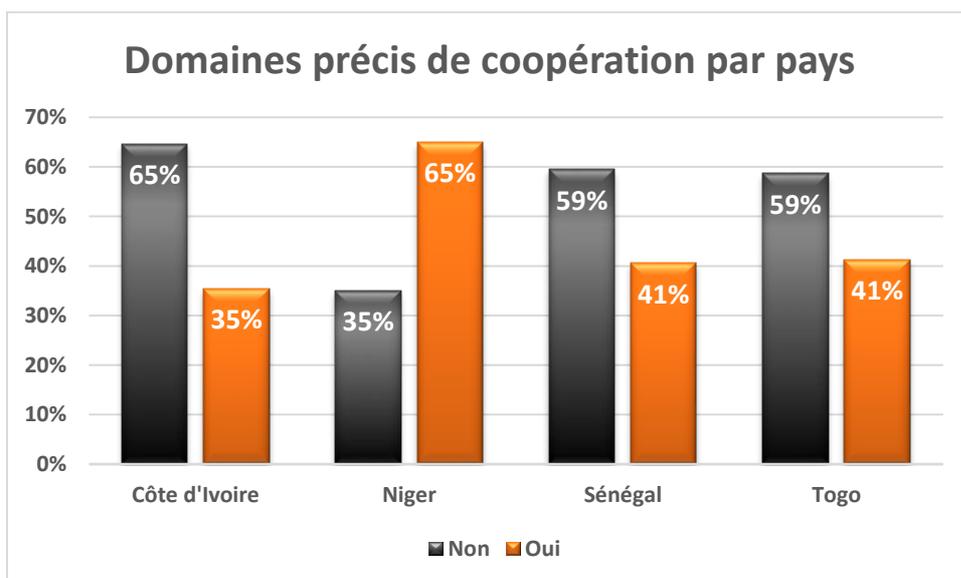
Quid des domaines précis concernés par cette coopération ?

Les réponses à cette question suivent la logique contraire de celles sur la question de la connaissance des coopérations militaires. En effet, la même proportion qui avait répondu par la positive par rapport à cette dernière question (54%), dit ignorer les domaines de cette coopération (**graphique 10**).



Graphique 10 : Domaines précis de la coopération au développement

Mais la désagrégation des réponses nationales suit à peu près la même logique que les réponses désagrégées sur le niveau de connaissance de la coopération sécuritaire. Le **Niger** fait toujours et logiquement exception à la règle, car caracole-t-il en tête de par son nombre de réponses positives sur la question des domaines de la coopération. Ainsi, 65% des nigériens affirment connaître les domaines sur lesquels portent cette coopération. Ce qui n'est pas le cas dans le reste de la zone de recherche au regard des résultats obtenus où on constate une méconnaissance par rapport aux domaines (65%) en Côte d'Ivoire, (59%) aussi bien au Sénégal qu'au Togo (59%). (**Graphique 11**)



Graphique 11 : Domaines précis de la coopération au développement par pays

Néanmoins, les acteurs de la société civile ayant pris part à l'étude ont distingué quelques domaines, du moins ceux sur lesquels la coopération en matière sécuritaire devrait porter. Au **Sénégal**, les acteurs invitent principalement à une collaboration dans différents domaines, afin de mieux sécuriser les frontières. C'est ainsi qu'un guide religieux interrogé à Diourbel parlant des domaines sur lesquels cette coopération devrait porter, soutient ; *“...On peut le faire sur ce qui concerne la surveillance et la sécurisation de nos frontières pour pouvoir empêcher, pour éviter l'infiltration de toutes les choses négatives dans notre territoire”*³.

À Dakar, une avocate affirme *“Cette coopération devrait porter sur les besoins de renforcement de sécurité en cas de guerre civile, et d'atteinte à la souveraineté de l'État qui souhaite bénéficier d'un renfort pour la défense de ses intérêts”*, ou encore l'invitation faite par un journaliste en ces termes *“Mais il y a une autre dimension qu'il faudra garder en ligne de mire : c'est les questions de cybercriminalité et autres”*⁴. Bref, une panoplie de secteurs sur lesquels il est fortement attendu la coopération sécuritaire, mais qui se basent essentiellement sur le domaine militaire, malgré le fait qu'il ait été demandé d'autres domaines en dehors de ce dernier. **Pour le Niger où les répondants semblent mieux connaître les domaines de la coopération sécuritaire, pour l'essentiel des acteurs de la société civile, il n'y a aucun domaine sur lequel la coopération en matière sécuritaire devrait porter.** Rares parmi eux ont émis le souhait d'étendre la coopération sécuritaire comme cet acteur de la société civile à Niamey : *“ Non, qu'elle reste militaire. C'est sa vocation”*⁵.

Au **Sénégal**, malgré l'expression des besoins d'extension des domaines de la coopération sécuritaire, la coopération sécuritaire **ne semble visiblement pas très présente dans le débat public**. Dans ce pays, les acteurs sont quasi unanimes à ce sujet. Aussi bien à la capitale que dans régions, les avis restent les mêmes. Plusieurs raisons expliqueraient l'absence de la question dans les fora publics. Tout d'abord, ce peut être la sensibilité de la question sécuritaire qui explique le caractère confidentiel de certaines questions ; et donc le peu de communication qui existe en la matière. Ensuite, la technicité de la question peut expliquer le peu de crédit qu'on lui accorde dans les débats. De ce fait, les discussions sur la sécurité peuvent être perçues comme relevant davantage de la sphère des experts et des spécialistes. En revanche, les débats publics sont souvent dominés par des questions politiques, économiques et sociales etc. Enfin, le fait d'être dans un pays relativement sécurisé, est de nature à corroborer cette absence. C'est dans ce cadre qu'une avocate interviewée à Dakar affirmait : *“ Le Sénégal étant un pays considéré comme sûr, cette question n'est quasiment pas abordée par les médias nationaux”*.⁶

Le **Togo** et la **Côte d'Ivoire** semblent plus mitigés par rapport à la question. Ainsi, un député togolais d'affirmer : *“Elle suscite quelquefois des discussions et des débats passionnés parmi les citoyens togolais. Les préoccupations concernant l'impact de cette coopération sur la souveraineté nationale, la dépendance économique et la capacité de prendre nos propres décisions sont régulièrement abordées dans les médias”*.⁷

³ Entretien avec un guide religieux interrogé à Diourbel, au Sénégal

⁴ Entretien avec une avocate à Dakar, au Sénégal

⁵ Entretien avec un acteur de la société civile à Niamey, au Niger

⁶ Entretien avec une avocate à Dakar, au Sénégal

⁷ Entretien avec un député togolais

À la différence des pays côtiers, les acteurs nigériens partagent, en chœur, la prégnance de la question dans le débat public, comme l'affirme le directeur d'une radio à Zinder : *“Oui, c'est une question d'ailleurs à la une, c'est un débat à la une. Donc, c'est une question régulièrement débattue”*⁸ ou encore un acteur basé à Niamey *“C'est un enjeu de premier plan, effectivement. C'est la chose la plus débattue après l'économie”*.⁹

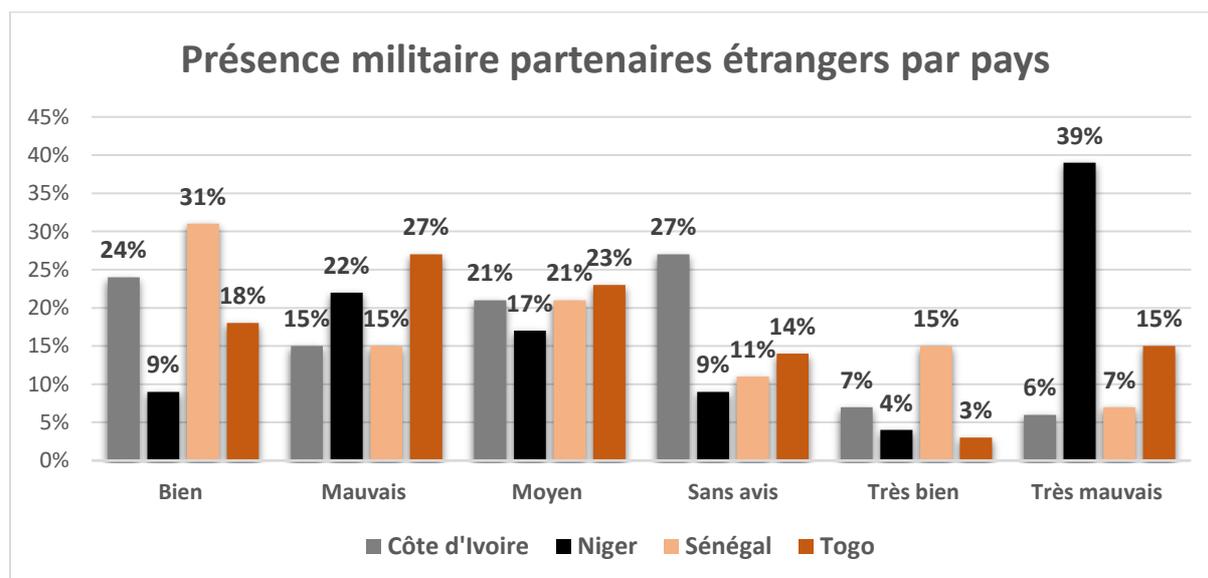
Quel que soit le crédit accordé à la question, elle reste, tout de même, importante dans la mesure où l'ensemble de ces pays ont signé des accords sécuritaires et qu'aucun pays, comme l'affirmait un acteur interrogé, ne peut vivre en autarcie. Aujourd'hui, les questions fortement débattues sont celles dites événementielles, tels que l'arrestation de présumé terroriste, l'enrayement d'attentats terroristes, etc.

2. Perceptions sur la présence militaire des partenaires étrangers : Avantages et inconvénients

Que pensez-vous de la présence militaire des partenaires étrangers en Afrique ?

La question se pose de savoir la manière dont cette coopération, plus spécifiquement sur le plan militaire, est jugée. En effet, dans un contexte marqué par des conflits violents allant de tensions intercommunautaires, à l'extrémisme violent, en passant par les crises politiques, il y a lieu d'interroger des acteurs pertinents sur les rapports de coopération entre les États africains et leurs partenaires extérieurs ; d'autant plus que la situation ne semble pas s'améliorer au regard de la multiplication des foyers de tension en Afrique dans le Sahel et la menace accrue qui plane sur les pays côtiers du Golfe de Guinée.

Au **Niger**, les résultats sont plus alarmants. 38% affirment que c'est « très mauvais » et 22%, « mauvais ». En Côte d'Ivoire et au Sénégal, les données penchent plutôt sur « bien » et « moyen ». **(Graphique 12)**



Graphique 12 : Présence militaire avec des partenaires étrangers par pays

⁸ Entretien avec un directeur d'une radio à Zinder, au Niger

⁹ Entretien avec un acteur communautaire basé à Niamey, au Niger

Au Sénégal, les entretiens réalisés montrent deux tendances qui se dégagent quant à l'appréciation même de la présence militaire. Pour certains, cette présence militaire rentre dans le cadre de la coopération internationale entre les pays. Conscients du fait qu'aucun pays au monde ne peut vivre, stricto sensu, en autarcie, il semble naturel, de l'avis des certains, de nouer des coopérations, même du point de vue militaire. En ce sens, un doctorant, spécialiste des droits humains soutient : *“Personnellement je pense que ça rentre dans le cadre de la coopération internationale entre les pays. Aucun pays ne peut s'isoler. Tant que ça reste dans le cadre de la souveraineté des pays, c'est acceptable.”*¹⁰ Cette coopération peut ainsi être bénéfique dans le sens de la prévention de certaines crises tel que soulevé par un acteur : *“Les missions militaires permettraient aux Forces de Défense et de Sécurité (FDS), en termes stratégique, de se renforcer et de lutter contre le terrorisme.*

D'autres voient dans **la présence militaire, une sorte d'ingérence dans les affaires internes d'un État souverain**, surtout quand elle tend à être permanente. Une présence permanente générerait une immixtion dans les affaires internes de l'État et remettrait en cause le principe de souveraineté des États. C'est ainsi qu'une juriste interpellée sur la question, affirme : *“Si ces présences peuvent s'avérer utiles en cas de conflits, je crois qu'elles ne devraient pas être permanentes. Chaque État, surtout ceux Africains, doit gérer ses affaires sociopolitiques et ne faire appel à la coopération étrangère qu'en cas d'extrême nécessité. Une présence permanente génère une immixtion dans les affaires internes du pays concerné et remet en cause le principe de souveraineté des États »*¹¹. **Globalement, au Sénégal, les acteurs ne semblent pas hostiles à la présence militaire à partir du moment où elle est justifiée par une situation de crise et que cela ne crée pas une immixtion dans les affaires étatiques.** Cette situation peut justifier le fait que la question fasse rarement l'objet de débats dans l'espace public. A ce titre, un journaliste¹² interviewé, qualifie ce manque d'intérêt de *“principal handicap (...)”*, jugeant certains acteurs comme *“peu conscients des enjeux de sécurité”*.

Au **Togo**, l'avis des acteurs ne semble pas trancher avec la vision sénégalaise où ils sont partagés sur la question de la présence militaire. En effet, il ressort de l'étude une convergence des opinions plutôt sceptiques. **Aussi bien au niveau des religieux, de la société civile, que de l'administration, il est ressorti qu'une coopération sécuritaire fondée sur la présence des militaires étrangers sur les territoires africains, pose une question d'ingérence étrangère qui limiterait l'autonomie des États.** En ce sens, un député à l'assemblée nationale interrogé sur la question affirme : *« La présence des missions militaires de coopération étrangères en Afrique et au Togo constitue, pour nous, une ingérence indésirable dans nos affaires internes, une menace pour notre souveraineté et une possible source de déséquilibre économique et politique. Il est essentiel que nous remettions en question cette coopération et cherchions des solutions alternatives qui préservent notre indépendance et nous permettent de poursuivre notre voie vers le développement et la sécurité, car on a l'impression de retourner aux temps coloniaux »*.¹³

¹⁰ Entretien avec un doctorant, spécialiste des droits humains à Dakar, au Sénégal

¹¹ Entretien avec une juriste sénégalaise à Dakar, au Sénégal

¹² Entretien avec un journaliste au Sénégal

¹³ Entretien avec un député à l'assemblée nationale du Togo

Le Niger ne fait pas exception à la règle pour ce qui est de la perception assez négative de la présence militaire étrangère. En effet, celle-ci est perçue comme une suite logique de la « néo-colonisation ». Selon un guide religieux, « **la présence des missions militaires étrangères est une suite de néocolonialisme, elles sont là pour des renseignements, elles sont là pour semer le désordre et aider nos ennemis contre nous, pour spolier nos biens.** » Un acteur de la société civile d'ajouter qu'« **Au regard des conditions dans lesquelles cette coopération est faite sans aucune base juridique prouvée, j'ai une pensée négative car elle est une force d'occupation, de néo-colonisation et d'opacité** »¹⁴

« Les bases militaires étrangères attirent les terroristes » : Une perception bien ancrée

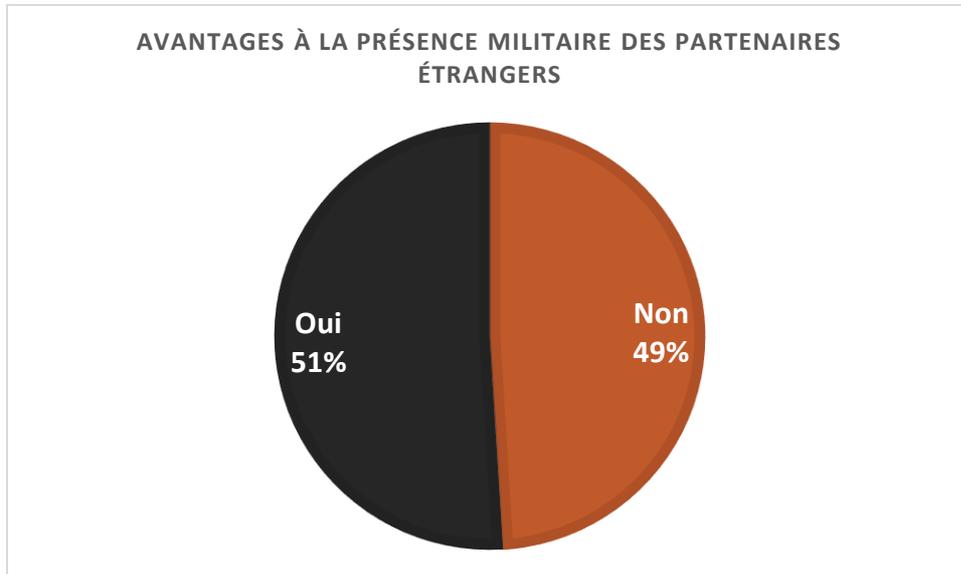
En Côte d'Ivoire, dans le contexte régional actuel marqué par la menace terroriste, la présence militaire est perçue comme une menace à la stabilité. **Nombre de personnes estiment que cette présence fait de la Côte d'Ivoire une cible privilégiée des terroristes.** En effet, c'est un secret de polichinelle que les djihadistes désignent l'occident comme leur ennemi. Ainsi, la grande proximité de la Côte d'Ivoire avec certaines puissances occidentales, fait du pays un ennemi « par procuration » des mouvements terroristes. Les personnes ressources interrogées estiment que cette réalité expliquerait, en partie, les attaques terroristes enregistrées en Côte d'Ivoire.

Malgré cette réticence quasi généralisée par rapport à la présence militaire de partenaires extérieurs, certains y voient des avantages, tandis que d'autres pensent le contraire. **Si, d'une part, la longue guerre contre le terrorisme au Sahel a amené plusieurs acteurs à remettre en cause la nécessité de la coopération militaire, d'autre part, il est encore remarquable qu'une partie de la société civile et des acteurs politiques soutiennent que la sécurité intérieure requiert l'intervention de partenaires étrangers contribuant au renforcement du dispositif sécuritaire notamment au niveau des frontières mais aussi à assurer la sécurité transfrontalière.**

¹⁴ Entretien avec un guide religieux au Niger

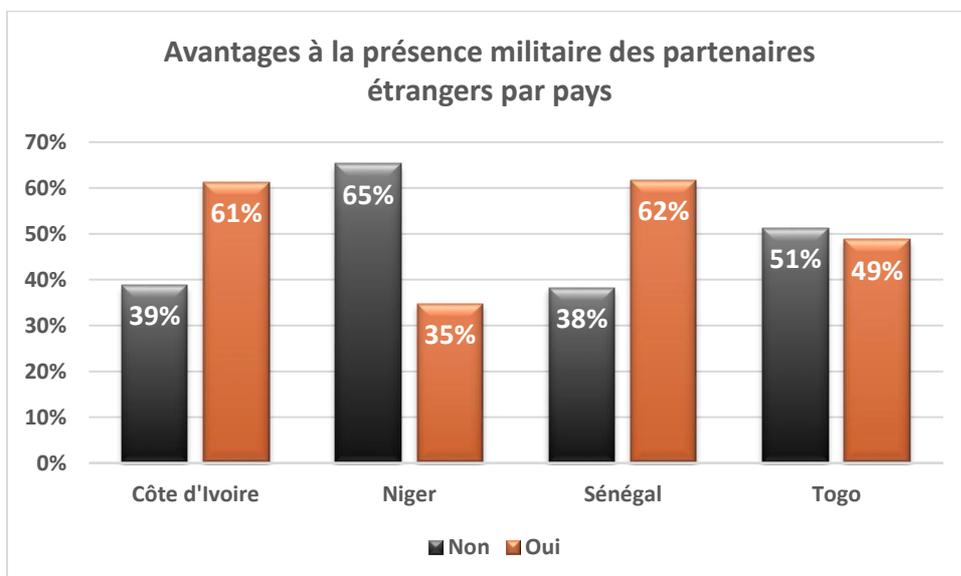
2.1 Des avantages liés à la présence militaire de partenaires étrangers dans votre pays ?

Dans l'ensemble, pour 51% des enquêtés, la présence militaire des partenaires étrangers avec leur pays présente des avantages (**Graphique 13**).



Graphique 13 : Avantages à la présence militaire des partenaires étrangers

Cependant, au Niger et au Togo, le dissentiment par rapport à d'éventuels avantages de la coopération sécuritaire est assez perceptible, d'autant plus que respectivement 65% et 51% en doutent fort. Pendant ce temps, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, une tendance contraire s'y dégage du fait que la majorité des répondants restent persuadés des avantages des engagements militaires que leurs pays ont pris avec leurs partenaires étrangers. (**Graphique 14**).



Graphique 14 : Avantages à la présence militaire des partenaires étrangers par pays

Pour le cas du **Sénégal**, même si les acteurs soulignent majoritairement des avantages, il est toutefois, relevé **le manque de communication sur les questions militaires et sécuritaires qui rendrait difficile la compréhension de la question**.

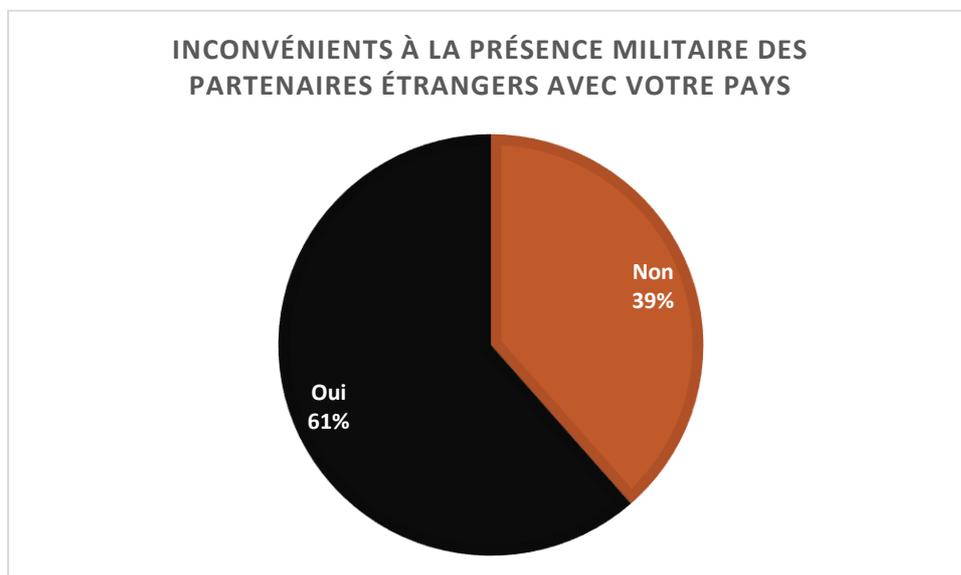
D'autres ajoutent qu'il s'agit d'un simple prétexte permettant d'exploiter les ressources naturelles ou tirer des avantages économiques.

Le **Niger est le pays le plus sceptique quant aux avantages de la coopération sécuritaire**, les raisons avancées se résument en la multiplication de foyers de l'insécurité, l'arrogance des forces étrangères, les problèmes de coordination et le non-respect des institutions militaires des pays africains.

Comme souligne un activiste nigérien, « *La coopération militaire a engendré un amenuisement de la sécurité dans notre pays et ça a réduit la capacité (...) de nos forces militaires.* »¹⁵

2.2 Des inconvénients à la présence militaire de partenaires étrangers

À contrario, d'après les perceptions, les inconvénients à la coopération militaire sont logiquement plus conséquents que les avantages : 61% de l'ensemble de l'échantillon restent convaincus que la coopération militaire présente plus d'inconvénients qu'il en a d'avantages (**Graphique 15**).



Graphique 15 : Inconvénients à la présence militaire des partenaires étrangers par pays

Le **Niger** et le **Togo** sortent encore une fois du lot où les taux demeurent les plus élevés avec respectivement 80% et 69% qui restent convaincues de l'existence d'inconvénients relativement à la question. Cependant, la **Côte d'Ivoire** présente une particularité dans la mesure où seules 43% des personnes sondées estiment qu'il existe des inconvénients à cette présence militaire

Pour le cas du Niger où les tendances sont plutôt alarmantes, certains acteurs à l'image de ce coordonnateur régional d'un mouvement politique à Zinder de constater « *un défaut de transparence dans la coopération, le manque de résultats concrets, (...); En réalité ces partenaires soutiennent même cette insécurité qui prévaut dans nos pays* ». ¹⁶

Globalement la présence militaire des partenaires extérieurs n'est pas vue d'un bon œil par les populations sondées. L'on se pose la question de savoir si cela est dû à la **culture du secret qui entoure les questions de sécurité**, notamment militaire où

¹⁵ Entretien avec un activiste Nigérien

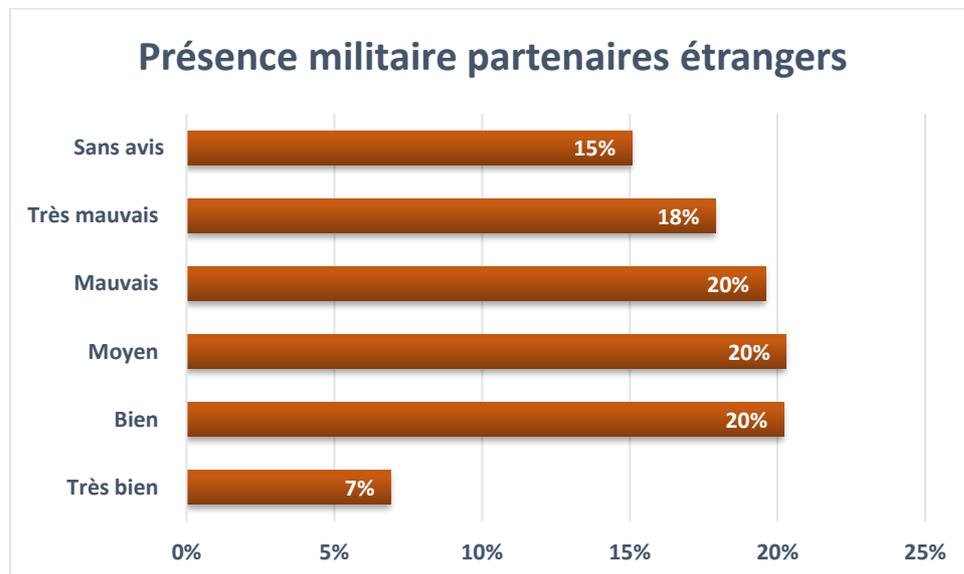
¹⁶ Entretien avec un Coordonnateur régional d'un mouvement politique à Zinder

tout simplement un effet de contagion au regard d'un certain mouvement anti-occidental qui pourrait davantage se développer dans nombre de pays ciblés par cette étude.

Sous-partie 2 : De la critique de la présence militaire et de la coopération sécuritaire

Qu'en est-il des critiques, recueillies dans le sens positif, comme négatif, formulées sur les questions de la présence sécuritaire et militaire ?

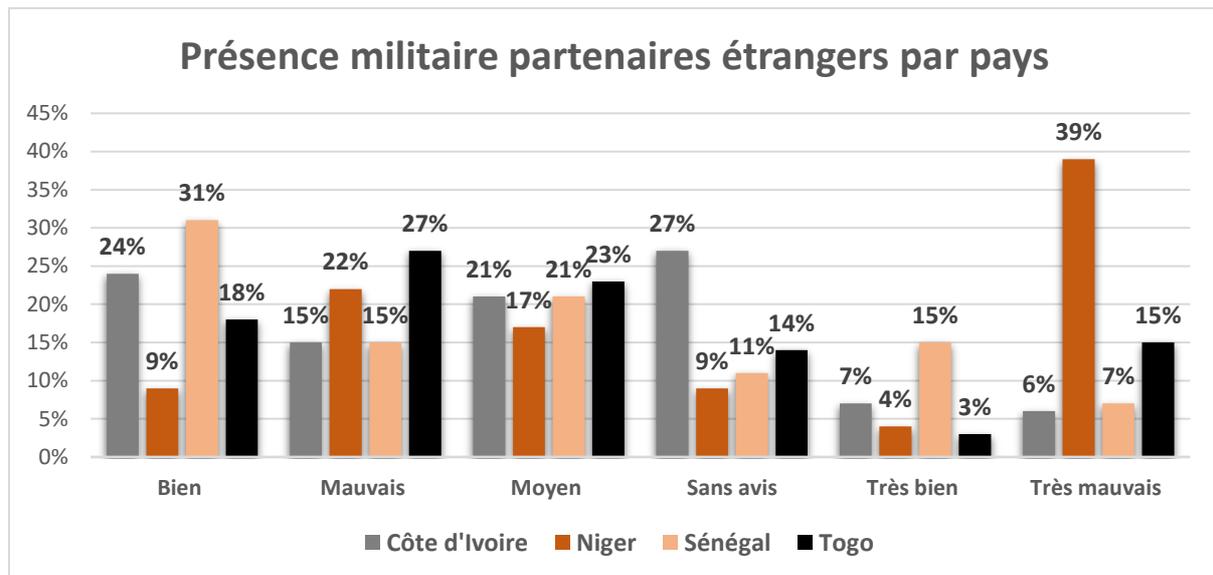
De prime abord, **les populations sondées réagissent de différentes manières à la question de leur lecture par rapport à la présence militaire de partenaires étrangers**. En effet, 7% et 21% pensent respectivement que la présence militaire des partenaires étrangers est "très bien" et "bien" au moment où d'autres la trouvent "très mauvaise" (17%) et "mauvaise" (20%). Autrement dit, les perceptions négatives sur la question dépassent celles favorables.



Graphique 16 : Présence militaire des partenaires étrangers

L'on voit nettement que la perception de la présence militaire étrangère est globalement mitigée avec des avis disparates. **Au Niger, les résultats sont les plus négatifs** dans la mesure où 39% affirment que c'est « très mauvais » et 22%, « mauvais ».

En Côte d'Ivoire et au Sénégal, les avis sont majoritairement partagés entre “Bien” (24%), et « Moyen » et surtout “Sans avis” pour le premier (Graphique 17).



Graphique 17 : Présence militaire des partenaires étrangers par pays

Est-ce à dire que le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont les pays les plus ouverts à coopérer militairement avec des partenaires étrangers notamment occidentaux ?

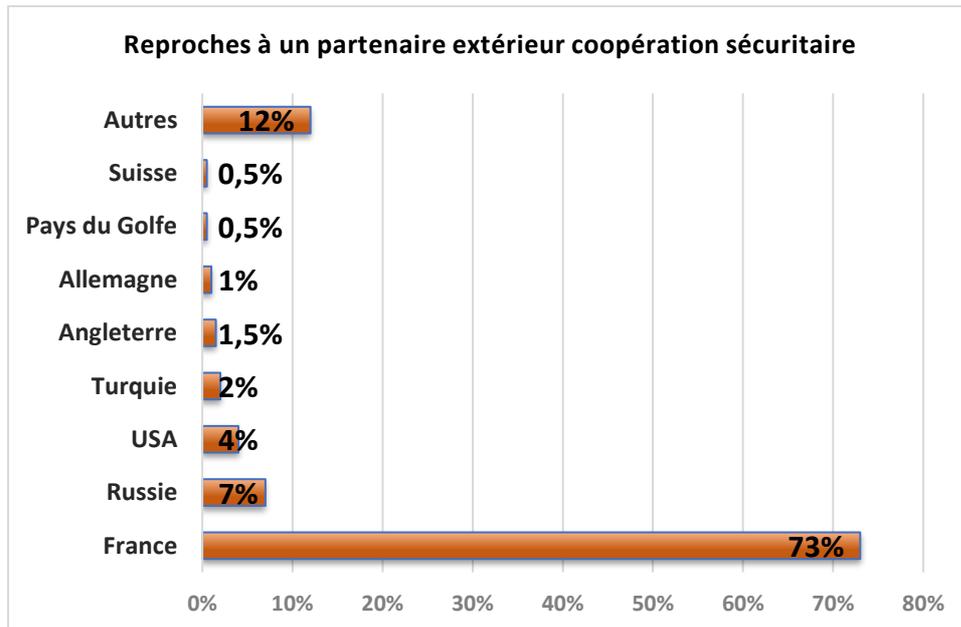
Qu'est ce qui explique cette constance du Niger à s'opposer de manière quasi systématique à toute coopération sur le plan sécuritaire ? Y a-t-il une explication à cette tendance nigérienne? Si l'on interroge l'histoire du Niger, on peut être tenté de dire qu'il y a une certaine hostilité vis-à-vis de l'Occident avec des manifestations relatives à la question de l'exploitation de l'uranium, mais aussi celles dirigées contre des édifices du corps diplomatique étranger, ceux de la France en particulier.

Tout d'abord, la question a été posée de savoir **“Si vous aviez à faire des reproches à un partenaire extérieur du point de vue de la coopération sécuritaire avec votre pays, lequel serait-il ?”**

Comme le dit Dr. Bakary Sambe, « la principale difficulté pour la France au Sahel, comparée aux autres partenaires, est qu'elle doit constamment gérer l'urgence et l'Histoire en même temps ».

Le partenaire historique des pays concernés par l'étude, en l'occurrence la France, se trouve le plus dans le viseur des ouest-africains interrogés en tant que principal pays critiqué pour sa coopération militaire. Cela s'expliquerait, peut-être, par la particularité de sa relation et les rapports historiques singuliers qu'elle a avec les pays concernés. **Elle est, en réalité, pour la plupart des pays couverts, le principal partenaire en matière de coopération sécuritaire.**

Elle caracole ainsi en tête dans tous les pays avec près des $\frac{3}{4}$ des répondants (73%). La Russie vient en seconde position avec seulement 7% (**graphique 18**).



Graphique 18 : Reproches à un partenaire extérieur sur la coopération sécuritaire

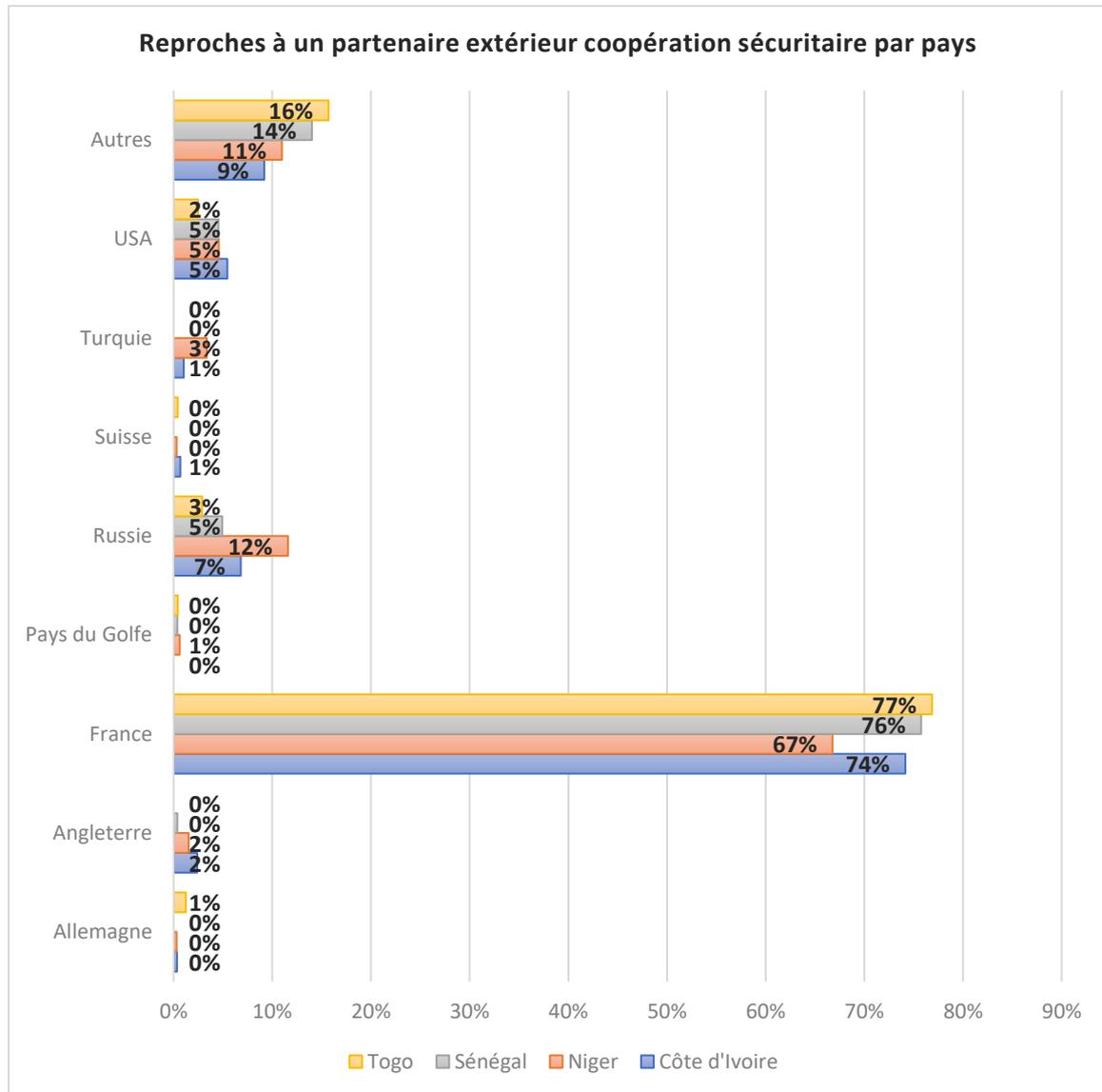
Cette même tendance générale s’observe dans chaque pays, d’autant plus que **les avis défavorables sur la France dépassent de loin ceux exprimés envers d’autres pays**, tel qu’illustré par le graphique ci-dessous. C’est au Togo (77%) et au Sénégal (76%) où ces taux sont encore plus prononcés.

Il est intéressant de constater que **malgré la présence de soldats américains dans certains pays comme le Sénégal, les enquêtés ne semblent pas en faire cas soit par ignorance ou par ce qu’un haut fonctionnaire international qualifie de « discrétion »**. La même remarque prévaut pour le Niger où l’armée américaine était présente à Niamey et à Agadez avec des bases et une logistique visible dans les deux sites.

Évoquant la présence militaire américaine au Sénégal, ce haut fonctionnaire commente : « **il y a peut-être plus de militaires américains que français au Sénégal ; mais les Français sont plus visibles** » analysant l’accord de « présence permanente » de soldats américains au Sénégal relayé par la presse¹⁷ lors de sa signature.

¹⁷ <https://www.voaafrique.com/a/le-senegal-donne-son-accord-pour-une-presence-permanente-militaire-americaine/3311974.html> (consulté le 13 janvier 2015)

La plupart de ceux qui citent la **Russie comme partenaire préféré** sont nigériens : (12%) : (graphique 19).



Graphique 19 : Reproches à un partenaire extérieur sur la coopération sécuritaire par pays

Comment comprendre que les personnes sondées au **Sénégal** et au **Togo** s’opposent principalement à la présence militaire française ?

En plus d’une forte croyance en « **un retour du néo-colonialisme par la fenêtre du sécuritaire** », il faut noter qu’il y a comme un débordement de la situation malienne en termes d’opinion publique vers les pays voisins. La proximité du Sénégal avec le Mali et du Togo avec le Burkina Faso -où un certain « sentiment anti-français » souffle-, pourrait avoir un **effet de contagion** chez leurs voisins sous forte pression sécuritaire au point de désigner la France comme un pays “ennemi”.

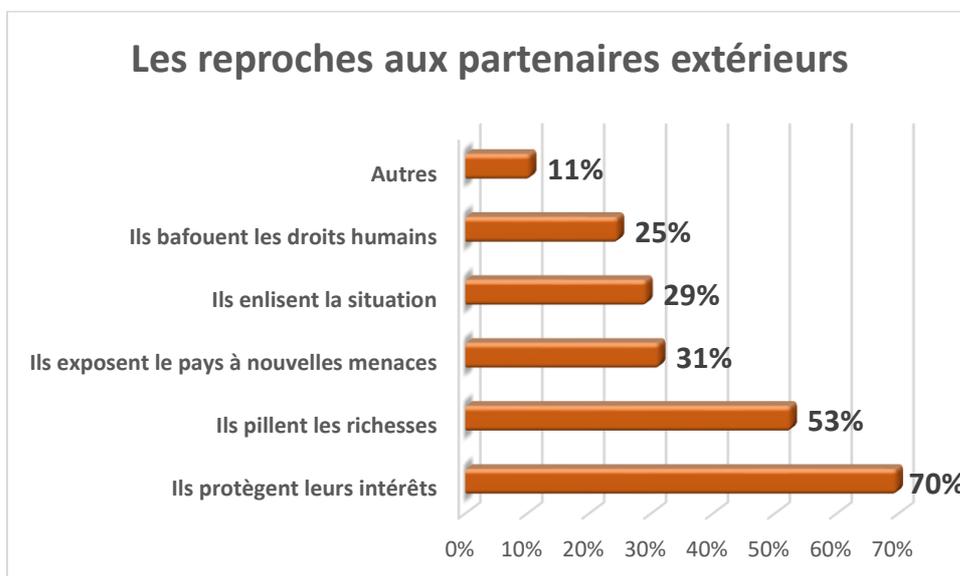
À noter qu’au **Sénégal**, il y a chez certains acteurs, une relative « **méfiance** » vis-à-vis de la **Russie notamment chez les experts et spécialistes**. Un jeune doctorant de mettre en garde que “*la Russie veut transposer en Afrique la guerre en Europe*”. Toutefois, pour ce qui est de la France, il soutient que : “*C’est un sentiment de*

dominant-dominé. Les gens ont envie de souveraineté. Et on ne pourrait affirmer que la présence des russes participerait de la sécurité. La présence militaire étrangère pourrait faire du Sénégal une cible car un pays comme la France a beaucoup d'ennemis¹⁸; au moment où un acteur de l'opposition sénégalaise pointe toujours du doigt la France qui, au travers de sa coopération chercherait à "recoloniser" le Sénégal. Il soutient : " C'est cette présence qui explique "des expressions comme « FRAPP France Dégage » ou le saccage de biens appartenant à des français" assez fréquent au pays de la « Téranga » lors des manifestations politiques.

Néanmoins, **un membre de la Coalition Sénégalaise des Organisations de Droits de l'Homme** magnifie dans cette « marre de critiques », **le rôle de la France dans la stabilisation du Sénégal : "Le Sénégal a toujours maintenu de très bonnes relations avec ces pays en matière de coopération sécuritaire, notamment avec la France et les USA. Il y a plus d'avantages que d'inconvénients. Si le Sénégal reste un pays stable, c'est en grande partie grâce à la coopération avec les partenaires extérieurs"**.¹⁹

L'étude montre clairement que des partenaires traditionnels, notamment l'ancien colonisateur, sont de plus relégués à l'arrière-plan laissant la place à de nouvelles puissances. À travers ces résultats, la France n'est visiblement pas le modèle de coopération sécuritaire aux yeux des ouest africains, surtout les jeunes qui continuent d'égrener un chapelet de critiques et de reproches à son égard.

Concrètement, les reproches faits aux partenaires extérieurs en matière sécuritaire sont principalement de trois ordres : une protection de leurs propres intérêts, un pillage des richesses, voire exposer leurs partenaires à de nouvelles menaces (graphique 20).

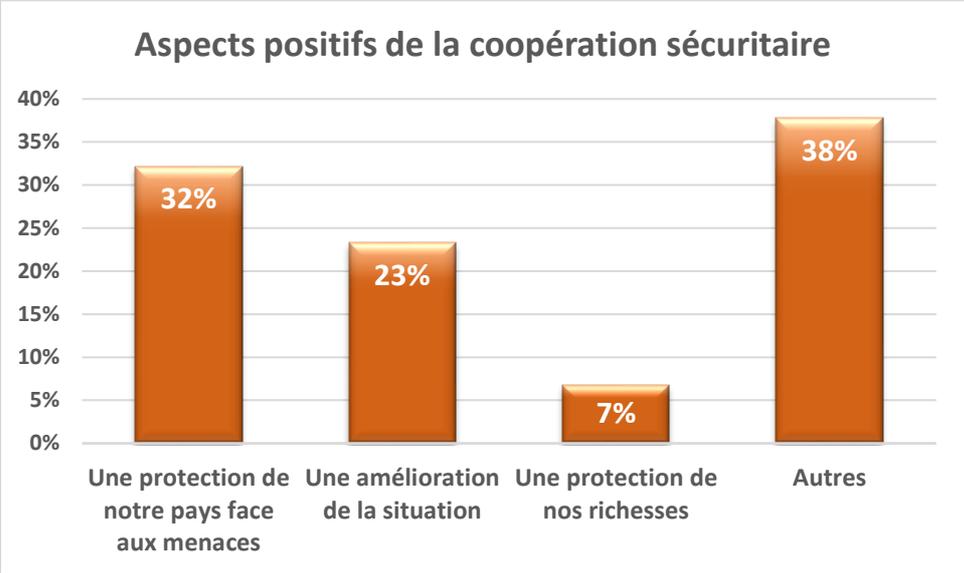


Graphique 20 : Les reproches faits aux partenaires extérieurs

¹⁸ Entretien avec un doctorant au Sénégal

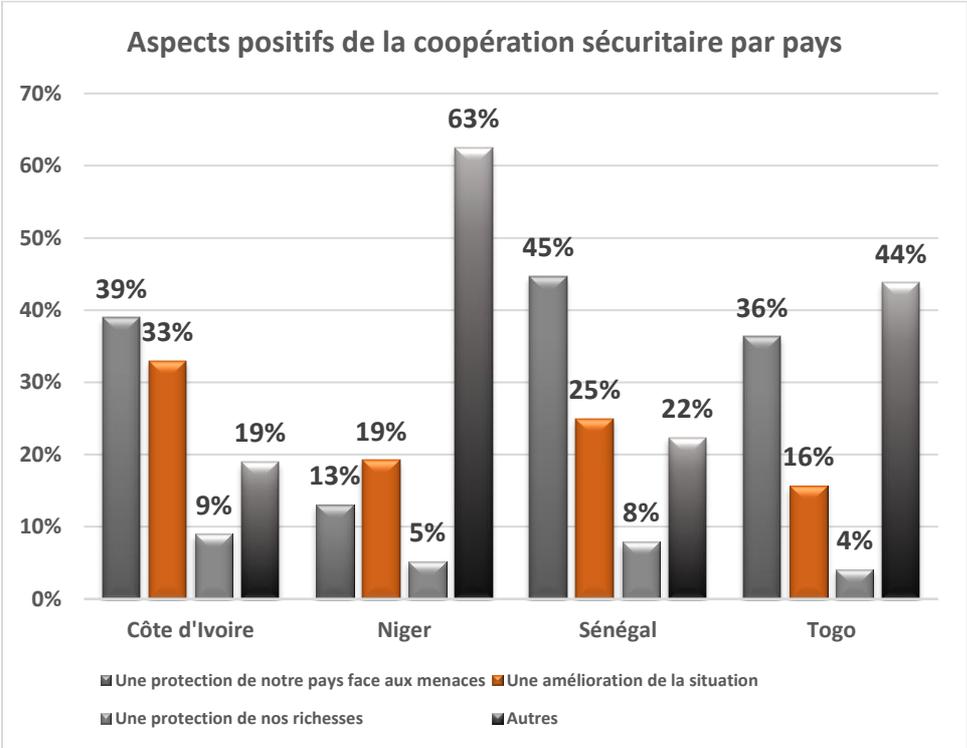
¹⁹ Entretien avec un membre de la Coalition Sénégalaise des Organisations de Droits de l'Homme au Sénégal

À côté des reproches, quelques aspects positifs sont relevés en termes de coopération sécuritaire entre les pays étrangers et les pays africains. En lien avec la lutte contre le terrorisme, du point de vue régional, **le principal point positif est la « protection du pays face aux menaces »** : (32%), suivie de l'« amélioration de la situation » : (23%), et accessoirement la « protection des richesses » (7%) : (**graphique 21**).



Graphique 21 : Aspects positifs de la coopération sécuritaire

Un nombre important de personnes interrogées au Sénégal (45%), en Côte d'Ivoire (39%), et au Togo 36% trouvent que **la coopération sécuritaire contribue à la protection de leurs pays respectifs face aux menaces** : (**graphique 22**).



Graphique 22 : Aspects positifs de la coopération sécuritaire par pays

La question de la protection des richesses et des infrastructures critiques reste problématique d'autant plus qu'elle vient en dernière position de ce que les populations citent parmi les aspects positifs. Cet état de fait amène à faire un constat : est-ce que, finalement, la perception anti coopération sécuritaire/militaire avec certains partenaires traditionnels est liée aux frustrations économiques ? Rien ne semble prouver le contraire au regard de manifestations destructrices d'intérêts de partenaires extérieurs notées dans des pays, jadis, non habitués des faits comme le Sénégal à la suite de contestations politiques. Ainsi, selon un chef d'entreprise basé au Sénégal, : « **La société que je dirige a eu 17 stations impactées. Total en a eu 27, toutes les marques ont été touchées. Les dégâts, je peux vous le dire, vont dépasser 3 milliards de francs CFA** »²⁰. Ce qui nous mène à la question de l'image des partenaires extérieurs.

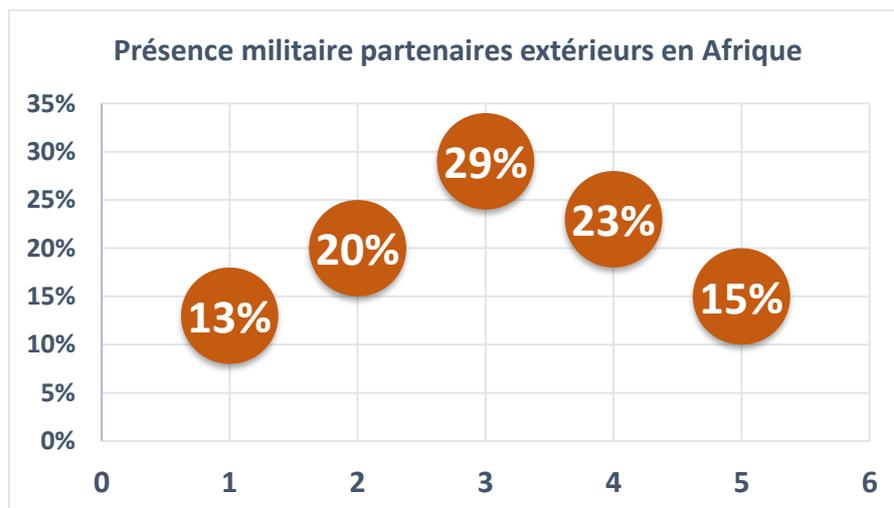
Sous-partie 3 : L'image des partenaires extérieurs dans le domaine de la sécurité

Dans une région ouest-africaine où le sentiment anti-coopération sécuritaire est lié à un rejet de l'« ingérence », du « néocolonialisme », voire une manière déguisée d'« exploiter les richesses africaines », l'analyse de l'image des partenaires à l'échelle continentale et dans chaque pays en particulier a de fortes chances de suivre les tendances négatives des perceptions de ladite coopération.

De la notation des partenaires ?

Sur une échelle de 1 à 5, comment notez-vous la présence militaire des partenaires extérieurs en Afrique ?

Telle est la question liminaire posée au sujet de la problématique de l'image des partenaires extérieurs. Dans l'ensemble de la zone d'étude, les personnes interrogées notent positivement la présence militaire des partenaires extérieurs en Afrique. En effet, la somme de ceux ayant jugé "Bien" et "Très bien" la présence militaire des partenaires extérieurs, correspond à 38%. Pendant ce temps, un pourcentage non moins important (29%) qualifie de "moyenne" la coopération avec l'Afrique. Il reste toujours une masse critique qualifiant de "mauvaise" (20%) et très mauvaise (13%) cette présence militaire : (**graphique 23**).



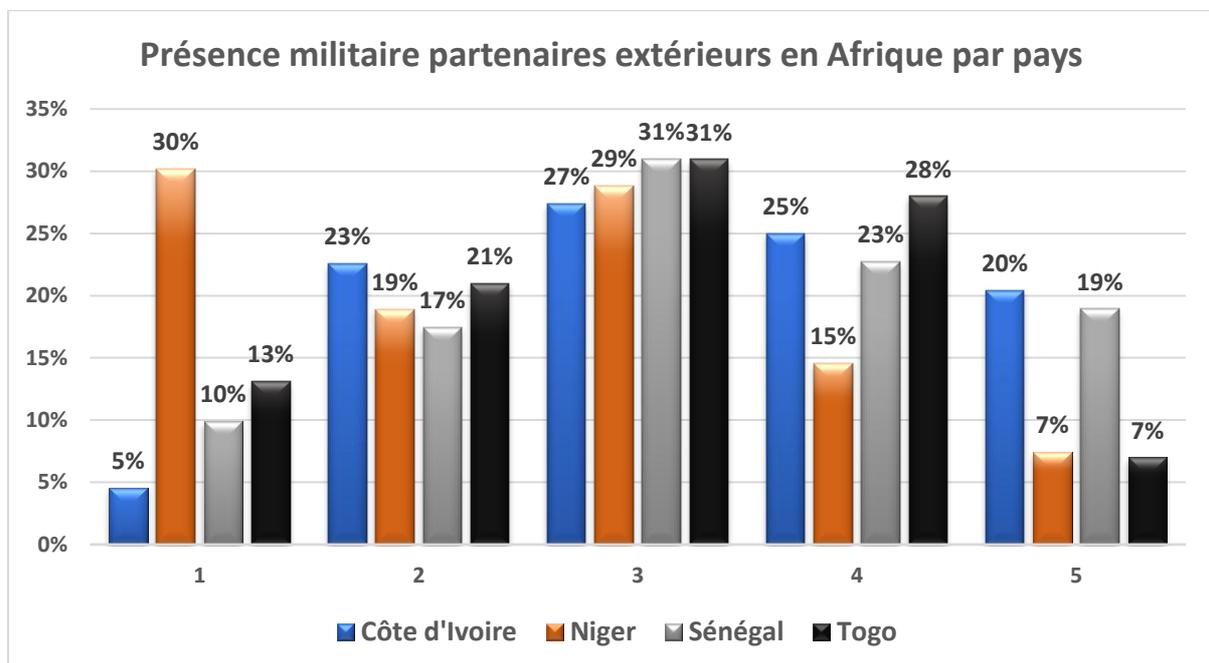
Graphique 23 : Note de la présence militaire des partenaires extérieurs en Afrique

²⁰ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230614-manifestations-au-s%C3%A9n%C3%A9gal-le-patronat-d%C3%A9ploie-des-centaines-de-milliards-de-pertes>

Légende

- 1 : Très mauvais
- 2 : Mauvais
- 3 : Moyen
- 4 : Bien
- 5 : Très bien

Les tendances-pays montrent des disparités assez intéressantes qu’il faudrait creuser. Parmi les pays couverts, **le Niger est le seul à atteindre le seuil de 30% notant de “très mauvaise” la présence militaire étrangère**. La Côte d’Ivoire est le pays en tête de ceux la qualifiant de “mauvaise” (23%), au moment où le **Sénégal** et le **Togo** restent partagés entre une satisfaction “moyenne” et “bien” : (graphique 24).



Graphique 24 : Note de la présence militaire des partenaires extérieurs en Afrique par pays

Légende

- 1 : Très mauvais
- 2 : Mauvais
- 3 : Moyen
- 4 : Bien
- 5 : Très bien

Au regard de ces tendances lourdes à quelques mois du dernier coup d’État du 26 juillet 2023, le Niger sortait encore du lot en tant que pays le plus hostile à une coopération militaire avec des partenaires extérieurs. Les récents développements suite au coup d’État militaire perpétré au Niger, corroborent à juste titre ce sentiment, quitte à soutenir la junte jugée anti-occidentale.

Quant à la présence des partenaires extérieurs dans chaque pays, ce sont quasiment les mêmes tendances qui se dégagent que pour ce qui est de la présence militaire en Afrique. On note une certaine cohérence, voire de la constance dans les réponses des populations sondées.

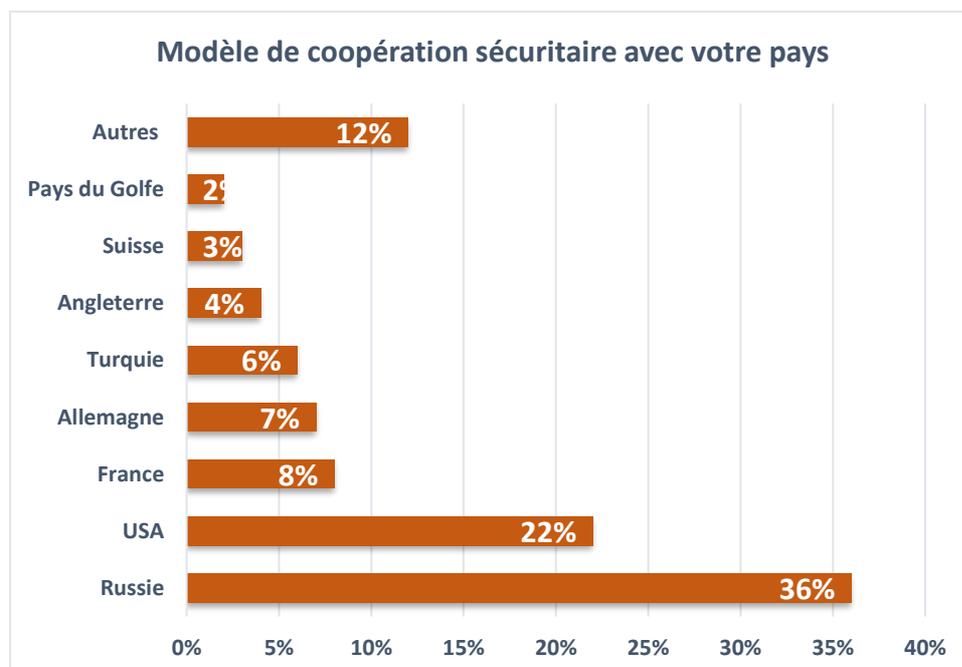
Aussi bien dans les enquêtes de masse que dans les entretiens individuels réalisés avec des acteurs avertis de la société civile, **le sentiment plus ou moins critique vis-à-vis de certains partenaires extérieurs est dirigé contre “La France, les États Unis et l’Union européenne”** selon un coordonnateur d’un mouvement politique.

Les principales raisons avancées par ce dernier sont « *l’histoire coloniale avec la France et l’Union européenne, l’absence de résultats concrets, entre autres* ». Un membre d’une ONG ajoute dans la liste des reproches « **l’opacité de leur présence, les mystères, le manque de communication, l’aggravation ou l’exacerbation des conflits locaux** ».

Selon cette perception assez répandue, **au lieu d’enrayer les crises, leur présence semble créer une flambée des crises, ce qui remet en cause la pertinence de maintenir ces coopérations et pose le débat d’un renouvellement imminent des partenaires.** Mais les conséquences de ce changement dans des pays africains en transition politique tendent à démontrer à suffisance que le changement de partenaire est loin de rimer avec stabilité.

Choix de modèle de coopération sécuritaire : la Russie et les États-Unis plébiscités

A la question “Si vous auriez à faire un choix de modèle de coopération sécuritaire d’un partenaire étranger avec votre pays, lequel parmi ces pays choisirez-vous ?”, la Russie et les USA arrivent de très loin en tête (respectivement 36% et 22%) devant la France (8%), l’Allemagne(7%), et la Turquie(6%) : **(graphique 25).**



Graphique 25 : Modèle de coopération sécuritaire avec votre pays

Le choix américain en deuxième position peut se comprendre aisément du fait de partenariats que les USA ont noués avec des pays africains, notamment sa présence militaire au Niger où ils avaient installé deux bases militaires dont une dans le Nord et l'autre à la capitale nigérienne. Mais, pour ce directeur d'un Think Tank régional, « **les États-Unis semblent aussi adopter une approche mixte avec une présence militaire souvent discrète et une politique d'influence via la société civile et les communautés locales** ». ²¹

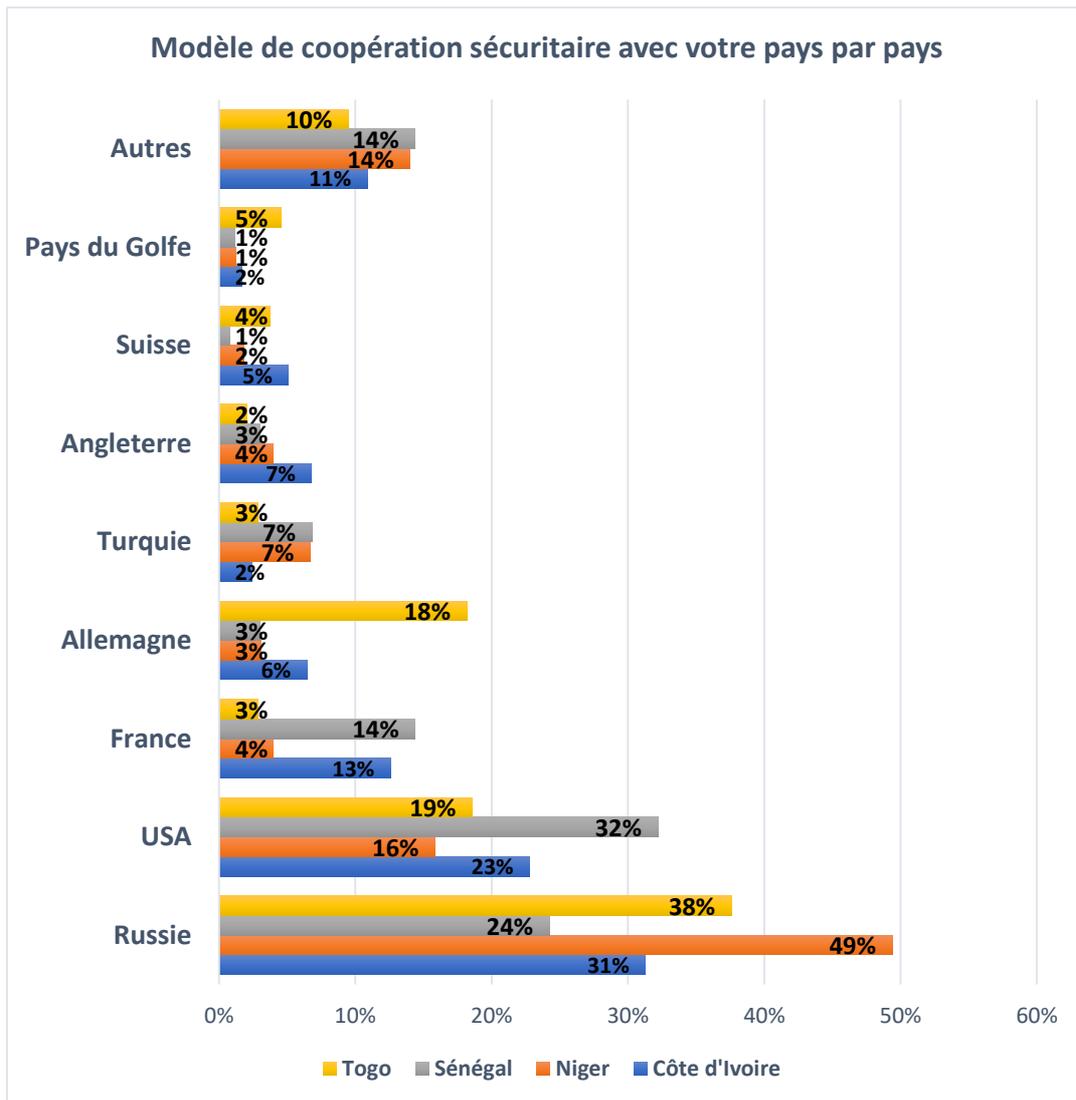
Au-delà de ces résultats globaux, que peut-on observer dans chaque pays par rapport à la même question ?

Le Niger en tête (49%), suivis du Togo (38%) et de la Côte d'Ivoire (31%) choisissent prioritairement la Russie comme modèle de coopération alternatif à la France. C'est seulement le Sénégal qui reste fidèle à ses partenaires traditionnels que sont les États Unis d'Amérique (32%) et la France (14%).

La Russie devient ainsi le « nouveau » partenaire le plus plébiscité de la coopération sécuritaire de manière générale et militaire en particulier pour tous les pays concernés par l'étude.

Même si le pourcentage des Sénégalais ayant cité la Russie en tant qu'alternative est le plus faible (24%), l'on peut se poser la question de ce choix dans un pays à forte tradition de coopération avec les puissances occidentales mais frontalier du Mali où la Russie semble durablement installée (**graphique 26**).

²¹ Entretien avec un directeur d'un Think Tank régional



Graphique 26 : Modèle de coopération sécuritaire avec votre pays par pays

Les Sénégalais attirés par le Japon et l'Allemagne ?

Certains acteurs préfèrent le Japon, arguant que ce dernier n'a pas d'intérêts particuliers à protéger au Sénégal et **l'Allemagne qui ne serait pas dans une "vision impérialiste"**, les États Unis d'Amérique, ou encore une aide dans le cadre de l'Union Africaine. Pour cette dernière option la raison avancée est que : *"L'intervention des États européens est, depuis quelques années, négativement perçue par les populations locales. La présence de ces États, même si elle est destinée à aider au maintien de la sécurité, a plus tendance à générer la désobéissance des populations, avec un risque accru de tensions et de révoltes de ces dernières"*.

Pour le **Togo qui est le pays qui se distingue en tête de ceux qui choisiraient en dernier la France**, tous les acteurs de la société civile ne voient pas d'un même œil ce regard porté sur la France. Ce qui est nettement perceptible dans la **divergence d'opinions** en ce qui concerne le choix des partenaires en termes de coopération sécuritaire avec le Togo. Les grands favoris sont la Russie, les États Unis d'Amérique et la France, avec cette réserve que **la coopération ne doit pas aller jusqu'au déploiement des troupes sur le territoire**.

Il ressort aussi de l'analyse des données que, outre les partenaires traditionnels étrangers que sont la France, les USA, et l'Allemagne, on observe une intensification de l'influence de nouveaux partenaires comme la Turquie, la Chine et la Russie.

Niger : attrait pour la Russie, la Turquie et la Chine ?

Enfin, au Niger, de tous les entretiens réalisés avec les acteurs de la société civile nigérienne, pas un seul ne fait mention de la France comme un modèle de coopération sécuritaire. En revanche, les États Unis seraient de bons partenaires soit pour *“le concret qui caractérise leur action”* qui semble-t-il, ont offert au Niger *“trois avions C-130”* selon un activiste.

La Russie, également, est dans la liste des choix des interrogés au Niger que certains justifient au regard de *“(…) Leur comportement en RCA et au Mali”, voire parce que “Ce qu’est en train d’accomplir ce pays est incroyable. Son action permet d’équilibrer les relations internationales. Ils donnent de l’espoir aux nations opprimées par l’Occident et son appétit insatiable”*. De ce fait, la Russie semble avoir « le vent en poupe », comme souligne cet acteur de la société civile. Ses actions au Mali, au Burkina Faso et en Centrafrique sont perçues comme « héroïques ». Que cela soit dit ouvertement ou sous-entendu, il y a, de la part des interviewés, une forte volonté de s'ouvrir à la coopération avec ce pays qui fascine de plus en plus.

Dans le sillage de la Russie, la Turquie et la Chine sont également très appréciées. Ainsi, les rivalités entre la Russie, d'une part, et les États-Unis et la France, d'autre part, sont palpables dans les dynamiques africaines, notamment en Afrique de l'Ouest. L'intensification d'**initiatives russes pour reprendre la main militairement sur une partie du continent, n'est pas passée inaperçue et s'inscrit, du moins en partie, dans une logique de réponse aux sanctions internationales imposées à la suite de la guerre en Ukraine.** En déployant ses militaires dans des pays africains ou encore en ayant recours à sa compagnie de sécurité privée, Wagner, la Russie a ainsi une influence grandissante sur des territoires jadis partie intégrante de la zone d'influence du bloc occidental.

L'on se pose ainsi la question de savoir si la Russie n'est pas en train de gagner la bataille de l'information au point de se positionner en tant que partenaire privilégié des Ovest africains qui la plébiscitent sans vraiment connaître les contours de sa coopération lorsqu'on les interroge sur ces détails.

Sous-partie 4 : Réseaux sociaux, guerre de l'information et coopération sécuritaire

L'Afrique est devenue la cible de manœuvres propagandistes de la part d'individus et/ou de groupes divers qui s'inscrivent dans une quête accrue d'influence et d'intérêts géostratégiques. Les questions politiques et sécuritaires, déjà sensibles et préoccupantes, se trouvent en première ligne des *manipulations désinformationnelles*.

Cette guerre des réseaux sociaux, jadis plus connue comme une tactique des armées, est devenue globale avec l'hyper-connectivité, et déplace le champ de bataille en transposant ainsi les conflits physiques dans l'espace virtuel. De plus, le schéma des confrontations ayant muté, plusieurs territoires se retrouvent au milieu de guerres dont elles ne sont ni la cause principale, ni un grand privilège. En effet, de plus en plus, les guerres classiques où deux antagonistes s'opposent directement, laissent le champ à des conflits à distance ou par « procuration ». Ce qui explique que certains conflits qui ont refait surface, notamment entre la Russie et l'Ukraine, ont eu des contrecoups ailleurs comme en Afrique.

Avec l'avènement des réseaux sociaux, la communication a été libéralisée. La profusion des médias de diffusion et d'influenceurs entraîne **une surexposition croissante à l'information**, qu'elle soit professionnelle, publicitaire ou liée à l'actualité. Aujourd'hui, cette information s'échange, se relaie de manière informelle, permanente, intangible entre individus selon des flux complexes, sans traçabilité claire, sans émetteur centralisé.

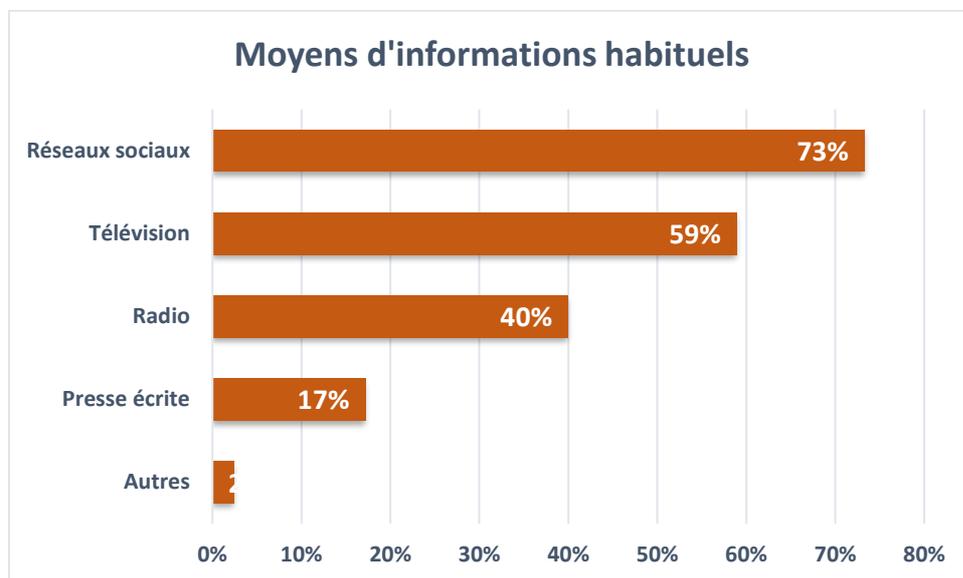
Le Sahel, de plus en plus instable sur les plans politique et sécuritaire, est vulnérable à ce phénomène que les frontières terrestres n'arrêtent guère. **De nouveaux enjeux géostratégiques favorisés par le changement de régimes dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest et leurs désirs de rompre avec d'anciens partenaires internationaux, ont exacerbé les conflits d'intérêts et les luttes d'influences sur les réseaux sociaux et internet par les campagnes dites de désinformation.**

Ainsi, se pose la question de savoir si les réseaux sociaux ne sont pas devenus une entrave aux actions des partenaires extérieurs ? La réponse à cette question passera par l'analyse des questions suivantes :

- **Les réseaux sociaux : entre nouveau moyen d'information et influence sur la compréhension de l'actualité**
- **Les réseaux sociaux entre le marteau des signaux d'une guerre informationnelle et l'enclume d'acteurs favorisant la désinformation**

1. Les réseaux sociaux : entre nouveau moyen d'information et fabrique d'une opinion régionale (opinion making)

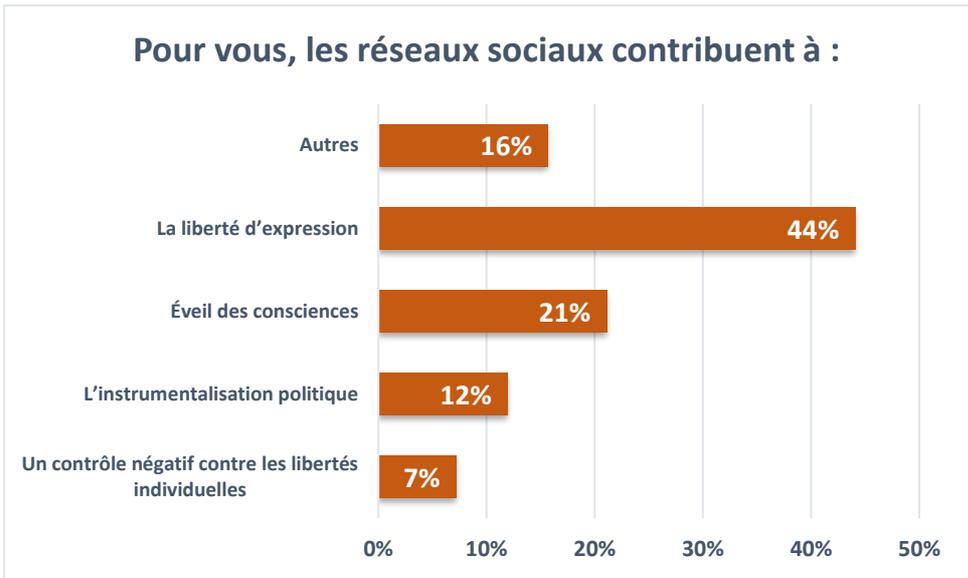
À la question “**Par quels moyens vous informez-vous habituellement ?**”, 73% des personnes interrogées optent pour les réseaux sociaux. (Graphique 27)



Graphique 27 : Les moyens d'informations habituels utilisés

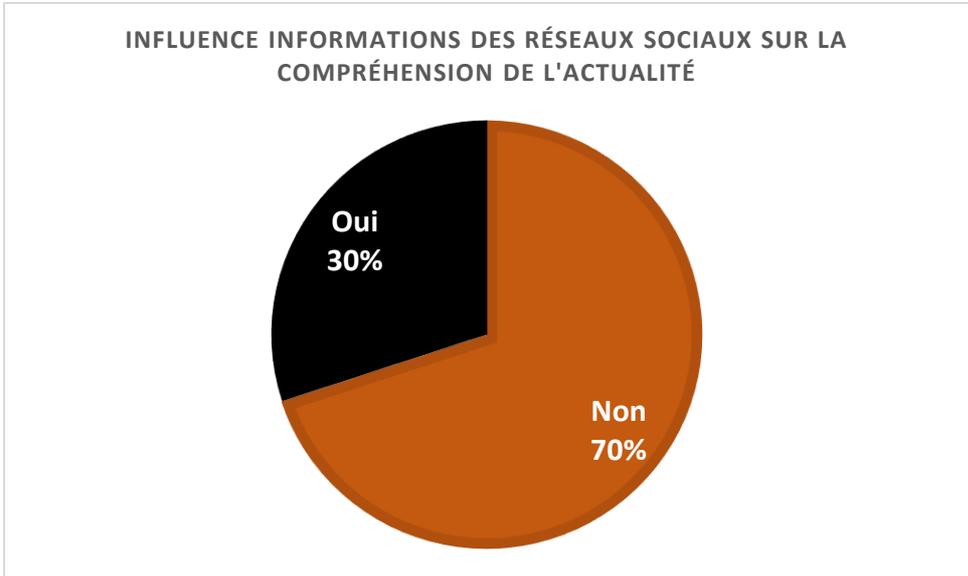
Les canaux classiques d'information (télévision, radio, presse) sont rudement concurrencés, voire supplantés par les réseaux sociaux. D'ailleurs, comme le souligne un ancien président de la Convention des Jeunes Reporters du Sénégal, c'était par les médias traditionnels que nous informions les populations sur les questions sécuritaires. Depuis, tout a changé. **Les réseaux sociaux sont désormais considérés comme le moyen d'information alternatif pour « échapper à la propagande d'État et des puissances dominantes » et à la restriction de la liberté d'information et d'opinion.**

L'ère des technologies de l'information et de la communication consacre non seulement une démocratisation de l'accès à l'information, mais aussi consolide les acquis en matière de liberté d'expression. C'est dans ce sillage que dans tous les pays de la zone à l'étude, les répondants sont majoritaires à affirmer de manière quasi harmonieuse que lesdits réseaux consolident la liberté d'expression et l'éveil des consciences.



Graphique 28 : Contribution des réseaux sociaux

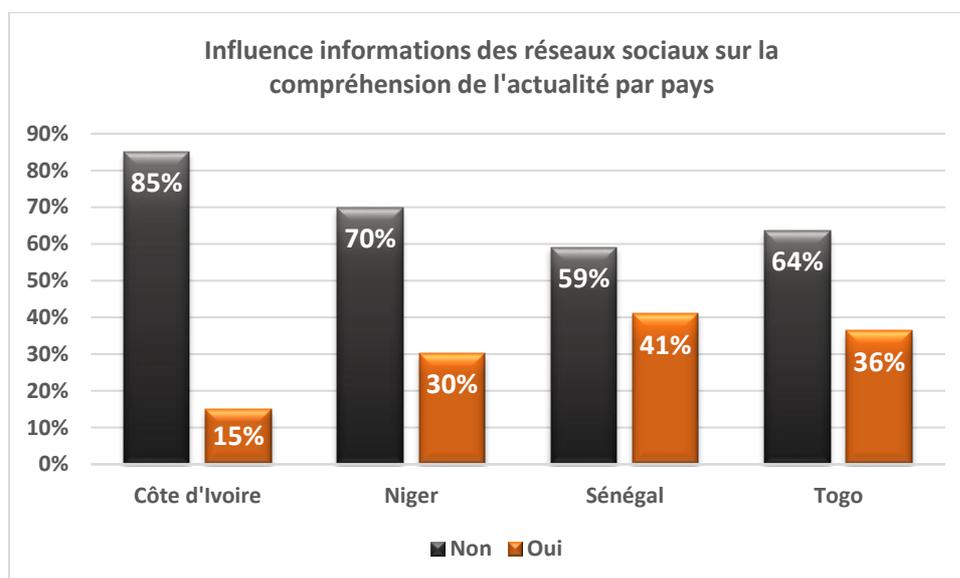
On assiste ainsi à une ère d'hyper-connectivité qui nécessite de gagner la bataille de l'information virtuelle pour pleinement peser dans ce nouveau marché de l'information. D'ailleurs, une écrasante majorité des répondants soutiennent que les réseaux sociaux influencent leur compréhension de l'actualité. Toutefois, il semble se dégager une prise de conscience quant à la prudence que requiert l'information relayée sur les réseaux sociaux en termes d'influence sur cette compréhension de l'actualité, si l'on s'en tient au pourcentage pensant le contraire. **(graphique 29).**



Graphique 29 : Influence des informations des réseaux sociaux sur la compréhension de l'actualité

Aujourd’hui, avec l’avènement des réseaux sociaux, il y a beaucoup de désinformation, voire une guerre de positionnement pour promouvoir telle puissance étrangère ou telle autre.

Dans ce sillage, un des **membres actifs de la société civile** interrogé au **Sénégal** confirme qu’il est possible « **qu’on nous montre des vidéos où des photos disant que les partenaires étrangers sont en train de piller nos ressources, mais après vérification avec le fact-checking, on se rend compte après que c’est une fausse information** ». ²² Malgré cette prise de conscience des acteurs, **les populations sénégalaises sont les plus enclines à être influencées par les réseaux sociaux** par rapport à leur compréhension de l’actualité (41% de oui), comparé au reste de la zone à l’étude. La **Côte d’Ivoire** semble mieux saisir la nécessité de discernement entre moyen d’information et influence sur la compréhension de l’actualité politique. Curieusement, le **Niger** arrive en seconde position, derrière la Côte d’Ivoire (**graphique 30**).



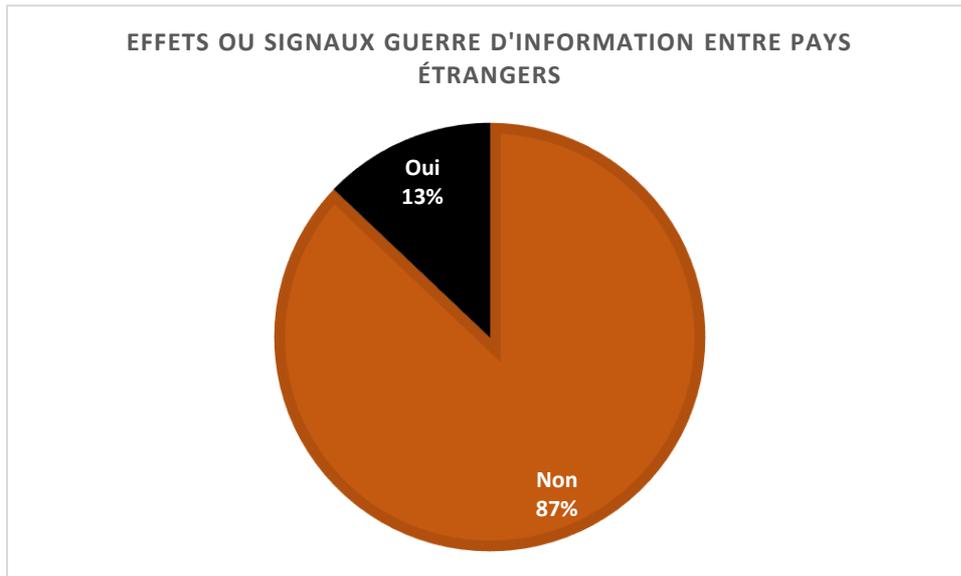
Graphique 30 : Influence des informations des réseaux sociaux sur la compréhension de l’actualité par pays

Ce qui veut dire que même si le Niger se présente comme un farouche opposant d’une coopération sur le plan sécuritaire/militaire, les jeunes y font davantage attention à l’influence des réseaux sociaux sur leur compréhension de l’actualité aussi bien politique que sécuritaire, de plus en plus brûlante. Est-ce dû à un ressenti par rapport à une guerre informationnelle virtuelle opposant les grandes puissances ? Il serait intéressant de creuser cette spécificité dans ce pays en pleine mutation au cœur du Sahel central.

²² Membre de la société civile au Sénégal

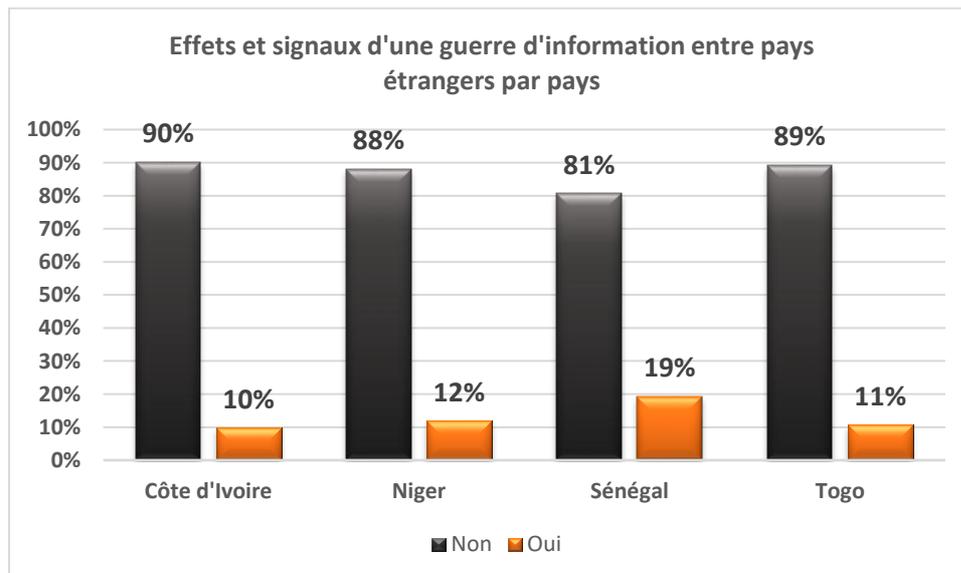
2. Les réseaux sociaux entre guerre informationnelle et acteurs de la désinformation

À la question “**Avez-vous ressenti sur les réseaux sociaux les effets ou signaux d’une guerre d’information entre les partenaires étrangers dans votre pays ?**”, l’écrasante majorité (87%) a répondu par la négative. C’est seulement 13% des personnes interrogées qui ont affirmé avoir fait ce constat dans leurs pays respectifs. Comme le montre le graphique (graphique 31), **il y a un énorme besoin de sensibilisation sur les enjeux de la désinformation qui ne semblent pas être saisis par les jeunes dans ces différents pays.**



Graphique 31 : Effets ou signaux de la guerre d’informations entre pays étrangers

Les tendances pays sont quasi identiques en termes de pourcentage qui avoisinent ou arrivent au seuil de 90% de non ((graphique 32).



Graphique 32 : Effets ou signaux de la guerre d’informations entre pays étrangers par pays

Les mêmes réponses sont relevées lors des entretiens individuels. A titre d'exemple, un Directeur exécutif d'un réseau de jeunes de la société civile en Côte d'Ivoire affirme dans ce même sillage : *« Entre les puissances étrangères pas forcément (...). Ce que j'ai plutôt remarqué, ce sont des sujets très enflammés entre internautes au sujet de la guerre en Ukraine entre les pro-occidentaux et les pro-russes avec aussi le sujet des relations difficiles entre le Mali et la France par extension entre la Côte d'Ivoire et le Mali au sujet des 49 soldats ivoiriens. Ces sujets ont fait l'objet de ce qu'on pourrait qualifier de « guerre informationnelle » pas entre puissances étrangères mais entre internautes.*²³

Pendant ce temps, un acteur religieux, non moins étudiant en fin d'étude, d'attirer l'attention sur l'existence de la bataille informationnelle. Ainsi, soutient-il : *« La guerre informationnelle est présente. Avec la présence des mercenaires de Wagner qui menacent la France dans son pré carré, chaque camp essaie de mener sa guerre informationnelle pour contrer l'hégémonie de l'autre. »*²⁴

Pour ce qui est du Togo, les mêmes tendances lourdes se dégagent, certains acteurs confirment l'inexistence de la guerre informationnelle, tout en soulignant l'influence d'autres pays : *« Ça ne concerne pas notre pays, c'est surtout le Mali et le Burkina Faso »*.

La guerre de l'information, plus précisément la désinformation, impacte la perception de l'action des partenaires extérieurs en matière de lutte contre le terrorisme. En effet, on note, de plus en plus, la circulation de **messages mettant en cause la sincérité de la France dans la lutte contre le terrorisme**. Dans l'opinion publique et surtout à travers les réseaux sociaux, il est, ouvertement défendu que la France soutient, par moment, des terroristes pour justifier d'une présence militaire lui donnant la possibilité d'exploiter illégalement les ressources des zones en crise. Ce qui, dans les perceptions, justifierait les résultats mitigés de son action et légitimerait la volonté de certains pays, comme le Mali et le Burkina Faso, de se libérer des accords de défense signés avec ce pays. Des thèses qui restent favorables à l'influence de la Russie de pousser ses pions dans ce qui était jusque-là considéré comme le pré-carré français. De même, une affirmation assez révélatrice d'un climat délétère a été relevée au Niger où un acteur de la société civile s'est fendu d'un commentaire : *« Par la désinformation on arrive souvent à accuser les partenaires occidentaux de fournir des armes et de la logistique aux terroristes »*.²⁵ Ces différentes tendances montrent que certaines informations ternissant l'image de partenaires extérieurs classiques tendent à devenir virales et méritent une attention particulière.

Pour toutes ces raisons, la question relative aux **acteurs de la désinformation sur les plateformes virtuelles en Afrique de l'Ouest et au Sahel** a été prise en charge dans le cadre de l'enquête. Les réponses placent les médias et les « influenceurs » en tête parmi les principaux vecteurs.

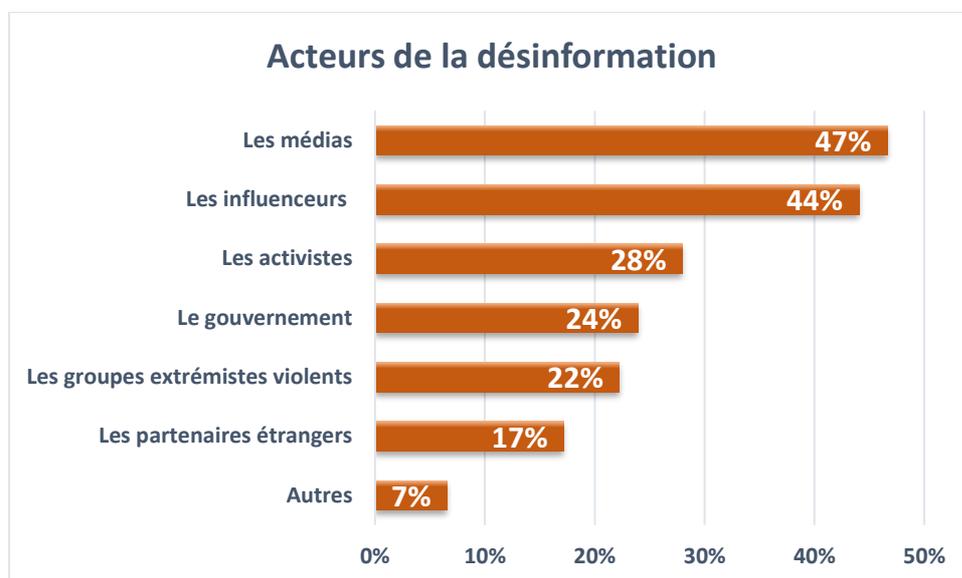
Les **médias** en seraient les principaux responsables (47%), suivis de très près des **influenceurs** (44%) et de loin des **activistes** (28%). Ici, l'influenceur est perçu comme une personne qui utilise les réseaux sociaux, les blogs, les vidéos et autres moyens de communication sur le web pour diffuser ses opinions auprès des internautes et qui est capable d'influencer ces derniers en modifiant leurs modes de consommation, alors que

²³ Entretien avec un Directeur exécutif d'un réseau de jeunes de la société civile en Côte d'Ivoire

²⁴ Entretien avec un acteur religieux en Côte d'Ivoire

²⁵ Entretien avec un acteur de la société civile au Niger

l'activiste désigne une personne qui s'attache à une cause politique, économique, environnementale ou sociale et qui milite intensément pour la défendre à travers la publication sur les réseaux sociaux des opinions en vue de parvenir au changement économique, politique, environnemental ou social souhaité au sein de la société²⁶. Les **gouvernements, groupes extrémistes violents** et seulement en dernière position les **partenaires étrangers**, jouent également le rôle d'acteurs dans la désinformation qui monte au crescendo (**graphique 33**).

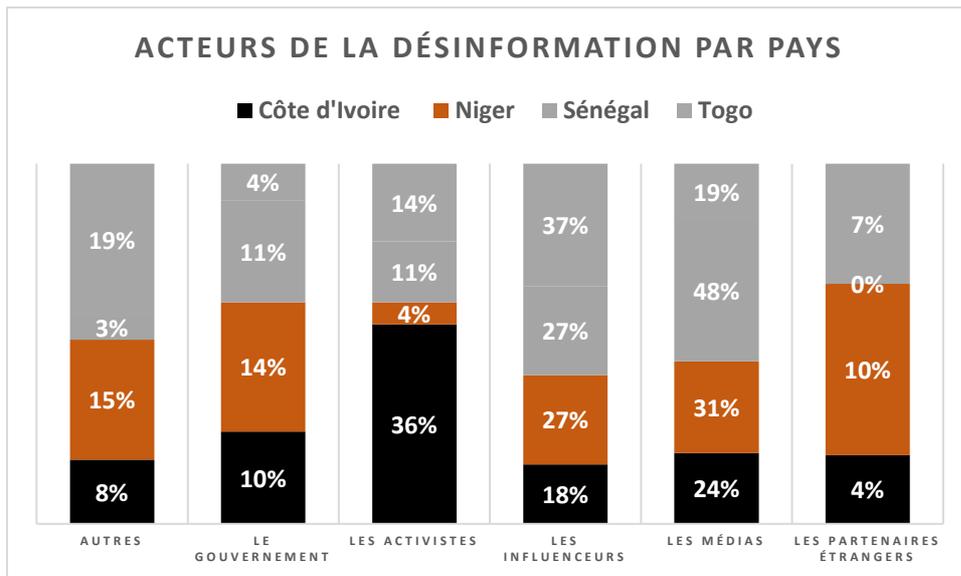


Graphique 33 : Acteurs de la désinformation

Ce résultat montre que la désinformation résulterait d'une chaîne dont chacun des maillons précités joue un rôle. Autrement dit, la responsabilité est partagée entre acteurs locaux non institutionnels, pouvoirs publics et partenaires extérieurs. Toujours par rapport à la même question, chaque pays cite principalement un acteur.

Pendant que les sénégalais pointent du doigt les médias en tant qu'acteurs principaux de la désinformation (48%), au Togo on pense qu'il s'agit plutôt des « influenceurs » (37%), pendant qu'en Côte d'Ivoire on indexe plus les « activistes » (36%). Le Niger, se distingue là encore du reste de la zone d'étude où les répondants pointent du doigt les partenaires étrangers (10%)

²⁶ <https://www.afrique-sur7.ci/491241-influenceur-blogueur-activiste-la-ligne-rouge-a-ne-pas-franchir-en-cote-divoire>



Graphique 34 : Acteurs de la désinformation par pays

En somme, l'utilisation des réseaux sociaux n'est pas sans défis. Même si on ne peut nier ses avantages en termes de démocratisation de l'accès aux informations, nombre de risques sont liés aux différents usages des réseaux sociaux qui font d'ailleurs l'objet de politique de régulation. Déjà en 2019, un communiqué de Facebook déclarait avoir supprimé des centaines de comptes, de pages, d'événements et de groupes de son réseau social et d'Instagram pour motif de diffusion de fausses informations politiques^[2]. **Le Sénégal, la Tunisie, l'Angola, le Niger et le Togo ont été parmi les cibles de cette opération.**

L'étude s'est déroulée dans un contexte où on parlait d'un **sentiment anti-français qui se serait développé, notamment au Mali où des relations diplomatiques ont été rompues et de plus en plus au Niger où des drapeaux tricolores ont été brûlés.** Chez l'un, le retrait des forces armées françaises est effectif et chez l'autre, l'exigence de ce retrait était déjà l'une des principales doléances de la société civile.

^[1] Africanews, Mali : les "fake news" gagnent du terrain au Sahel, 14 02 2022, <https://fr.africanews.com/2022/02/15/mali-les-fake-news-gagnent-du-terrain-au-sahel/>

^[2] Jeune Afrique, Facebook supprime 265 comptes soupçonnés de diffuser des « fake news » en Afrique, 17 mai 2019, <https://www.jeuneafrique.com/776336/politique/facebook-supprime-265-comptes-soupconnes-de-diffuser-des-fake-news-en-afrique/>

^[3] Ouest France, Au Sahel, les fake news se multiplient sur fond de rejet de la présence française, 16 02 2019, <https://www.ouest-france.fr/monde/mali/au-sahel-les-fake-news-se-multiplient-sur-fond-de-rejet-de-la-presence-francaise-6656726>

^[4] Maxime Audinet, *Le Lion, l'Ours et les Hyènes : Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone*, Étude 83, p.9 IRSEM, juillet 2021, <https://www.irsem.fr/media/5-publications/etude-irsem-83-audinet-le-lion-ok.pdf>

^[5] Jeune Afrique, (Quentin Velluet), France-Russie : le Mali et la Centrafrique au cœur d'une guerre d'influence sur Facebook, 16 12 2020, <https://www.jeuneafrique.com/1091873/politique/france-russie-le-mali-et-la-centrafrique-au-coeur-dune-guerre-dinfluence-sur-facebook/>

^[6] Jeune Afrique (Par Damien Glez), Du Mali au Burkina, les coups d'État, paradis des fake news, 04 02 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1307688/politique/du-mali-au-burkina-les-coups-detats-paradis-des-fake-news/>

Section II : Perceptions de la coopération au développement

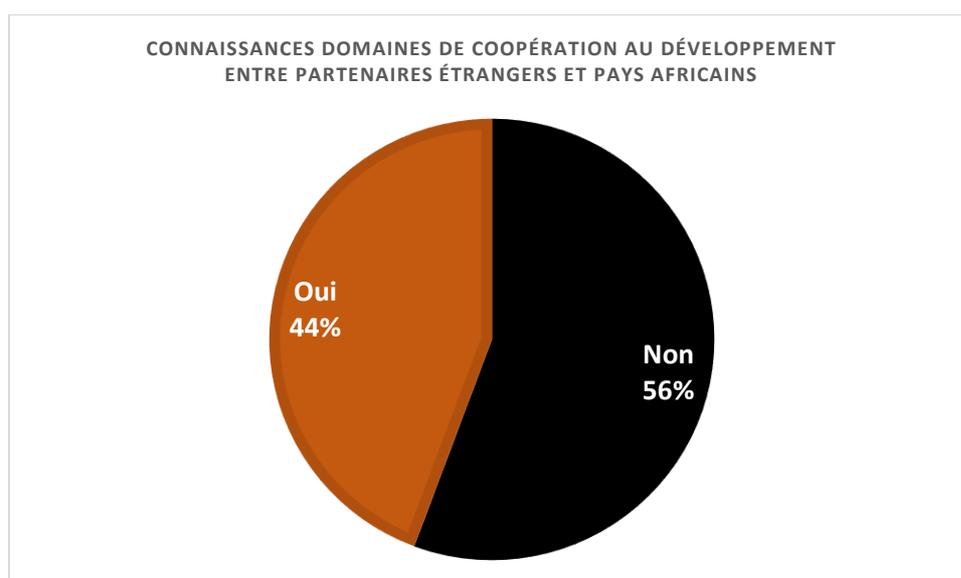
Globalement, la coopération au développement avec les partenaires extérieurs, semble plus bénéfique aux yeux des populations sondées que celle d'ordre sécuritaire dans les pays couverts par cette étude. Les résultats montrent que cette coopération est diversement appréciée. Si certains y trouvent des avantages notamment dans l'agriculture, les infrastructures, la santé, la création d'emplois, d'autres voient en cette coopération des inconvénients, surtout en ce qu'ils désignent comme « l'exploitation » et le « pillage des ressources » des pays concernés.

Sous-partie 1 : Perceptions sur le contenu et les orientations de la coopération au développement

1. De la connaissance du contenu de la coopération au développement

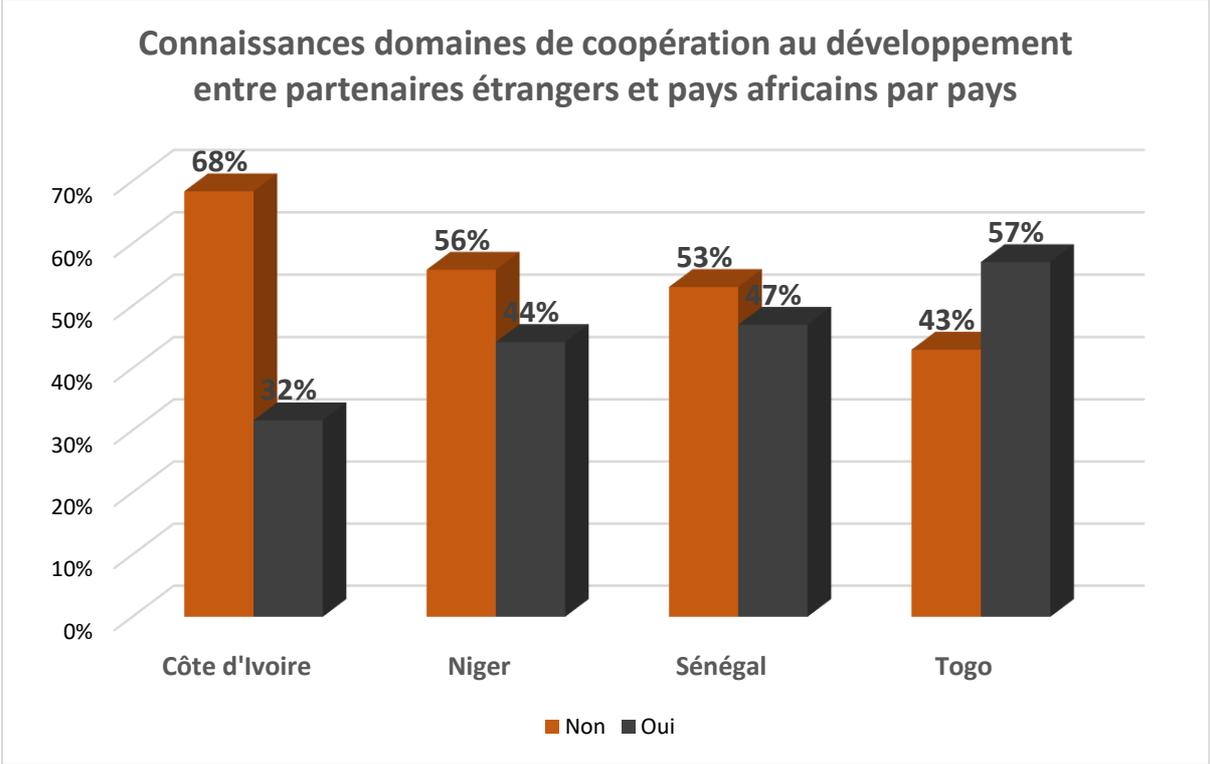
Diverses coopérations sont menées depuis plusieurs décennies entre des partenaires étrangers et les pays africains dans divers secteurs prioritaires. Le choix de ces secteurs prioritaires a pour but d'accompagner ces pays en voie de développement à travers des financements d'infrastructures, prêts ou dons dans des secteurs tels que l'agriculture, la santé etc. Que ce soit sous forme bilatérale ou multilatérale, des coopérations au développement touchant différents domaines sont nouées et mises en œuvre dans la région où subsistent diverses zones fragilisées par des problèmes sécuritaires, notamment les conflits et le terrorisme.

Les données obtenues dans le cadre de cette présente étude révèlent que **plus de la moitié des personnes interrogées (56%) ne connaissent pas les domaines précis sur lesquels portent les coopérations au développement entre les partenaires étrangers et les pays couverts par l'étude. (Graphique 35)**



Graphique 35 : Connaissances de domaines de coopération au développement entre partenaires étrangers et pays africains.

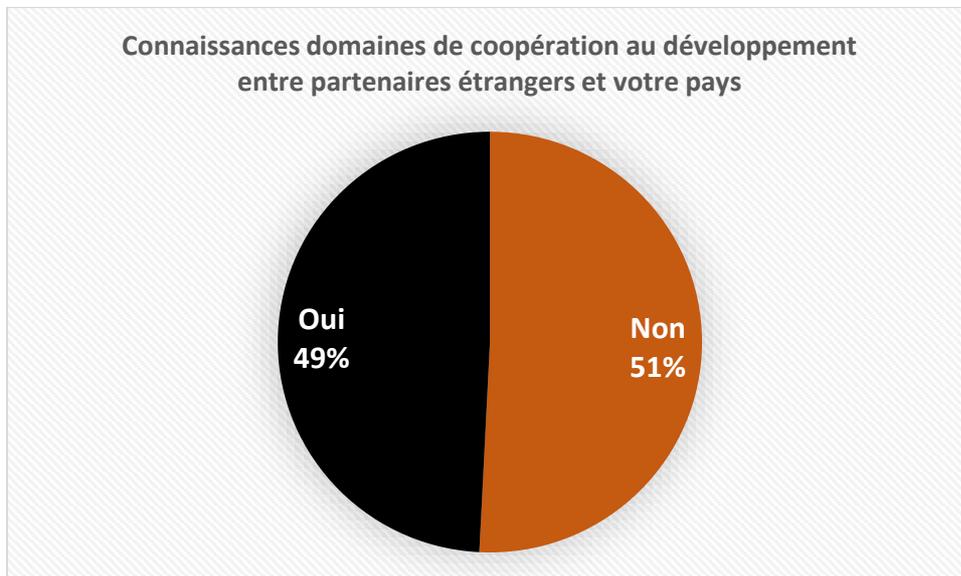
Ce taux est plus élevé en Côte d'Ivoire (68%) suivi du Niger (56%) et du Sénégal (53%). Par contre, les répondants du Togo sortent du lot avec 57% d'entre eux qui connaissent ces domaines de coopération. Cette donnée est compréhensible du fait que la coopération relève de domaines techniques qui ne sont pas forcément à la portée du grand public. (Graphique 36)



Graphique 36 : Connaissances de domaines de coopération au développement entre partenaires étrangers et pays africains par pays

2. De la connaissance des domaines précis de coopération au développement

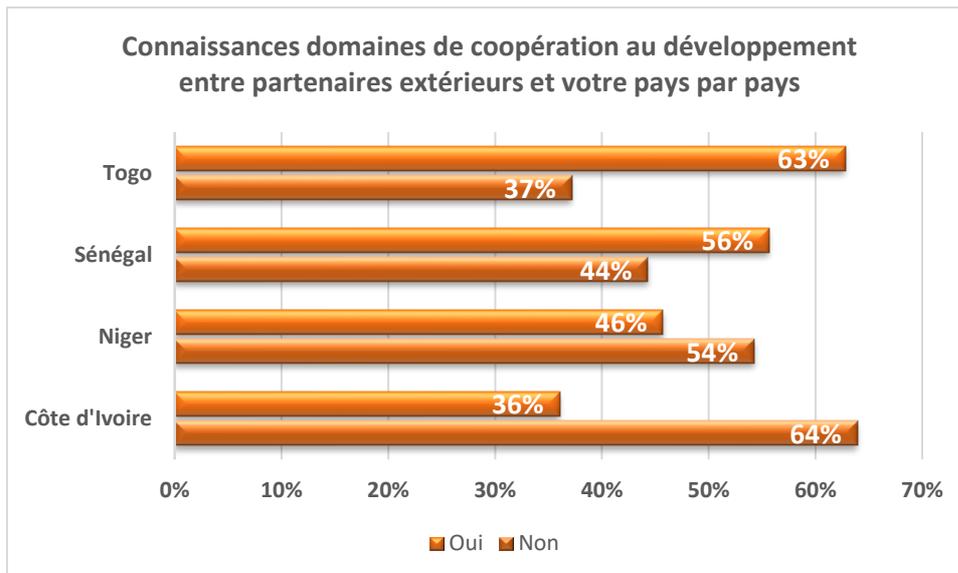
Pour ce qui est de la coopération bilatérale, les avis restent également partagés. En effet, 49% des personnes interrogées connaissent des domaines précis dans le cadre de cette coopération dans l'ensemble. (Graphique 37)



Graphique 37 : Connaissances de domaines de coopération au développement entre partenaires étrangers et votre pays

Le Togo et le Sénégal sont les pays qui connaissent le mieux ces domaines de coopérations, avec respectivement 63% et 56%. Par contre, au Niger et en Côte d'Ivoire, seuls 46% et 36% les connaissent. (Graphique 38) Pourtant, d'après les données de la Banque Mondiale, le Niger et la Côte d'Ivoire sont les deux pays faisant partie de notre enquête ayant reçu le plus d'aide publique au développement nette en 2021²⁷. Bien qu'existante, la communication sur les coopérations au développement semble être assez faible. Il se pose ainsi un problème de communication sur la mise en œuvre même des projets et programmes de développement des partenaires étrangers.

²⁷ https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DI.ODA.ODAT.CD?end=2021&name_desc=false&start=1960&view=char



Graphique 38 : Connaissances de domaines de coopération au développement entre partenaires étrangers et votre pays par pays

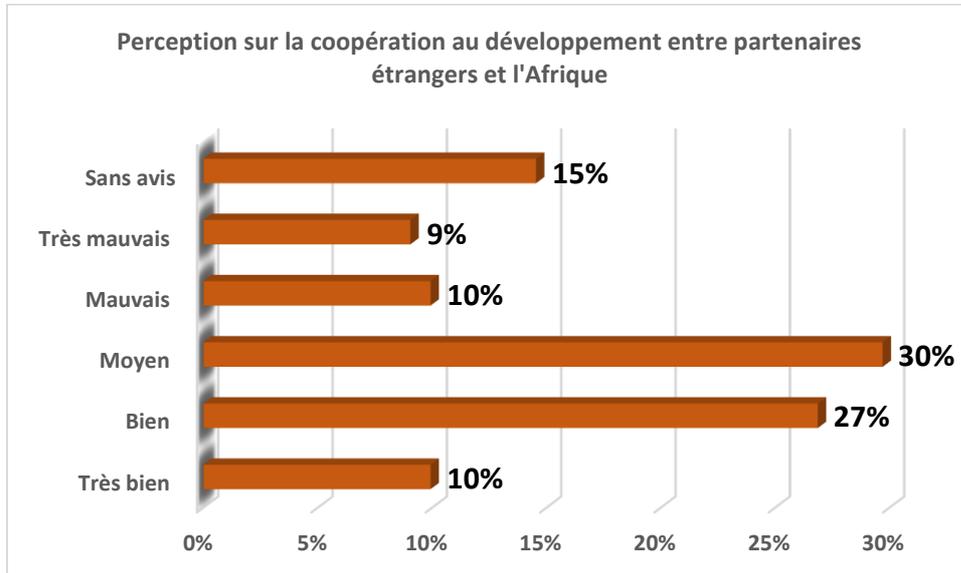
À titre illustratif, au Sénégal, les entretiens qualitatifs ont relevé une bonne connaissance d'un certain nombre de domaines de coopération au développement avec les partenaires extérieurs. Il s'agit, entre autres, de l'accès au financement, l'amélioration des techniques agricoles pour assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté rurale, la construction et la modernisation des routes, des ponts, des réseaux d'eau potable et d'assainissement, ainsi que le développement de villes durables.

Au Niger, quelques réponses aux questions ouvertes plaident en faveur de coopérations structurelles dans des domaines tels que les logistiques, les renseignements et les formations sur les méthodes de lutte antiterroriste, l'amélioration de la gouvernance, les droits de l'homme, la modernisation du secteur agricole et la promotion de l'industrialisation. À en croire un agent d'une ONG locale « *Cette coopération devrait être élargie dans la gestion des frontières entre nos pays pour combattre le mal à sa racine tel que la migration clandestine, la porosité de nos frontières, les trafics des stupéfiants*²⁸. »

²⁸ Entretien réalisé à Zinder avec un agent d'ONG

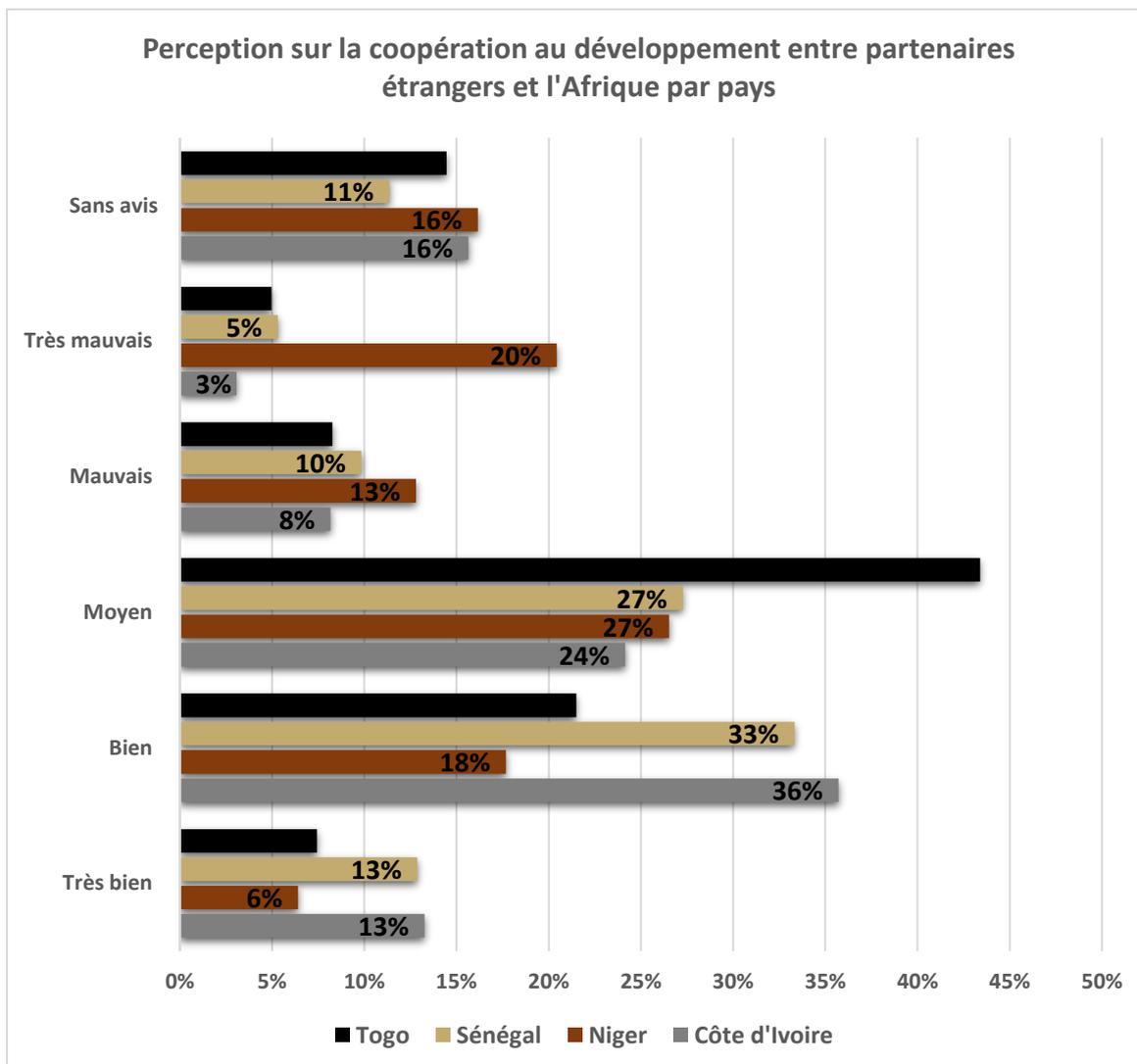
3. Juger la coopération au développement : entre réalités et perceptions

La coopération au développement entre les partenaires étrangers - et les pays ciblés par cette étude - est globalement positive auprès des populations. En effet, elle est très bonne (10%), bonne (27%) ou moyenne (30%) pour la grande majorité des personnes interrogées. (Graphique 39)



Graphique 39 : Perception sur la coopération au développement entre partenaires étrangers et l'Afrique

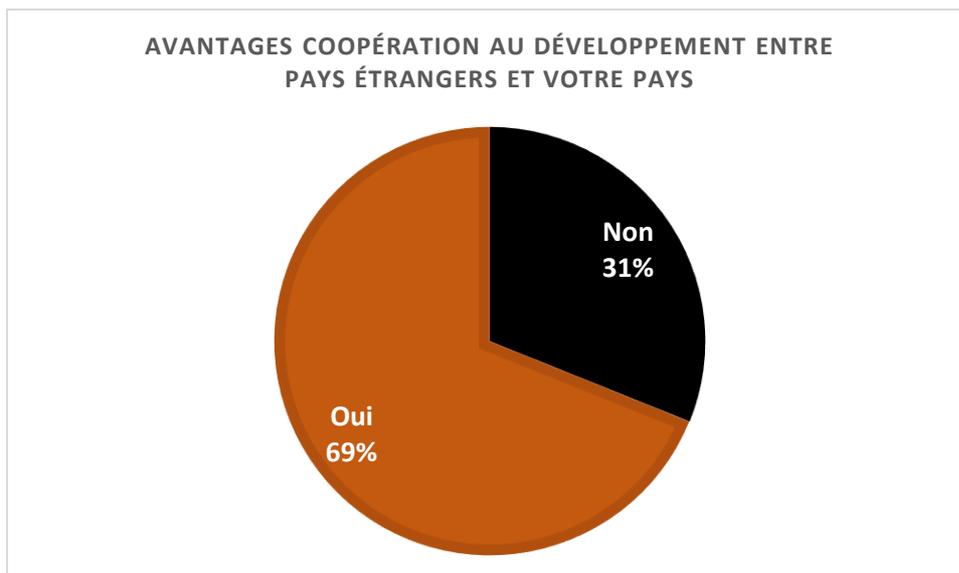
L'analyse par pays montre que ces moyennes cachent en réalité des disparités. La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont une assez bonne perception sur ces coopérations accompagnant le développement, alors que le contraire est noté au Niger et au Togo, d'après les résultats de l'étude (voir graphique). Certaines populations manifestent une certaine réticence envers les partenaires étrangers, beaucoup se méfient et pensent que ces coopérations pourraient constituer un prétexte pour cacher les vrais intérêts des partenaires étrangers dans leur pays comme par exemple dérober les ressources présentes sur leur territoire.



Graphique 40: Perception sur la coopération au développement entre partenaires étrangers et l'Afrique par pays

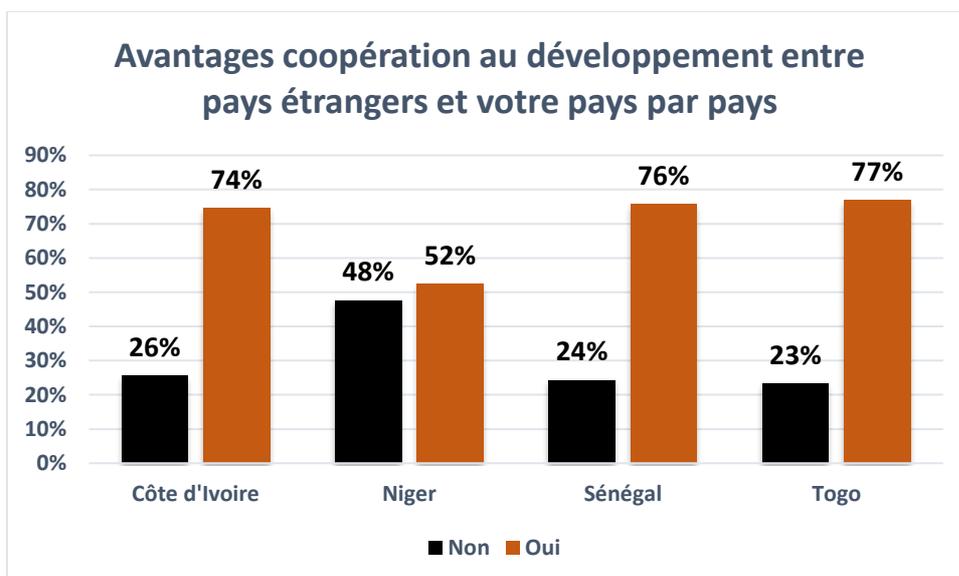
4. Des avantages de la coopération au développement ?

La coopération au développement est un important levier sur lequel s'appuie les pays les moins avancés pour sortir certaines régions et couches de la pauvreté. Elle présente ainsi, aux yeux de certains, de nombreux avantages en termes d'apport financier et logistique permettant de mettre en œuvre les programmes et projets. Les résultats de l'étude montrent qu'une grande majorité d'individus sondés (69%) voient des avantages certains dans la coopération au développement entre partenaires étrangers et leur pays. (Graphique 41)



Graphique 41 : Avantages de la coopération au développement entre pays étrangers et votre pays

Cette note positive est perçue au Togo, au Sénégal comme en Côte d’Ivoire, avec respectivement 77%, 76% et 74% qui répondent par l’affirmative. Même au Niger où il y a une certaine attitude critique vis-à-vis des partenaires occidentaux, 52% déclarent l’existence d’avantages dans la coopération au développement. (Graphique 42)



Graphique 42 : Avantages de la coopération au développement entre pays étrangers et votre pays par pays

En termes d’avantages, la Côte d’Ivoire est perçue comme un pays bénéficiant de beaucoup de financement à travers les organismes français, des opportunités pour les jeunes de poursuivre leurs études en France²⁹.

²⁹ Entretien avec un acteur politique en Côte d’Ivoire

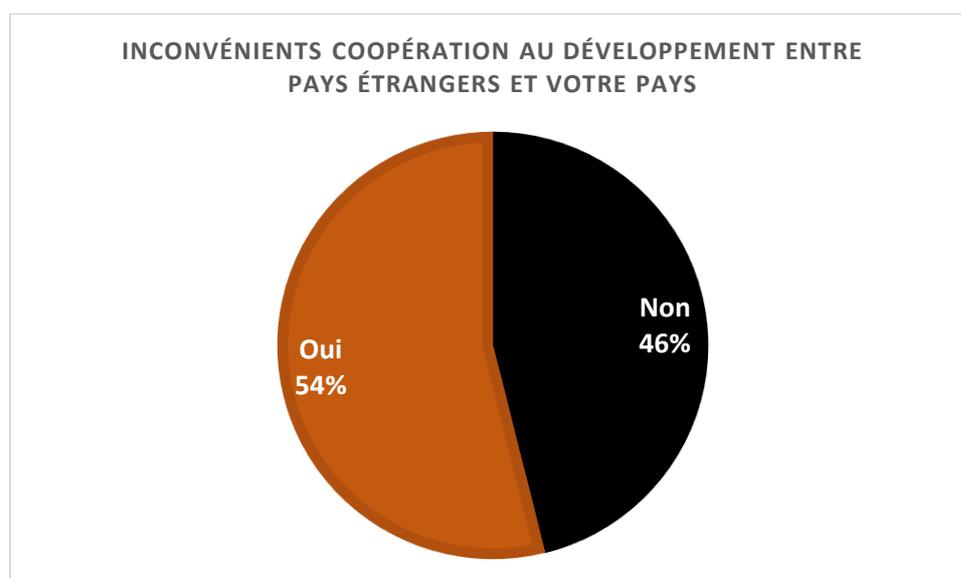
Les investissements étrangers apportent donc des ressources financières, des compétences techniques et des connaissances pour aider à développer les pays africains. **“Pour ce qui est des avantages, on peut citer le financement d’infrastructures scolaires et sanitaires...”³⁰**, d’après un leader religieux à Abidjan.

Au-delà de tous ces aspects, il existe le transfert de technologies, l’agriculture entre autres avantages considérables de ces partenariats avec les pays étrangers. A en croire un élu à Lomé, *“En travaillant avec des partenaires étrangers, nous pouvons bénéficier de leur expérience dans la mise en œuvre de projets de développement, ce qui peut contribuer à accélérer notre propre développement économique et social...grâce à la coopération avec des pays plus avancés sur le plan technologique, nous pourrions améliorer notre productivité agricole, développer des infrastructures de qualité et renforcer nos systèmes de santé”³¹.* »

S’il est vrai que les avantages sont perceptibles par beaucoup d’acteurs, il n’en demeure pas moins que les inconvénients ressortent comme plus nombreux et plus dénoncés par les profils interrogés.

5. Quid des « inconvénients » à la coopération au développement ?

Les personnes interrogées, estiment dans leur majorité (54%), qu’il existe des inconvénients ayant trait à la coopération au développement entre les partenaires étrangers et leur pays. (Graphique 43)



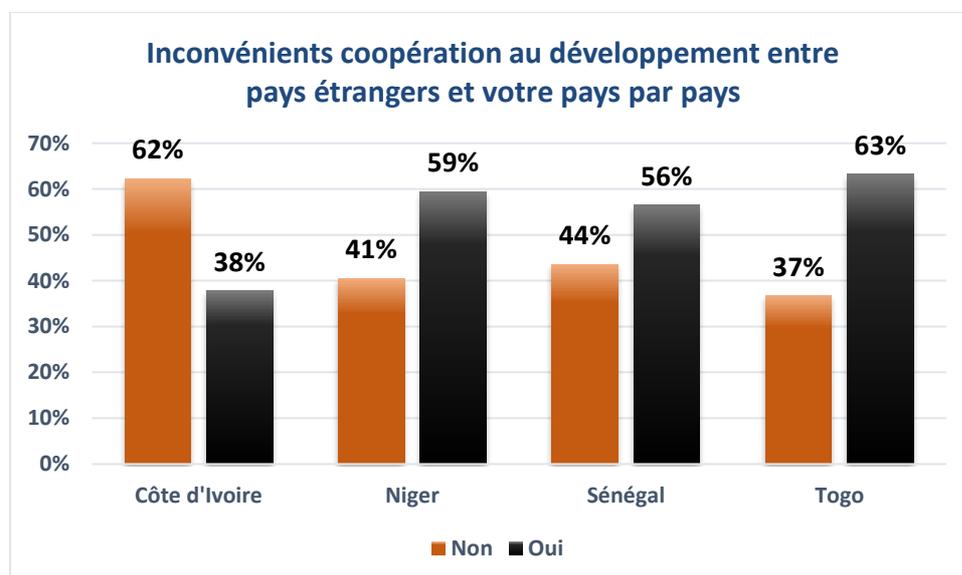
Graphique 43 : Inconvénients de la coopération au développement entre pays étrangers et votre pays

³⁰ Entretien avec un guide religieux en Côte d’Ivoire

³¹ Entretien avec une autorité politique au Togo

Cette réalité est perçue au Togo, au Niger et au Sénégal avec respectivement 63%, 59% et 56% de réponses positives (Graphique 44). En effet, pour beaucoup, ces partenariats sont même à l'origine de la pauvreté de leurs pays et détériorent davantage la situation sécuritaire. Selon un activiste à Zinder, « *les partenaires extérieurs sont complices de l'insécurité au Niger et ils sont à la base de notre sous-développement*³². » En ce sens, un guide religieux ajoute et va plus loin en ces termes : « *ces partenaires ne soucient pas réellement de la sécurité de nos populations, leurs engouements c'est pour le contrôle de nos ressources naturelles et d'être proches de leur soit disant belligérants ou adversaires. Ils aident les terroristes matériellement et sur le plan communication*³³ ».

Cependant, **en Côte d'Ivoire, 38% de l'échantillon affirment l'existence d'inconvénients dans le cadre de ce partenariat.** (Graphique 44) D'après un dirigeant de réseau de jeunes à Abidjan, « *La coopération au développement des puissances étrangères en Afrique en général et en Côte d'Ivoire en particulier n'a pas permis de sortir nos pays du sous-développement. C'est un modèle de coopération qui semble accentuer la pauvreté et la dépendance des pays africains de ces puissances étrangères*³⁴. »



Graphique 44 : Inconvénients de la coopération au développement entre pays étrangers et votre pays par pays

Une étude a été menée par *L'Annuaire Suisse* dans l'article sur la « *Coopération au Développement*² », trois cent soixante-quatorze personnes ont été interrogées sur les difficultés des activités liées au projet avec la Suisse et différents pays en développement. Pour ce qui est des difficultés, la grande majorité à 61% déclare avoir eu des problèmes de « *nature institutionnelle* » (par exemple structures juridiques inadéquates, manque de structures organisationnelles bien établies), 37% des difficultés dans l'environnement socio-économique immédiat du projet, 38% des problèmes de personnel, difficultés relationnelles entre les collaborateurs ou par rapport aux structures administratives et 28% obstacles inhérents à la politique sectorielle du pays, voire à la politique économique nationale³⁵.

³² Entretien avec un activiste au Niger

³³ Entretien avec un guide religieux au Niger

³⁴ Entretien avec un jeune leader en Côte d'Ivoire

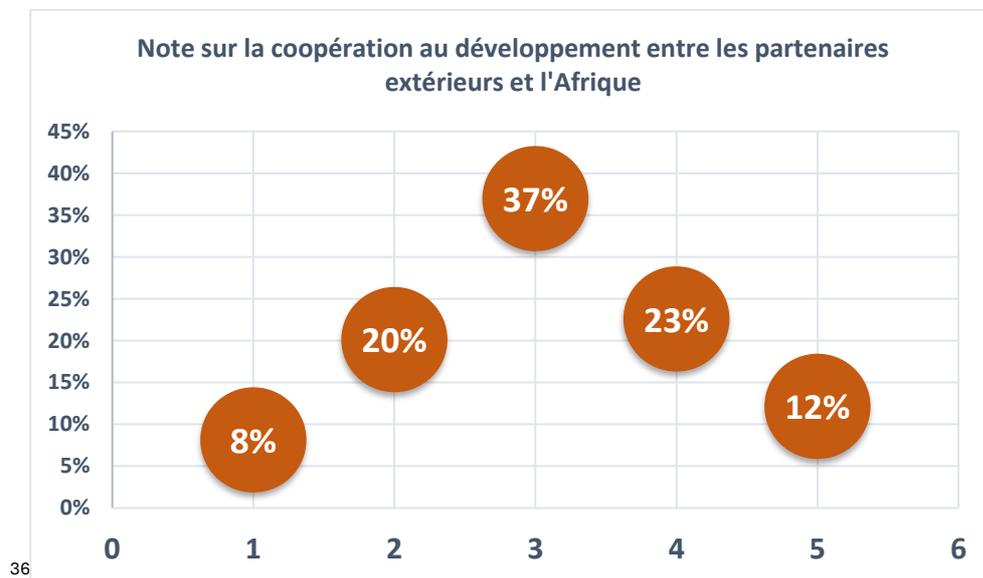
³⁵ *Coopération au développement* », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 7 | 1988, mis en ligne le 05 avril 2013, consulté le 20 juillet 2023. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1339> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1339>

Sous-partie 2 : L'image des partenaires extérieurs dans les perceptions locales

Les partenariats extérieurs notamment avec la France occupent le débat public surtout chez les jeunes africains. En effet, les avis des populations sont partagés sur l'image de ces différents partenaires au développement dans le continent africain.

1. Sur une échelle de 1 à 5, notez la coopération au développement entre les partenaires extérieurs et Afrique ?

Sur une échelle de 1 à 5, les notes sur la coopération au développement avec l'Afrique sont globalement bonnes. 35% des enquêtés attribuent une note entre 4 et 5 à propos de cette coopération, traduisant un avis plus ou moins favorable des populations. (Graphique 45) En outre, pour la plupart (37%) elles sont moyennes, correspondant à une note de 3/5.



Graphique 45 : Note sur la coopération au développement entre les partenaires extérieurs et l'Afrique

Légende

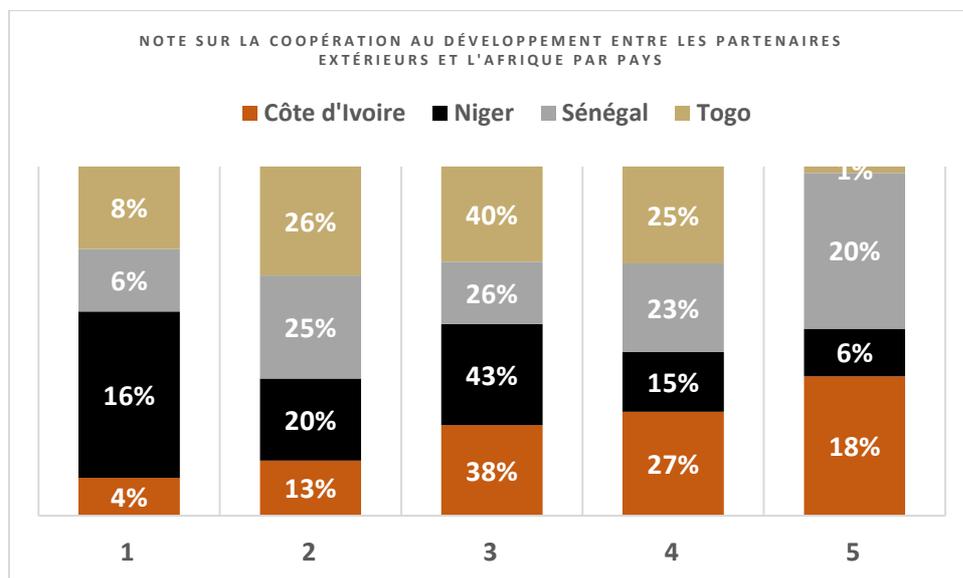
- 1 : Très mauvais
- 2 : Mauvais
- 3 : Moyen
- 4 : Bien
- 5 : Très bien

³⁶ <https://www.france24.com/fr/afrique/20230729-apr%C3%A8s-le-coup-d-%C3%A9tat-au-niger-la-france-suspend-son-aide-au-d%C3%A9veloppement-et-son-appui-budg%C3%A9taire>

En analysant les données par pays, **il ressort que la Côte d'Ivoire et le Sénégal caracolent en tête sur les notes positives**; 45% des personnes interrogées en Côte d'Ivoire attribuent des notes entre 4 et 5 et 43% des répondants du Sénégal allouent ces mêmes notes positives. (Graphique 46)

Cependant, **le Niger apparaît comme le pays qui a attribué les pires notes à cette coopération avec l'Afrique de l'Ouest.**

Il apparaît une certaine réticence vis-à-vis de ces accords de coopération entre l'Afrique et les partenaires étrangers. Est-ce un rejet catégorique de ces partenariats ou une préférence sur d'autres pays ? Dans tous les cas, le cas du Niger serait à suivre, très attentivement, au regard des récentes manifestations de populations nigériennes à l'ambassade de France le 30 juillet dernier. Rappelons que la France a suspendu "toutes ses actions d'aide au développement et d'appui budgétaire" au Niger, après le coup d'État contre l'ex-Président Mohamed Bazoum.



Graphique 46: Note sur la coopération au développement entre les partenaires extérieurs et l'Afrique par pays

2. Sur une échelle de 1 à 5, notez la coopération au développement entre les partenaires extérieurs et votre pays ?

Concernant le partenariat avec leur pays, les avis restent assez similaires. La même tendance se précise.

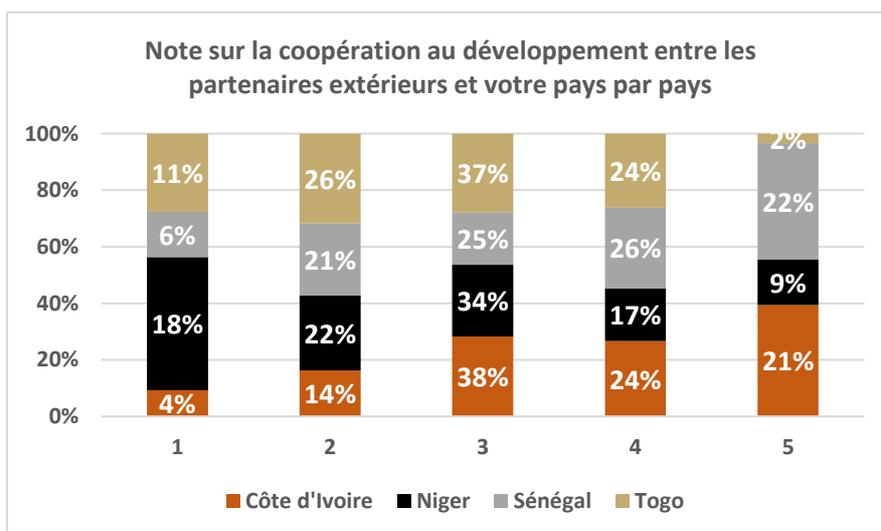


Graphique 47: Note sur la coopération au développement entre les partenaires extérieurs et votre pays

Légende

- 1 : Très mauvais
- 2 : Mauvais
- 3 : Moyen
- 4 : Bien
- 5 : Très bien

Il est à noter que le Togo, à côté du Niger, n'a pas attribué une bonne note à cette coopération avec leur pays. En effet, 37% des répondants évaluent entre 1/5 et 2/5 ce partenariat au développement. (Graphique 48) Par contre, **les avis des enquêtés du Sénégal et de la Côte d'Ivoire sont globalement positifs.**

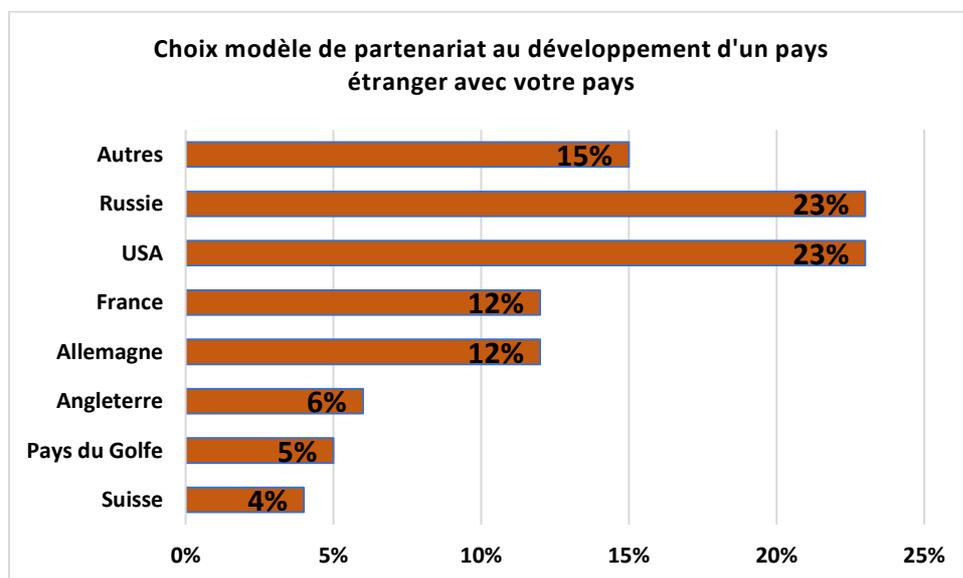


Graphique 48: Note sur la coopération au développement entre les partenaires extérieurs et votre pays par pays

3. Coopération au développement : pour quel partenaire opter ?

Le choix pour un modèle de coopération au développement défraie de plus en plus la chronique dans les pays africains, notamment avec les États francophones. Cette situation est de plus en plus perçue avec l'arrivée de nouveaux partenaires dont **la Russie**. Dans le cadre de cette étude, les individus sondés portent majoritairement leur choix sur deux pays : la Russie (23%) et les USA (23%). Ces résultats peuvent paraître surprenants au regard des relations économiques et diplomatiques qu'entretiennent les pays de l'Afrique subsaharienne avec la France. (Graphique 49)

La France vient en 3ème position ex aequo avec l'Allemagne, lesquels pays enregistrent chacun 12% devant l'Angleterre, les pays du Golfe et la Suisse. Une analyse croisée par pays montre que **les Nigériens optent plus pour la Russie et que les Togolais sont plus pro-Allemagne en matière de coopération au développement.**



Graphique 49 : Choix de modèle de partenariat au développement d'un pays étranger avec votre pays

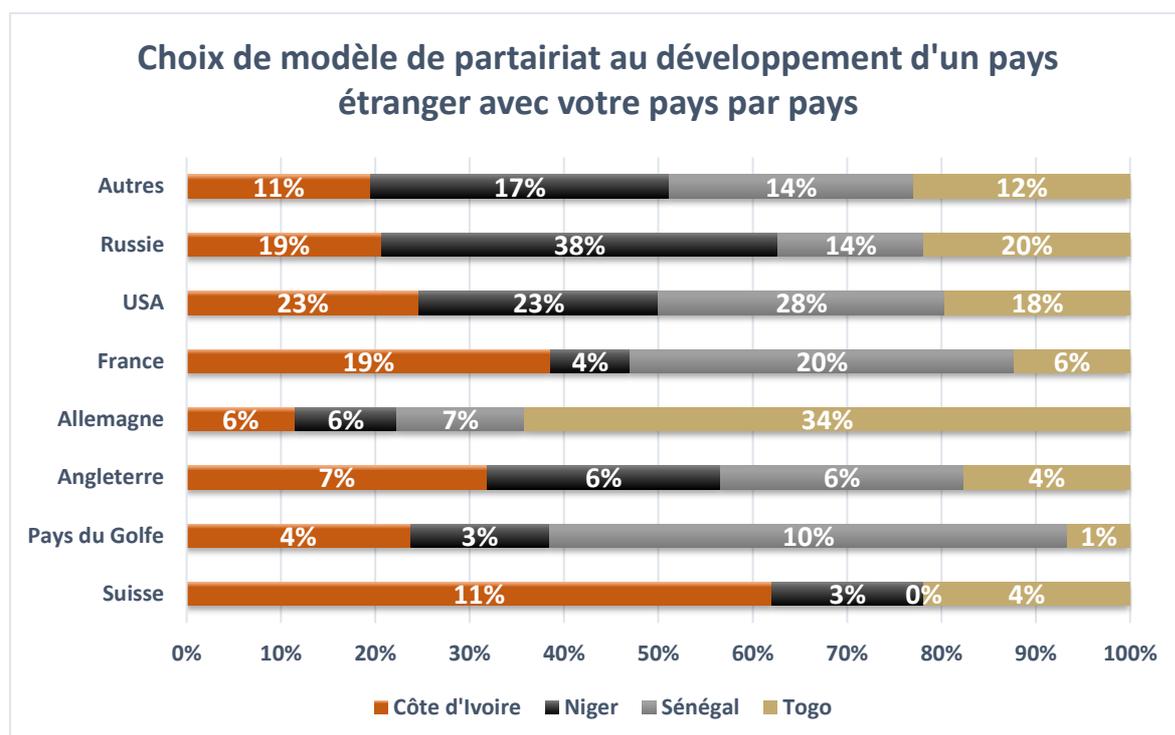
Par contre, **les enquêtés du Sénégal et la Côte d'Ivoire sont ceux qui portent le plus leur choix sur la France. Les pays du Golfe ont plus été cités par les enquêtés du Sénégal.**

En guise d'exemple, un homme politique à Abidjan **porte son choix sur l'Allemagne au détriment de la France et se justifie sans porter de gants en ces termes : « Les Allemands sont très concrets à la coopération au développement et les jeunes commencent à avoir confiance en eux... Au contraire, la France, elle, préfère faire des discours sans suite, et faire croire aux jeunes qu'elle est là pour eux. »**³⁷ Pour rappel, l'Allemagne a adopté une « nouvelle stratégie pour le continent africain », consistant à intensifier ses actions et à marquer davantage sa présence en Afrique, à travers des projets dans « le développement durable et la prospérité du continent, la lutte contre la famine et la pauvreté, la bonne gouvernance, la paix et la sécurité »³⁸. D'après Svenja Schulze, Ministre allemande de la Coopération économique et du

³⁷ Entretien avec un acteur politique de la Côte d'Ivoire”

³⁸ <https://www.jean-jaures.org/publication/les-nouvelles-ambitions-africaines-de-lallemagne/>

Développement, « L’Afrique grandit et change énormément. Son évolution façonnera le XXIème siècle – et donc aussi l’avenir de l’Allemagne et de l’Europe³⁹ ».



Graphique 50 : Choix de modèle de partenariat au développement d’un pays étranger avec votre pays par pays

Pour beaucoup d’Africains, notamment les plus jeunes, les mots d’ordre sont “changer de cap”, “diversifier”,... A en croire un journaliste ivoirien interrogé, **“Nous devons donc arriver à créer le modèle africain du partenariat international...La diversification est la clé du développement économique ... Nous sommes partis d’un schéma classique où la France était omniprésente dans notre économie mais aujourd’hui, nous avons d’autres partenaires. Il y a des monopoles qui ont été cassés⁴⁰.”**

En outre, pour 15% de répondants, il faut travailler avec d’autres pays outre que ceux cités. En effet, **il y en a qui vont jusqu’à rejeter en bloc tous ces partenaires venus de l’Occident** pour “aider” les pays africains à se développer. Ils préconisent un partenariat dit sud-sud, entre pays au sud. Le cas de **cet activiste de Diourbel (centre du Sénégal)** en est une parfaite illustration : *“Je préfère choisir le Mali et la Mauritanie. Parce qu’entre le Sénégal et ces pays, nous avons beaucoup de choses en commun et presque tout ce dont on a besoin pour vivre, on l’a déjà ... Chaque pays exploite ses propres ressources et l’échange celles des autres pays. Par contre, si c’est avec une coopération avec une puissance étrangère, nous n’avons rien à y gagner⁴¹”*. **Beaucoup dénoncent l’iniquité des partenariats avec les pays étrangers qui empêchent le fameux slogan “gagnant-gagnant”.**

³⁹ <https://www.jean-jaures.org/publication/les-nouvelles-ambitions-africaines-de-l-allemande/>

⁴⁰ Entretien avec un journaliste en Côte d’Ivoire

⁴¹ Entretien avec un activiste au Sénégal

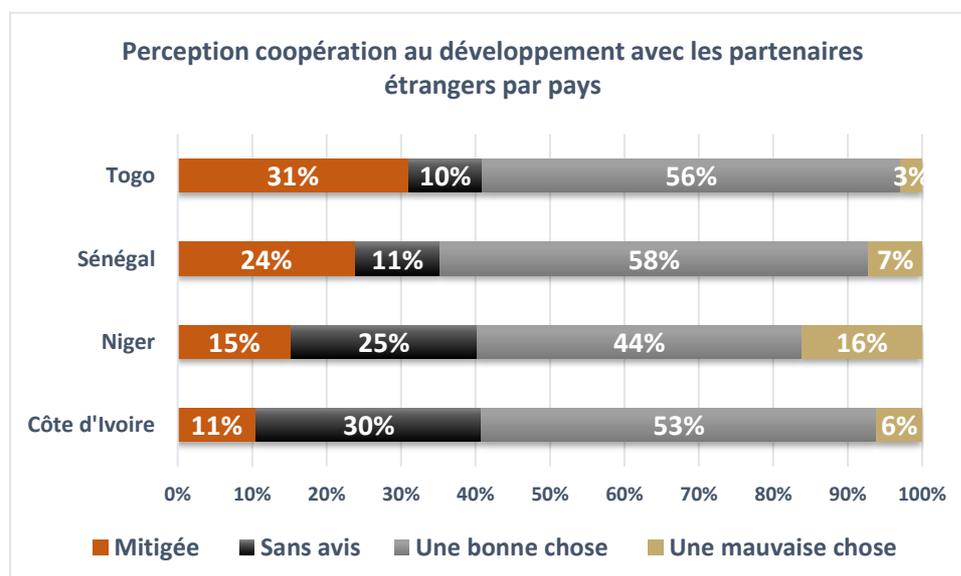
Sous-partie 3 : Critique locale de la coopération internationale ?

La coopération au développement avec les pays étrangers est diversement appréciée dans les différents pays couverts par l'étude. En effet, certains y voient des aspects positifs grâce aux différentes réalisations, notamment dans le domaine des infrastructures, la santé, l'agriculture, etc. D'autres, par contre, constatent des aspects négatifs à cause de ce qu'ils appellent « le pillage des ressources » et le fait que les partenaires soient « plutôt motivés par la protection de leurs propres intérêts ».

1. Entre appréciations et jugement : vers une notation de la coopération ?

Les coopérations avec des partenaires étrangers ne font pas toujours l'unanimité au sein de la société civile. Souvent, le projet final ou ses résultats peuvent ne pas correspondre aux attentes de la population ou qu'il ne se termine pas pour diverses raisons comme un manque de financement, des différends entre les acteurs ou même des problèmes d'ordre sécuritaire/politique sur le terrain. Ce fut le cas, par exemple, pour le projet d'un puits au nord-est de la Côte-d'Ivoire dans le village de Saye au Nord-Est, dans une enquête menée par Savonet-Guyot présentée dans l'article de Yao Assogba⁴². Ce projet avait pour but de soulager les jeunes femmes du village qui faisaient des kilomètres pour puiser de l'eau au marigot.

Au-delà de toutes ces considérations, nous pouvons dire que ces coopérations sont globalement appréciées. En effet, pour la majorité des personnes interrogées, elles sont une bonne chose (52%).



Graphique 51 : Perception sur la coopération au développement avec les partenaires étrangers par pays

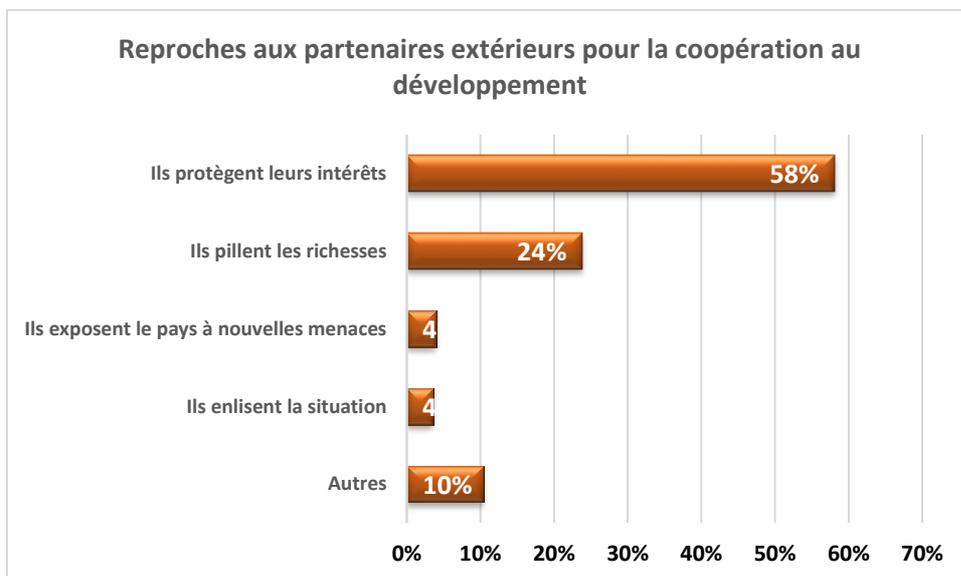
⁴² Assogba, Y. (1991). Les ONG et le développement en Afrique ou la face cachée de la lune. *Nouvelles pratiques sociales*, 4(1), 39-49. <https://doi.org/10.7202/301115ar>

L'analyse par pays montre que les répondants du **Sénégal (58%)**, du **Togo (56%)** et de **la Côte d'Ivoire (53%)** estiment que cette coopération est en soi une bonne chose. A titre illustratif, un acteur politique basé à Abidjan confirme cette donnée lors des entretiens : *«La coopération au développement depuis près de 10 ans s'étend sur divers points. Mais les plus marquants sont l'éducation et la création des infrastructures. Aujourd'hui grâce aux Portugal, la Tunisie, la Chine, le Japon, et le Maroc, la Côte d'Ivoire compte plus de 5 universités, une dizaine de stades, et des ponts et routes en construction⁴³.»* Par contre, au Niger, seuls 44% des personnes sondées pensent que c'est une bonne chose.

2. « Reproches » aux partenaires extérieurs et à la coopération au développement

Généralement, les partenaires extérieurs font l'objet de reproches de la part des populations qui en sont les bénéficiaires directs. Pour beaucoup, « **ils ne prennent pas en compte les réalités socio-économiques du terrain** ». Un des principaux reproches faits à ces partenaires extérieurs dans le cadre de la coopération au développement c'est qu'ils « **mettent souvent en avant leur propre intérêt au détriment des États africains** ». C'est du moins la perception de la majorité des profils enquêtés.

Dans le cadre de cette étude, 58% des sondés estiment que les partenaires extérieurs sont implantés dans les pays africains pour « protéger leurs intérêts ». (Graphique 52) Ce sentiment est plus perçu au **Sénégal** et en **Côte d'Ivoire**, ce qui semble paradoxal du fait qu'ils apprécient positivement cette coopération avec leurs pays respectifs.

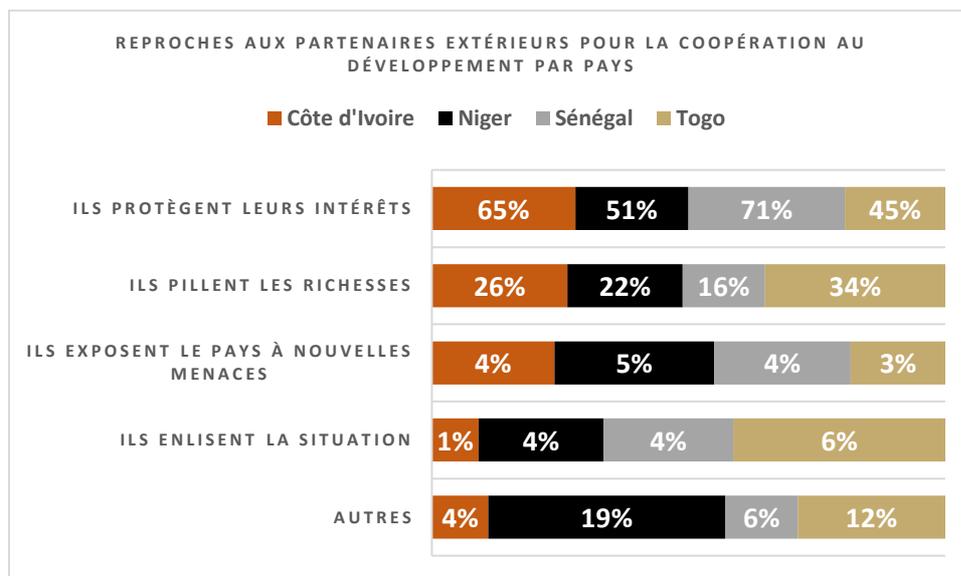


Graphique 52: Reproches aux partenaires extérieurs pour la coopération au développement

Parallèlement, pour 24% (Graphique 53) de répondants, « **ils pillent nos richesses** » et c'est le Togo, parmi les pays les moins nantis dans ce domaine qui vient en première position dans ce type d'appréciation. En effet, **les Togolais sont plus nombreux à penser que la coopération au développement est synonyme de « pillage des richesses »**. A en croire un influenceur basé à Lomé *«Ils pillent les richesses de notre*

⁴³ Entretien avec un acteur politique en Côte d'Ivoire

pays et protègent leurs intérêts⁴⁴. En plus de défendre leurs intérêts, « ils mettent les pays dans une situation de cercle vicieux d'endettement inimaginable et de pauvreté ». Pour certains, ils vont même jusqu'à proposer des moyens d'imposer aux gouvernements des règles dans le cadre de la coopération. Ces appréciations notées au Togo montrent que le jugement ou le regard porté sur la coopération relève plus souvent d'une forte croyance à l'idée d'« exploitation » et d'une suspicion nourrie par des préjugés se nourrissant de narratifs entretenus aussi par les élites politiques, les médias et des campagnes de désinformation se greffant à ceux-ci.



Graphique 53: Reproches aux partenaires extérieurs pour la coopération au développement par pays

Au **Sénégal**, les entretiens qualitatifs avec les acteurs de la société civile ont fait état d'un certain nombre de reproches aux partenaires dans le cadre de la coopération au développement avec le pays :

- L'absence de transfert de compétences et de technologie ;
- Le manque de transparence dans l'utilisation des ressources ;
- Le pillage des richesses et le non-respect des accords de pêche ;
- L'implantation des grandes surfaces qui tuent le petit commerce.

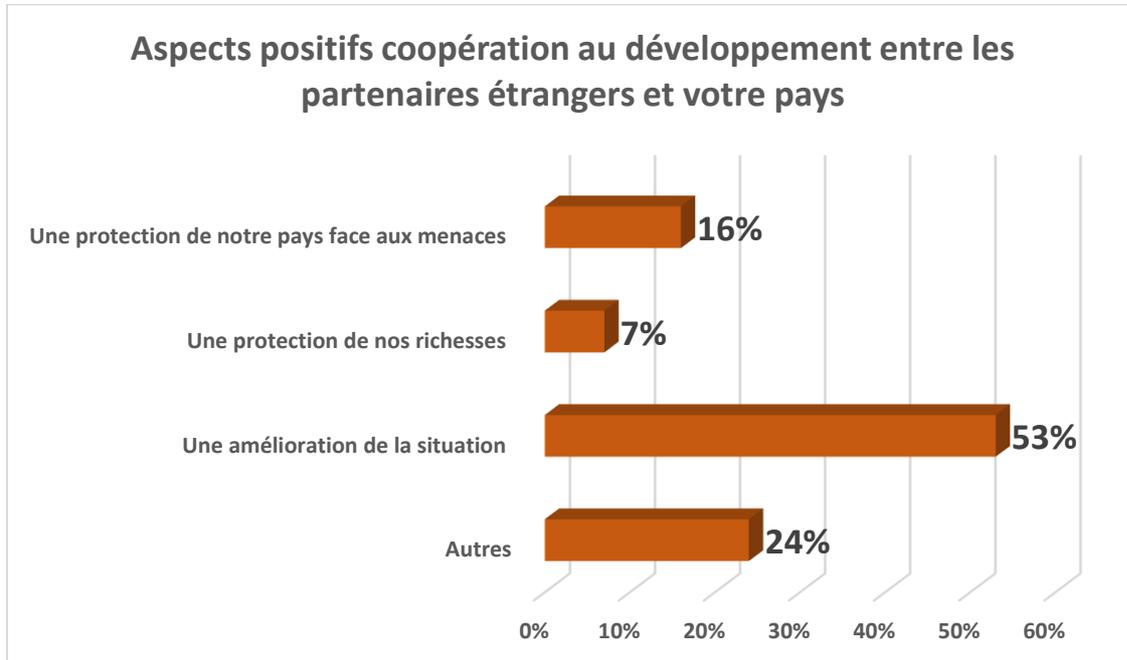
Comme pour le cas du Togo, les perceptions sur les coopérations sont impactées par le narratif ambiant sur l'exploitation permanente et « l'agenda caché » alimenté aussi bien par les inconséquences politiques des pays donateurs que les ambiguïtés discursives des gouvernants des États bénéficiaires.

3. Des aspects « positifs » de la coopération au développement

S'il est vrai que les pays partenaires au développement font l'objet de beaucoup de reproches de la part des enquêtés, il n'en demeure pas moins qu'il existe des aspects positifs relevés. D'après les interlocuteurs, plusieurs coopérations au développement avec les partenaires étrangers ont donné lieu à des résultats positifs dont les populations ont pu bénéficier directement. A titre d'illustration, on peut citer les projets menés par l'Alliance Sahel qui est une coopération entre les pays du G5 Sahel en

⁴⁴ Entretien avec un influenceur du Togo

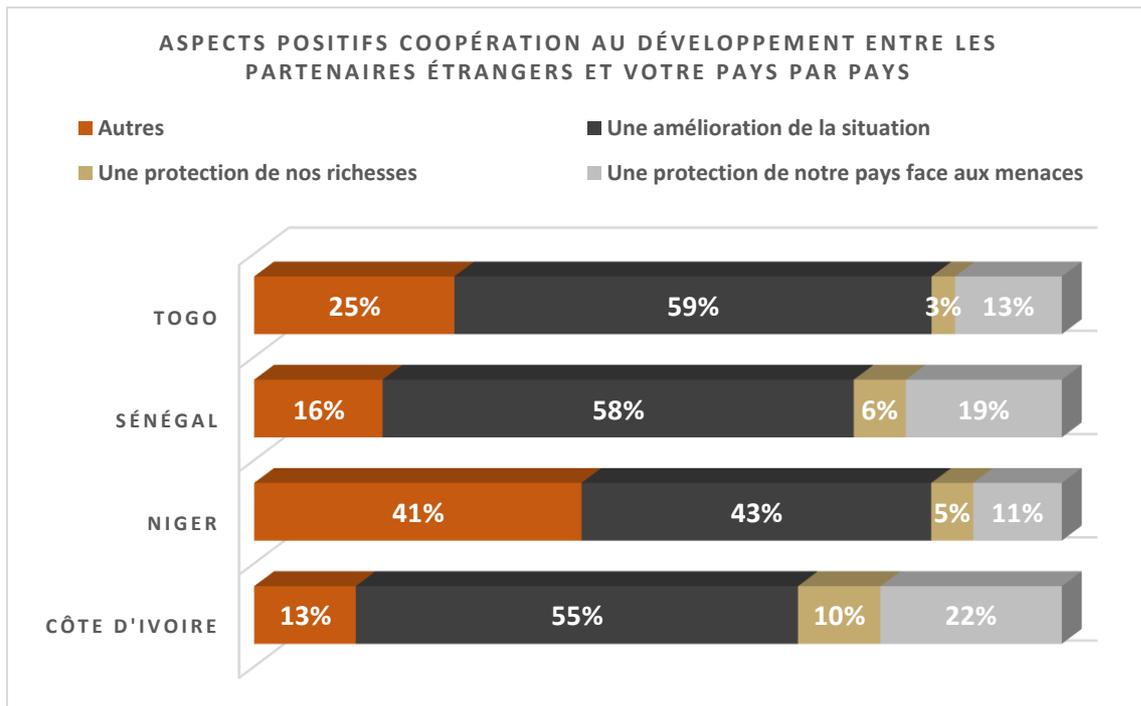
partenariat avec la France, l'Allemagne, l'Union Européenne, le PNUD et d'autres partenaires internationaux pour encourager le développement dans le Sahel. Ces coopérations visent différents domaines comme « *l'éducation et l'emploi des jeunes* », « *l'agriculture, le développement rural, la sécurité alimentaire* », « *l'énergie et le climat* », etc... Plus de 1200 projets ont été soutenus en 2021⁴⁵.



Graphique 54 : Aspects positifs de la coopération au développement entre partenaires étrangers et votre pays

D'après les résultats de l'étude, **plus de la moitié des individus interviewés (53%) voient une relative amélioration de la situation des pays concernés en présence de la coopération au développement avec les pays étrangers**. Ce résultat se confirme approximativement dans tous les pays à **l'exception du Niger** où seulement 43% pensent qu'ils améliorent leur situation. En outre, 41% voient d'autres aspects, notamment le fait que seul le volet diplomatique marche. (Graphique 55)

⁴⁵ <https://www.alliance-sahel.org/les-projets/>

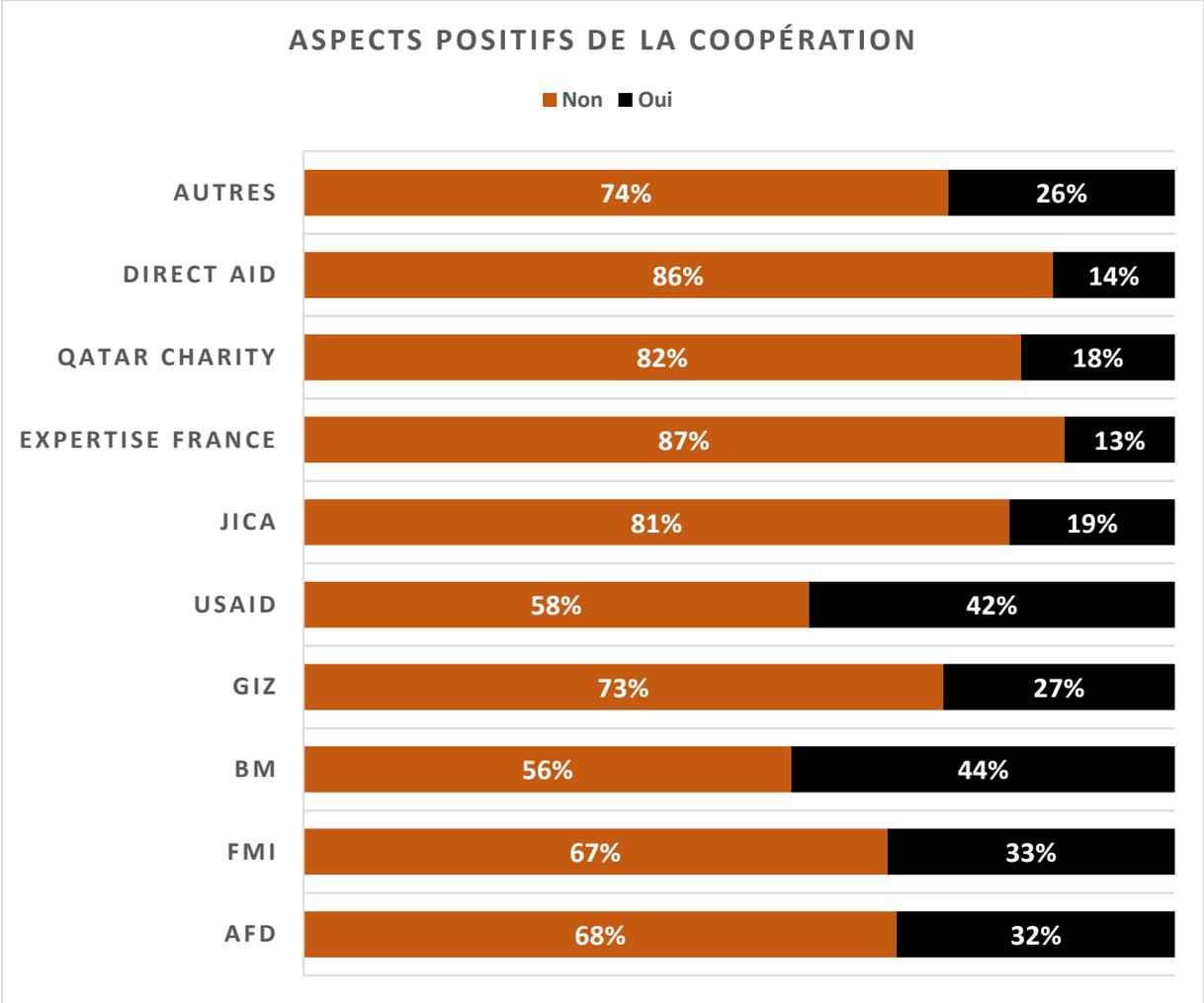


Graphique 55 : Aspects positifs de la coopération au développement entre partenaires étrangers et votre pays par pays

Parallèlement, si certains y voient un “cadeau empoisonné”, d’autres les voient comme des gens qui “profitent des matières premières”. Un citoyen interrogé estime qu’ “il n’y a rien de positif, ils ne sont là que pour aggraver la situation et protéger leur intérêt”.

Sous-partie 4 : Appréciation des agences de développement et ouverture aux autres acteurs

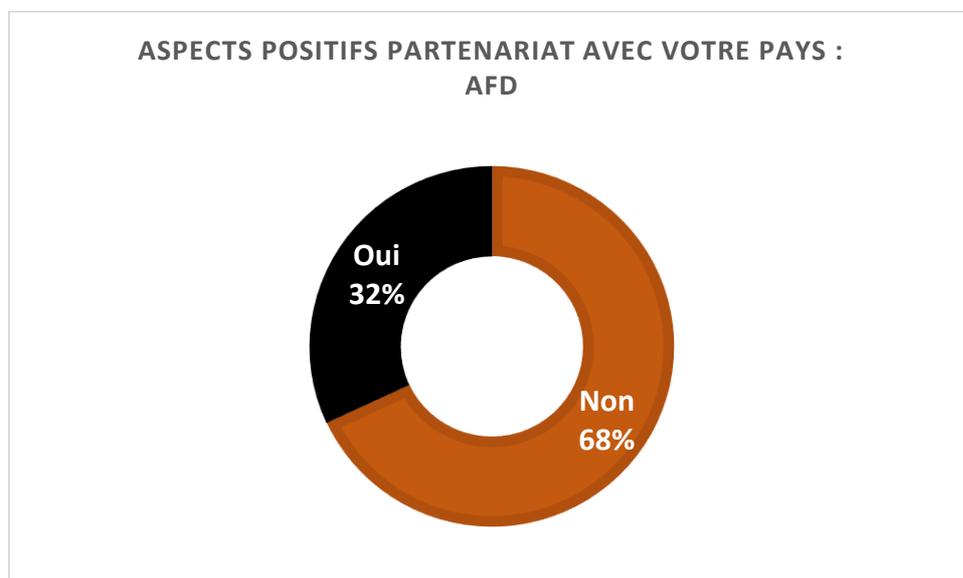
Les résultats globaux du graphique ci-dessous, montrent que **l'écrasante majorité des personnes interrogées ne voient pas d'aspects positifs de cette coopération au développement**. Il est à noter que la **Banque mondiale** caracole en tête avec 44% de réponses positives, suivie de l'**USAID** (42%), du **FMI** (33%) et de l'**AFD** (32%). **Expertise France** (plutôt organisme d'exécution) vient en dernière position avec seulement 13% de réponses positives. L'analyse par pays montre que le Niger est plus hostile à ces coopérations comparé aux autres pays concernés par l'étude. (Graphique 56)



Graphique 56 : Aspects positifs de la coopération au développement

1. Agence Française de Développement avec votre pays (AFD) : apprécié au Sénégal et au Togo, rejeté au Niger

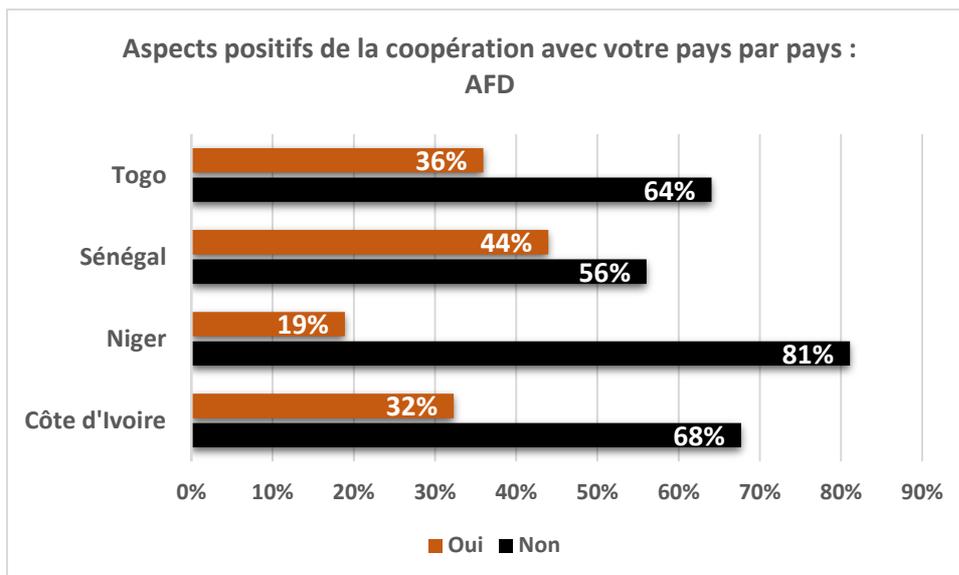
Pour ce qui est de la coopération avec l'AFD, **un peu moins du tiers (32%) (Graphique 57) des personnes interrogées estiment qu'il y a des aspects positifs**. Depuis 1941, cette institution accompagne les pays à travers le financement de leurs projets de développement.



Graphique 57 : Aspects positifs de la coopération au développement avec AFD

Le Sénégal apparaît comme le pays qui voit plus d'aspects positifs (44%) sur la coopération avec l'AFD. Par contre, les habitants du **Niger semblent plus hostiles** à cette coopération au développement. (Graphique 58) Pourtant, l'AFD est au Niger depuis plus de 65 ans et l'accompagne à travers des secteurs prioritaires tels que la sécurité alimentaire et le développement rural, l'éducation, l'eau et l'énergie⁴⁶. Est-ce par le simple fait du rejet de la France et de sa politique de manière générale ou une méconnaissance des programmes mis en œuvre ? Dans tous les cas, le Niger sort carrément du lot et se différencie des autres pays à propos des impressions sur l'AFD.

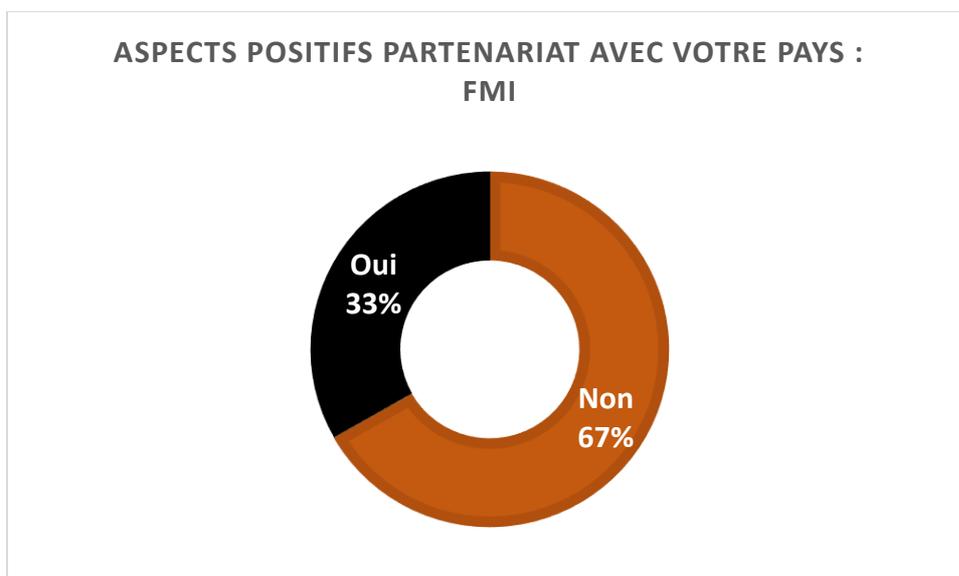
⁴⁶ <https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/niger>



Graphique 58 : Aspects positifs de la coopération au développement avec AFD par pays

2. Le Fonds Monétaire International : une tendance positive

À propos du FMI, la même tendance semble se dégager. En effet, 33% y voient des aspects positifs (Graphique 59), et cette tendance se confirme au Sénégal (44%), au Togo (39%) et en Côte d'Ivoire (35%). (Graphique 60)

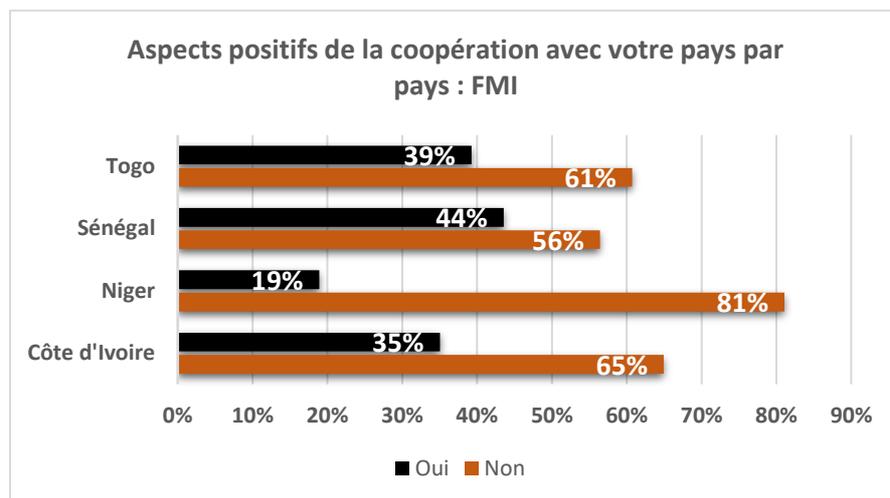


Graphique 59 : Aspects positifs de la coopération au développement avec FMI

Cependant, au Niger, les résultats sont complètement différents. 81% de l'échantillon (Graphique 61) ne voient pas d'aspects positifs dans ces partenariats au développement entre le FMI et leur pays. En outre, lors de la réunion du Groupe de travail africain de haut niveau sur l'architecture financière mondiale en avril dernier, les ministres africains des finances, de la planification et du développement économique ont appelé à réformer cette institution de Bretton Woods pour l'adapter au 21ème siècle et ainsi "pouvoir faire face plus efficacement aux chocs mondiaux tels que la pandémie de COVID-19, la

guerre en Ukraine et la crise climatique⁴⁷”. Cette situation traduit l’urgence de revoir les modes de fonctionnement et de financement de cette institution et surtout le remboursement de la dette des États africains.

Le cas du FMI illustre la manière dont les appréciations des citoyens peuvent parfois différer des discours de l’élite ou de la société civile au sein de laquelle de nombreuses critiques ont émergé surtout pour ce qui est des politiques d’ajustement structurel qui ont été pointées du doigt dans la détérioration de l’accès aux services sociaux de base.



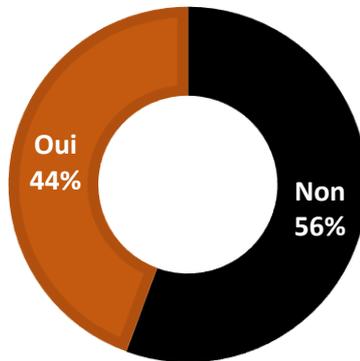
Graphique 60 : Aspects positifs de la coopération au développement avec FMI par pays

3. La Banque Mondiale diversement appréciée

La Banque mondiale, quant à elle, enregistre 44% de réponses positives à cette question sur l’existence d’aspects positifs vis-à-vis de la coopération avec les pays étudiés. (Graphique 61) Cette institution de Bretton Woods accompagne les pays africains depuis la fin de la guerre à travers des actions concrètes allant dans le sens de réduire la pauvreté.

⁴⁷ <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/mai-2023/les-ministres-africains-des-finances-appellent-%C3%A0-un-fmi-adapt%C3%A9-au-xxie-si%C3%A8cle>

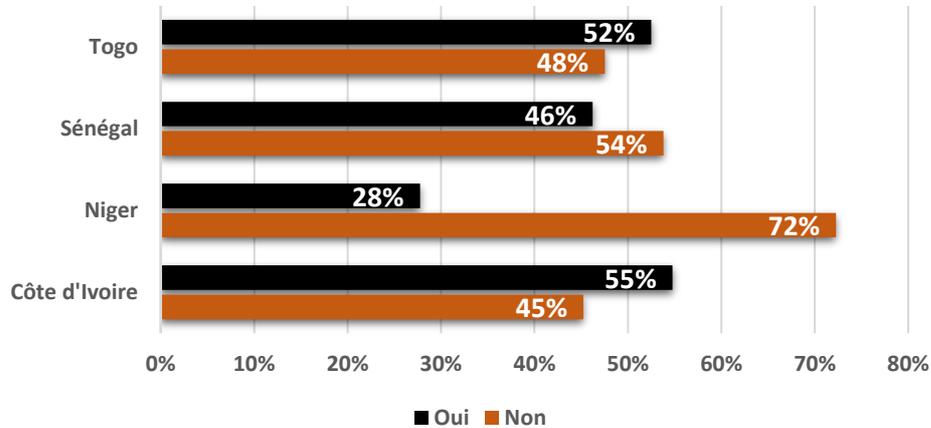
**ASPECTS POSITIFS PARTENARIAT AVEC VOTRE PAYS :
BANQUE MONDIALE**



Graphique 61 : Aspects positifs de la coopération au développement avec la Banque Mondiale

En outre, cette moyenne cache des disparités car en Côte d'Ivoire et au Togo, la majorité des personnes interrogées y voient des aspects positifs (respectivement 55% et 52%) (Graphique 62). En revanche, le Niger se distingue encore par sa vision négative sur cette coopération avec la Banque mondiale. En effet, 72% n'y voient pas d'aspects positifs.

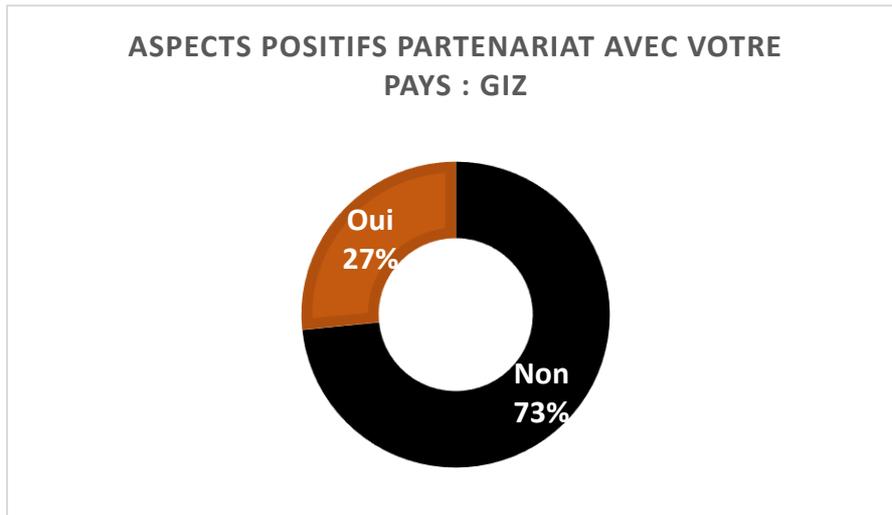
**Aspects positifs de la coopération avec votre pays par pays :
Banque Mondiale**



Graphique 62 : Aspects positifs de la coopération au développement avec la Banque Mondiale par pays

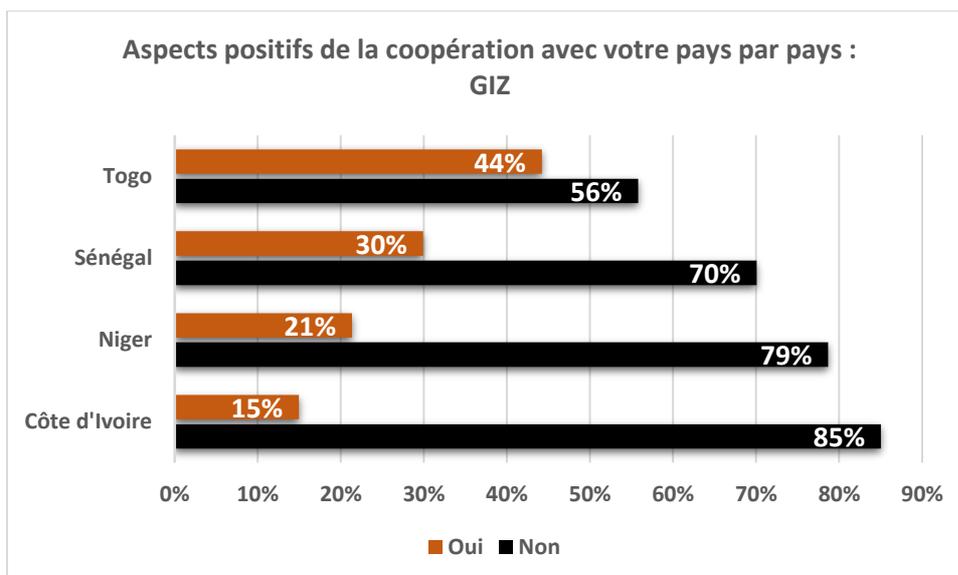
4. La GIZ, l'agence allemande de coopération pour le développement : une action encore méconnue

Ces dernières années, l'Allemagne est en train de devenir un partenaire-clé pour de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. A cet effet, la GIZ accompagne les pays africains dans le cadre de leur course pour le développement avec ce qu'on appelle la politique africaine de l'Allemagne. Cependant, elle n'est pas très connue du grand public, certainement du fait que sa présence est relativement récente. Malgré les efforts de l'Allemagne, les individus interviewés déclarent dans leur écrasante majorité (73%) ne pas voir d'aspects positifs dans le cadre de cette coopération. (Graphique 63)



Graphique 63 : Aspects positifs de la coopération au développement avec GIZ

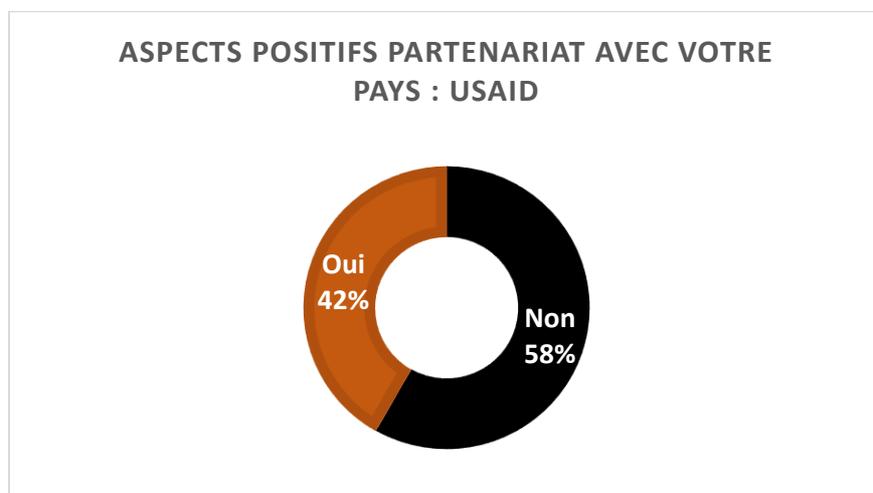
En Côte d'Ivoire, ce chiffre reste plus élevé. En effet, 85% des répondants ne voient pas d'aspects positifs de la coopération entre le GIZ et leur pays. Il s'ensuit le Niger et le Sénégal avec respectivement 79% et 70% de réponses négatives. (Graphique 64)



Graphique 64 : Aspects positifs de la coopération au développement avec GIZ par pays

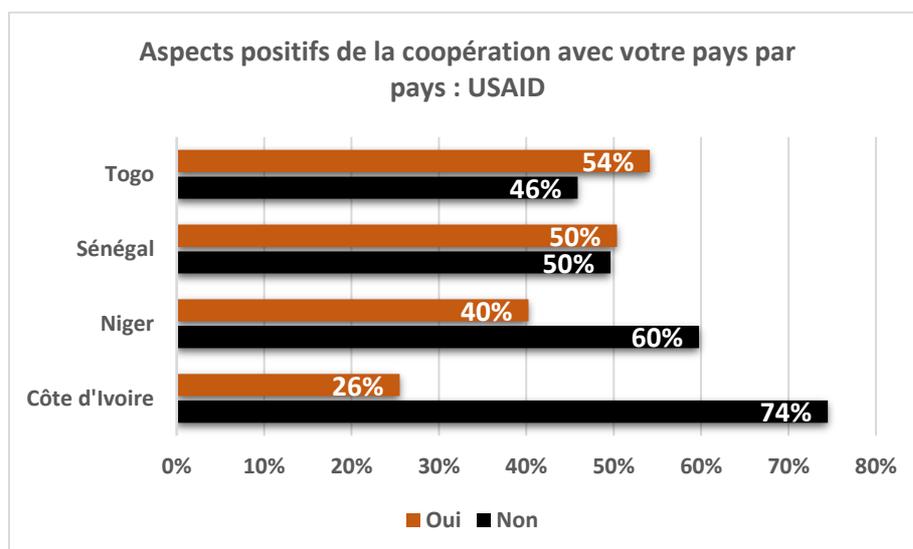
5. L'USAID (Etats-Unis) : appréciée au Togo, au Sénégal et au Niger

L'USAID, quant à elle, est **relativement bien perçue** au sein de l'échantillon. En effet, 42% des interviewés constatent des aspects plutôt positifs dans le cadre de ce partenariat. (Graphique 65)



Graphique 65 : Aspects positifs de la coopération au développement avec USAID

Les données classées par pays montrent qu'au Togo et au Sénégal, la majorité des répondants y voient des aspects positifs avec respectivement 54% et 50%. (Graphique 66) L'USAID est présente au Togo à travers le dispositif d'aide public au développement. À titre illustratif, en juillet dernier, l'agence américaine a octroyé une enveloppe de 1,8 milliards de FCFA en guise d'aide humanitaire au Nord du pays affecté par des violences et les déplacés fuyant les menaces terroristes dans le sahel⁴⁸. En revanche, le contraire est noté en Côte d'Ivoire et au Niger. La grande majorité des profils interrogés dans ces deux pays ne voit pas ces aspects positifs dans le cadre de cette coopération.

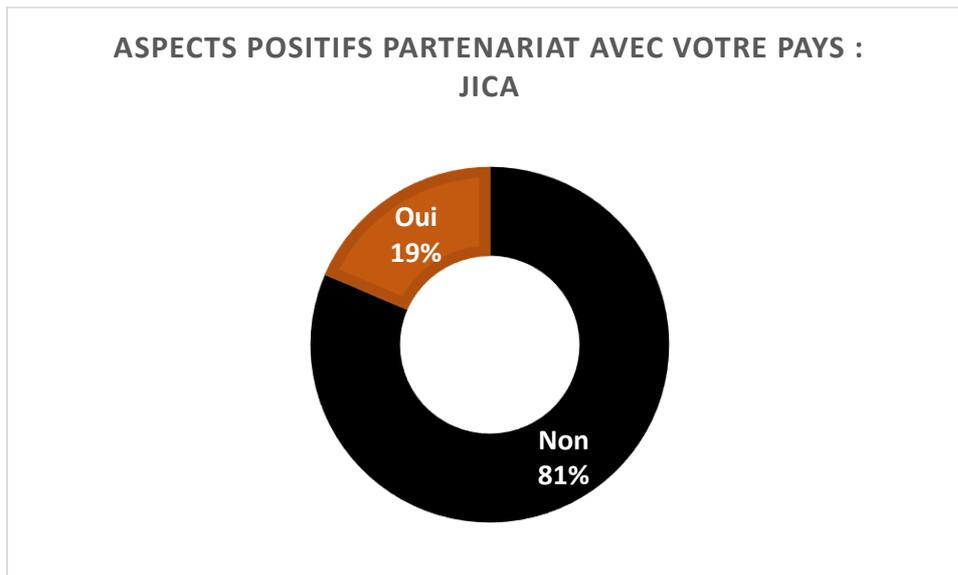


Graphique 66 : Aspects positifs de la coopération au développement avec USAID par pays

⁴⁸ <https://www.togofirst.com/fr/social/1107-12221-soutien-aux-populations-du-nord-togo-les-etats-unis-decaissent-1-8-milliard-fcfa>

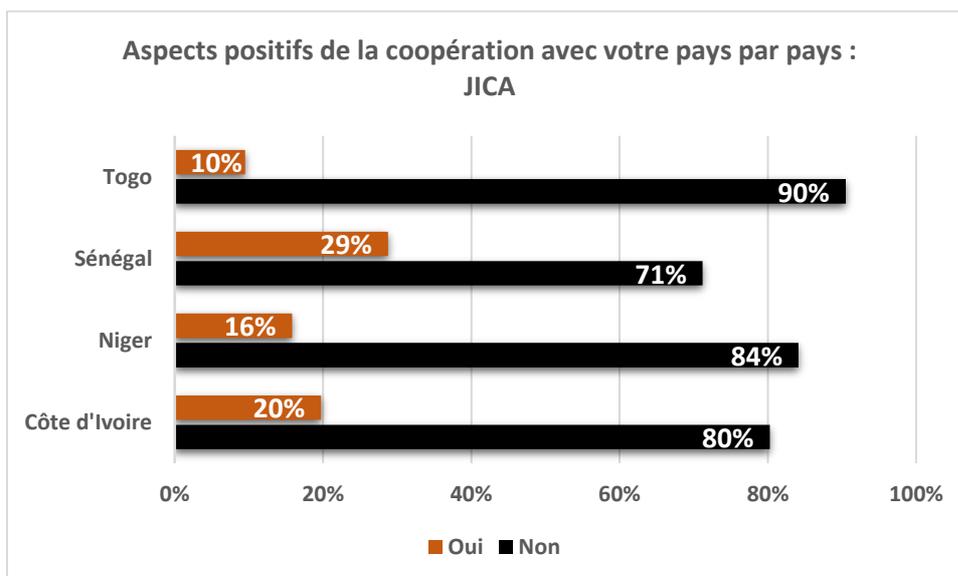
6. JICA, l'agence japonaise de coopération pour le développement : Déficit de visibilité ou méconnaissance ?

Concernant l'agence japonaise de coopération pour le développement, une grande majorité, (81%), déclare ne pas connaître les aspects positifs de sa coopération avec leur pays. (Graphique 67) Ce résultat semble **plus s'agir d'une méconnaissance que d'un jugement négatif** sur les activités de la JICA. Pourtant, la JICA accompagne les États africains dans les domaines de l'éducation, la santé, l'agriculture entre autres à travers ses programmes et projets, surtout ces dernières années.



Graphique 67 : Aspects positifs de la coopération au développement avec JICA

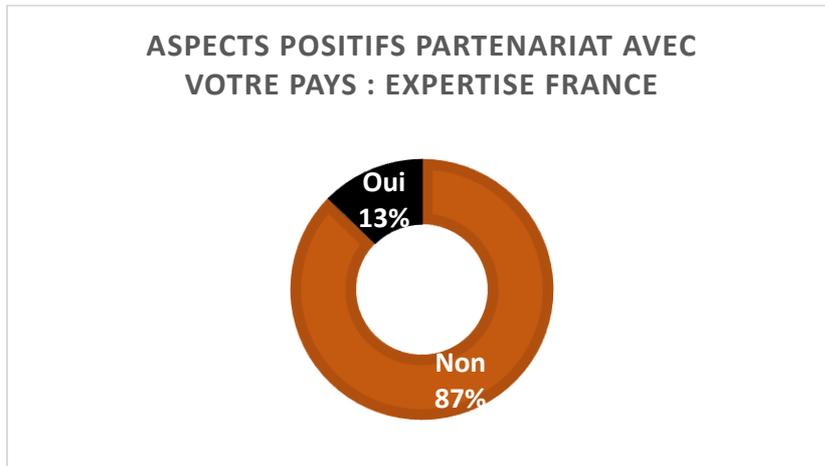
Au Togo, les résultats sont plus inquiétants; 90% ont apporté une réponse négative à cette question sur les aspects positifs du partenariat avec cette agence japonaise de coopération. (Graphique 68)



Graphique 68 : Aspects positifs de la coopération au développement avec JICA par pays

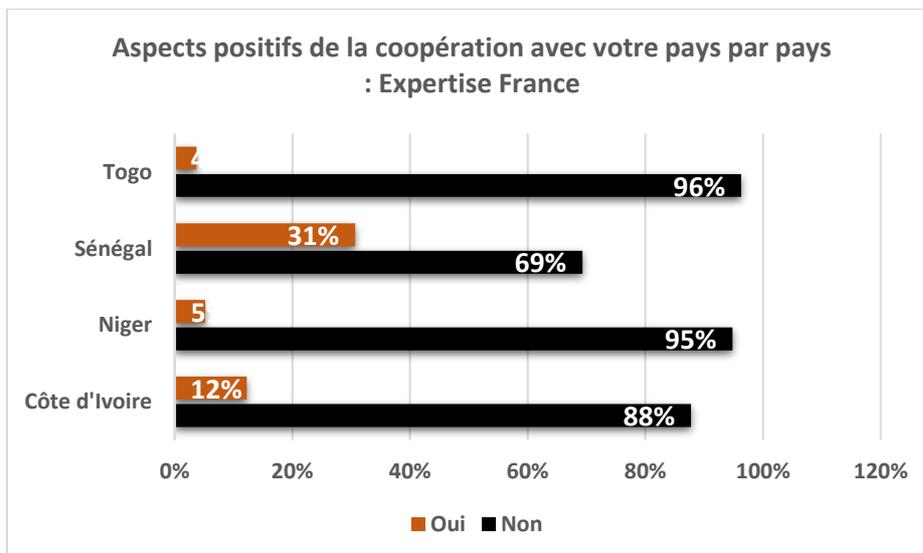
7. Partenariats avec Expertise France : quelle appréciation ?

Pourtant simple partenaire de mise en œuvre, Expertise France apparaît comme le partenaire qui a enregistré le plus grand nombre de réponses négatives. En effet, 87% des personnes interrogées ne voient pas d'aspects positifs dans le cadre de la coopération avec leur pays. (Graphique 69) Il est à noter que cette institution qui s'occupe de la conception et la mise en œuvre des projets internationaux de coopération technique n'est pas assez connue au sein des sociétés.



Graphique 69 : Aspects positifs de la coopération au développement avec Expertise France

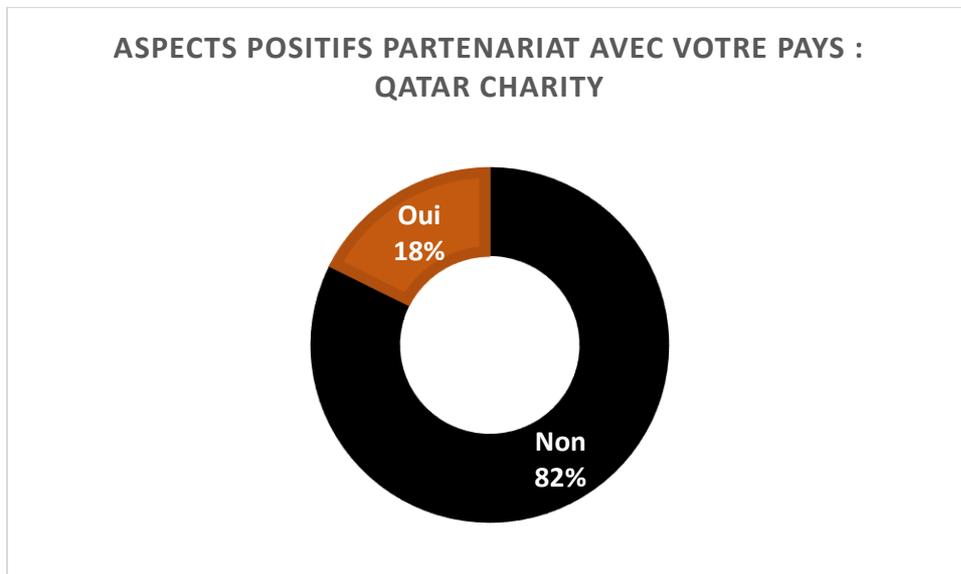
Le Togo et le Niger caracolent en tête avec respectivement 96% et 95% de réponses négatives. (Graphique 70) On pourrait se demander s'il s'agit d'une méconnaissance de son action dans le cadre de la mise en œuvre des projets ou que le fait de l'associer directement à la France dans un contexte difficile où certains font état d'un « sentiment anti-français » qui a pu influencer sur les réponses.



Graphique 70 : Aspects positifs de la coopération au développement avec Expertise France par pays

8. Qatar Charity : un acteur plus tourné vers l'humanitaire religieux ?

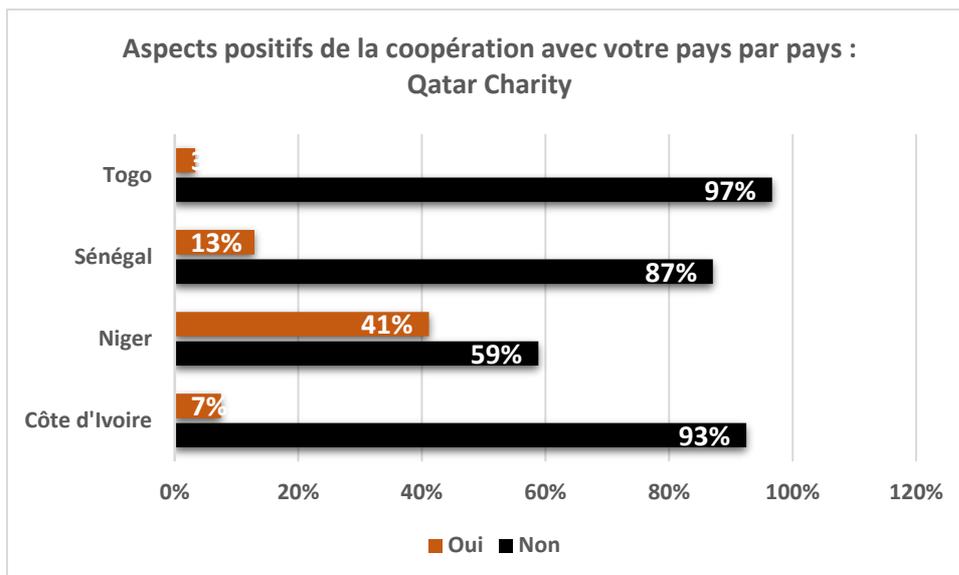
Les pays du Golfe sont perçus comme de nouveaux partenaires qui émergent en Afrique. Ils apportent une aide au développement aux pays africains, ces nouveaux partenaires interviennent dans le secteur de l'humanitaire et de l'économie en général.



Graphique 71 : Aspects positifs de la coopération au développement avec Qatar Charity

Les résultats montrent que seuls 18% des interviewés mentionnent des aspects positifs dans le cadre de la coopération avec leur pays. Au Togo, 3% seulement de l'échantillon font état de ces aspects positifs dans la coopération avec la Qatar Charity. (Graphique 72)

L'action de Qatar Charity est plus visible dans les zones rurales des pays à forte proportion musulmane comme le Niger où il interagit plutôt avec les milieux religieux actifs dans prédication, la construction d'édifices de culte, mais aussi le secours humanitaire d'urgence en lien souvent avec les ONG islamiques. C'est peut-être cette interventions assez ciblée et spécifique qui expliquerait que son action ne soit pas très connue sauf dans le cas du **Niger où l'organisation qatarie est très active.**

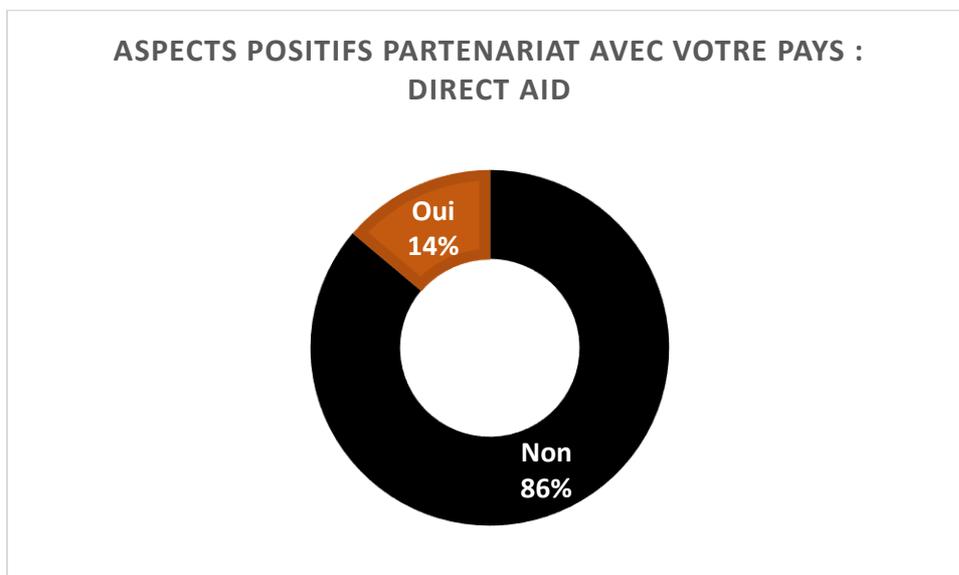


Graphique 72 : Aspects positifs de la coopération au développement avec Qatar Charity par pays

9. Appréciation de l'action de Direct Aid (Koweït)

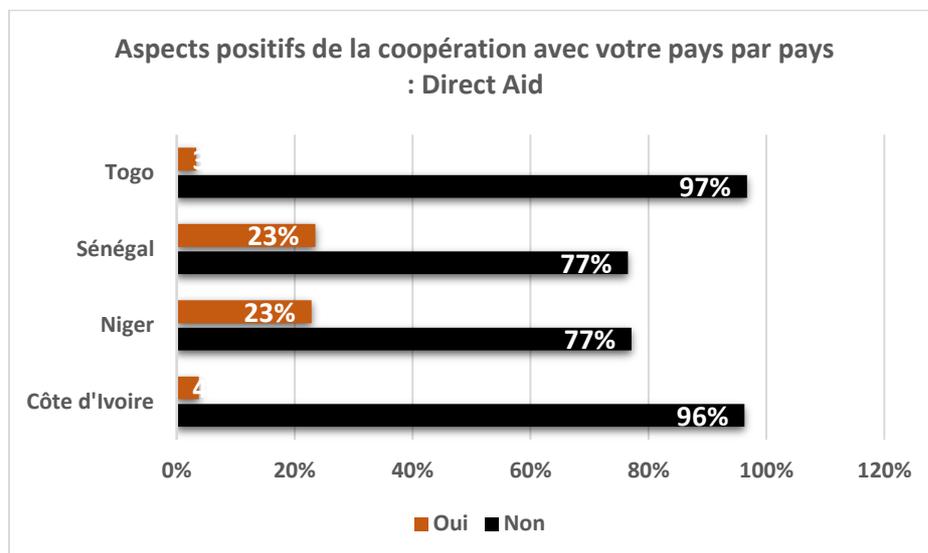
La même dynamique chez Qatar charity se dessine avec Direct Aid. Le Togo se singularise aussi en termes de réponses négatives.

Direct Aid est la nouvelle appellation de l'Agence des Musulmans d'Afrique (AMA). L'ONG est particulièrement active dans les pays ou régions à minorité musulmane dans le but d'appuyer les communautés musulmanes locales ou celles récemment islamisées. Elle assiste ces populations en vivres et intervient également dans l'éducation et le soutien à la construction de lieux de culte.



Graphique 73 : Aspects positifs de la coopération au développement avec Direct Aid

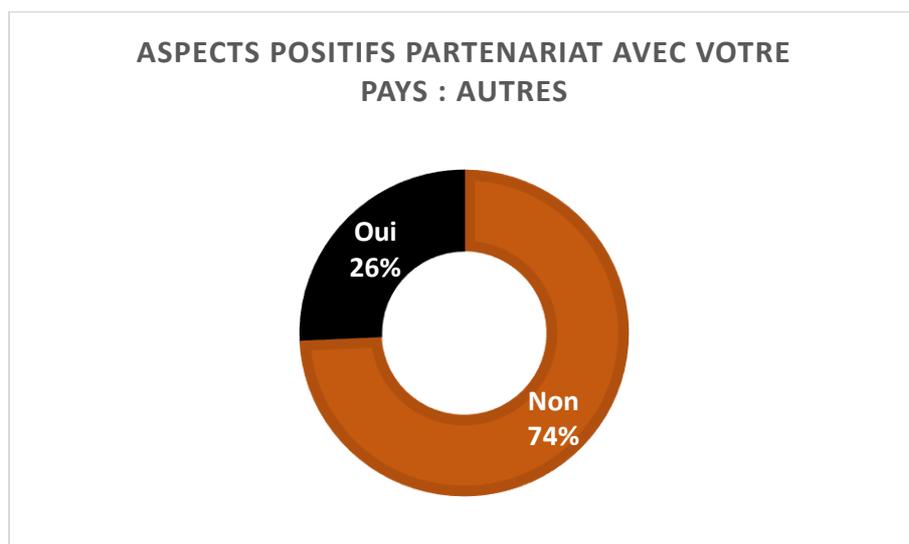
Au Togo, Direct Aid intervient aussi bien dans la capitale que dans la région des Savanes avec un bureau à Dapaong. Au Sénégal, elle est très présente en Casamance où elle a aidé à construire des lieux de culte dans les années 80. De plus en plus, elle apporte une assistance médicale gratuite pour des interventions coûteuses qu'elle offre à des populations démunies. Elle est plus connue **dans les milieux islamiques et des ONG religieuses** ; ce qui explique les taux d'appréciation positive relativement élevés surtout au Niger et au Sénégal contrairement à la Côte d'Ivoire et au Togo.



Graphique 74 : Aspects positifs de la coopération au développement avec Direct Aid par pays

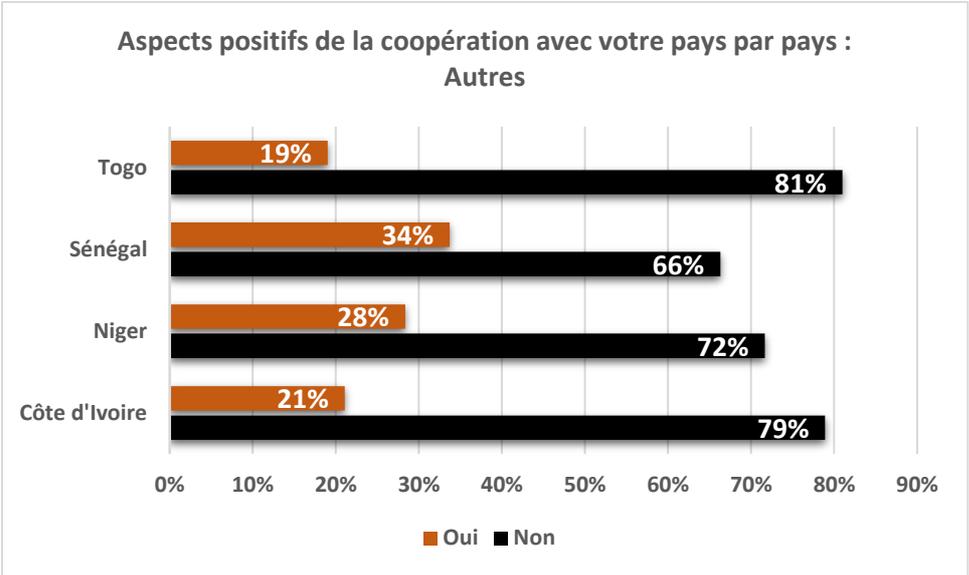
10. Quid d'autres partenariats au développement ?

Les résultats font état de 26% d'individus sondés qui voient des aspects positifs dans la coopération avec d'autres partenaires. (Graphique 75) Cela pourrait traduire une volonté manifeste de changer de cap ou tout simplement de diversifier les partenariats au développement avec leur pays.



Graphique 75 : Aspects positifs de la coopération au développement avec d'autres partenaires

Le Sénégal arrive en tête avec 34% de réponses positives, suivi du Niger. Globalement, pour ce qui est des propositions de partenaires alternatifs, **les répondants proposent l'Arabie Saoudite, la Chine, la BAD, la Turquie, l'Inde, la Russie, le Canada entre autres comme partenaires pour le développement.**



Graphique 76 : Aspects positifs de la coopération au développement avec d'autres partenaires par pays

Sous-partie 5 : Pistes pour une meilleure compréhension des enjeux de la coopération au développement

La coopération au développement est souvent problématique en Afrique notamment dans les pays francophones. Cette situation est de plus en plus ressentie ces dernières années, surtout de la part des jeunes, notamment les milieux intellectuels. Parmi les principales causes, il y a le manque de communication sur les contours de cette coopération. En effet, de la conception à la réalisation, les populations ne sont pas informées, alors qu'elles en sont les bénéficiaires directs. Chacune des parties prenantes a sa part de responsabilité dans la compréhension de ces enjeux.

1. Bénéficiaires et coopération au développement : quelle démarche compréhensive ?

Les pays Africains devaient **asseoir une communication “claire et crédible et transparente” à l'endroit de la population** sur les enjeux de développement et de la coopération au développement. Et ceci doit commencer en amont de la signature des conventions, par exemple avec la société civile et les ONG locales, en initiant un débat citoyen national autour des programmes et projets mis en œuvre.

Ainsi, les populations seront sensibilisées et leurs préoccupations pourront être prises en compte. A en croire un jeune leader en Côte d'Ivoire, *“Il faut associer les citoyens, il faut prendre en compte leurs besoins et leurs avis. Ensuite, il faut expliquer ses enjeux”*⁴⁹. L'enjeu est donc de communiquer sur les projets avec les populations locales et surtout les impliquer dans tout le processus, le tout en garantissant une transparence sur les retombées économiques. Par ailleurs, des citoyens interrogés préconisent l'**“explication du contenu même de la coopération”** surtout aux “populations non instruites”.

En outre, selon toujours les résultats obtenus dans le cadre de cette recherche, **les populations ont formulé un certain nombre de recommandations envers leurs États : “Eux même doivent prendre le destin de l'Afrique en charge car personne ne viendra développer l'Afrique à notre place”, “Ils doivent entreprendre de coopérations d'intérêt général dans des conditions favorable à tous”** ou encore **“Ils devraient faire une enquête pour essayer de voir dans chaque localité ce dont les populations ont réellement besoin”**. La mise en place de mécanismes de “suivi et d'évaluation transparents pour mesurer l'impact de la coopération au développement” s'avère aussi nécessaire pour mesurer l'impact afin de pouvoir apporter les correctifs idoines.

2. Les partenaires au développement : besoin de communication ou d'une nouvelle attitude ?

Les partenaires au développement n'ont pas été en reste à propos des recommandations pour que les populations puissent mieux saisir les enjeux liés à la coopération avec les pays africains. Pour certains, **ils sont en train “d'imposer aux populations à travers leurs dirigeants” des programmes qui peuvent ne pas**

⁴⁹ Entretien avec un jeune leader en Côte d'Ivoire

correspondre à leurs besoins réels. C'est pourquoi la démarche devrait être inclusive et participative pour mieux toucher les masses. Il sied donc de mener une bonne campagne d'information et de sensibilisation sur l'intérêt de cette coopération.

De surcroît, il faut un **respect des normes et des conventions pour un traitement d'égal à égal.** *"...Il y a trop de documents stratégiques dans les tiroirs. Il faut les ressortir et les appliquer⁵⁰."* La situation actuelle peut mener vers une méfiance et une défiance entre les deux partenaires. C'est pourquoi il serait judicieux que les partenaires étrangers essaient de connaître les besoins véritables des populations avant de proposer des programmes à cet effet. Si pour certains, ils doivent "quitter" le sol africain, pour d'autres, il faudra "renforcer les institutions de gouvernance" afin de mieux contrôler l'exécution des projets.

3. Vers un nouveau dialogue sur la coopération au développement ?

L'État et les partenaires devraient **initier un dialogue sincère et ouvert pour cerner ensemble les contours de cette coopération et ainsi faire un état des lieux.** En effet, ils pourront créer conjointement un cadre d'échange élargi à toutes les couches de la société. A cette période où les consciences sont éveillées, ils gagneraient à **dire la vérité aux populations à chaque étape.** *"Ils doivent favoriser un dialogue ouvert, inclusif et basé sur la confiance, renforcer les mécanismes de coordination et de consultation, et promouvoir une approche axée sur les besoins et les priorités des pays africains⁵¹."*

Les individus sondés leur suggèrent entre autres d'**"être honnêtes et unis"** et surtout "respecter les termes du contrat"; ils doivent aussi, selon les répondants mener des études de terrain pour leur permettre de "se rapprocher et connaître avec précision les difficultés auxquelles font face ces populations locales". Ils doivent donc **travailler ensemble, mais dans la transparence et l'ouverture** afin de jeter les bases d'une coopération acceptée et appropriée par les populations locales.

⁵⁰ Entretien avec un journaliste au Burkina Faso

⁵¹ Entretien avec un acteur politique au Burkina Faso

Écouter le terrain et les acteurs : Mitiger les lacunes et insuffisances des approches internationales ?

La coopération internationale a été souvent critiquée pour avoir longtemps imposé aux pays bénéficiaires des paradigmes et approches non adaptées aux contextes locaux à tel point que, comme le dit Joseph Ki-Zerbo, « les pays partenaires perdent leur mémoire historique et deviennent captifs d'un monde imaginé par d'autres » (Ki-Zerbo, 1992).

La focalisation sur des modèles de développement imposés constitue un enjeu important sur la lecture, l'interprétation des modèles de coopération parfois coupés de la dimension socioculturelle.

Valoriser les approches locales ?

« Ces dernières années, la coopération internationale a buté sur des conflits de perception entre les conceptions d'en haut et les compréhensions – ou incompréhensions – locales des actions mises en place (...). L'idéal serait que celui que l'on désigne souvent comme « bénéficiaire » devienne un « coopérant ». On était jusqu'ici habitué à voir le « coopérant » comme cet apporteur de solutions parfois préconçues depuis l'étranger. Dans la logique de co-construction en tant qu'antidote aux incompréhensions fossoyeuses de l'esprit de solidarité, il doit nécessairement évoluer vers la posture d'un partenaire de conception »⁵²

Cette remarque de Bakary Sambe, appelle à la réflexion sur les possibilités pratiques de prendre en considération les propositions de solutions émanant des acteurs locaux plus proches des réalités que nombre d'analystes ne font souvent que survoler.

⁵² Sambe, Bakary : *Sahel : sortir des conflits de perceptions* <https://ideas4development.org/sortir-conflits-perception-sahel/>

Encadré

« Qu'est-ce qui doit être fait par les gouvernements africains, par les partenaires extérieurs et où conjointement entre les gouvernements africains et leurs partenaires extérieurs pour une meilleure compréhension des enjeux de la coopération au développement ? »

Burkina Faso

« Il faut beaucoup plus travailler dans la transparence dans la coopération. »

Entretien avec un acteur d'organisation spécialisée

« Pour une meilleure compréhension des enjeux, il faut sensibiliser les populations et ne pas agir dans l'ombre. »

Entretien avec un leader religieux

« C'est comme au niveau de la sécurité. Il faut être sincère. Il faut rendre les conventions et les accords sincères, justes et transparents. »

Entretien avec un web-activiste

« C'est faire comprendre les concepts et les accords à la population. »

Entretien avec une influenceuse sur les questions de relations internationales

Togo

« La gouvernance participative :

- Informer la population.
- Associer les jeunes aux discussions.
- Il faut une représentation de la population dans le cadre de leur coopération.
- Définir des mécanismes au préalable pour communiquer les enjeux de la coopération avec la population. »

Entretien avec un élu national

« Que c'est coopération ne soit pas imposé aux populations comme on le constate aujourd'hui, mais qui est des cadres de discussion avec les populations sur les enjeux de ces différentes coopérations, aussi les partenaires extérieurs doivent veiller que ces partenariats servent réellement l'intérêt des populations surtout locales. »

Entretien avec une coordinatrice d'ONG

« Il appartient à l'exécutif de communiquer efficacement sur ses initiatives de développement, d'en expliciter les motifs, les enjeux, et les objectifs. Il faut que les contre-pouvoirs soient à vif sur ces sujets. En particulier, le législatif ne doit manquer aucune occasion d'interroger et de contrôler l'exécutif, et de remonter les informations ainsi que leurs implications aux populations. »

Entretien avec un activiste

« Les gouvernements africains doivent commercer plus entre eux au sein de la ZLECAF et parler d'une seule voix pour pouvoir imposer aux partenaires extérieurs, un partenariat gagnant-gagnant. »

Entretien avec un leader religieux

Côte d'Ivoire

« Il faut associer les citoyens, il faut prendre en compte leurs besoins et leurs avis. Ensuite, il faut expliquer ses enjeux. »

Entretien avec un jeune leader

« Pour favoriser une meilleure compréhension des enjeux de la coopération au développement entre les gouvernements africains et leurs partenaires extérieurs ils doivent favoriser le dialogue, le renforcement des capacités techniques institutionnelles des acteurs locaux, s'engager dans une évaluation régulière et réflexion critique sur les projets et programmes de développement. La participation inclusive et la responsabilité mutuelle sont essentielles pour améliorer l'impact des initiatives de développement. »

Entretien avec une bloggeuse

« L'aide publique au développement n'est pas transparent. On parle de ce qu'on met sur la table, pas de ce qu'on met sous la table. Il faut donc plus de transparence. Ils doivent plus communiquer avec la population et impliquer davantage les experts locaux. »

Entretien avec un religieux

« Les gouvernements africains doivent tenir compte des besoins des populations et les satisfaire. Aujourd'hui en Côte d'Ivoire, nous avons plus besoin de matériel industriel dans nos différentes entreprises, nous avons également besoin de construire plus d'infrastructures pour réduire le chômage. »

Entretien avec un chef coutumier

Niger

« C'est d'établir des coopérations où chaque partie peut tirer des avantages et non pas des coopérations qui à la fin ce sont ces partenaires qui gagnent. »

Entretien avec un acteur de la société civile

« Les gouvernements africains doivent investir les fonds de cette coopération dans les filières porteuses de développement, et que ces partenaires doivent nous laisser décider dans quoi nous voulons que cette coopération doit porter. »

Entretien avec un agent d'ONG

« Conjointement, les deux doivent revoir leurs copies de coopération pour qu'elles soient adaptables au contexte actuel. »

Entretien avec un patron de presse radio

Sénégal

« Il faut renégocier les termes des accords de collaboration. En fait, il faut changer de paradigme et prendre un nouveau cap. »

Entretien avec un chercheur

« Sensibiliser et communiquer sur les enjeux de la coopération au développement afin de permettre aux populations de mieux comprendre l'apport ou l'impact de cette coopération. »

Entretien avec un acteur politique

« L'organisation de séminaires et forums destinés à informer les jeunes Africains du contenu de ces coopérations, de leurs objectifs, des conditions de leur mise en œuvre, pourrait aider à raffermir les liens. À cet effet, l'intervention de sociétés locales, entreprises ou membres de la société civile, serait très utile et contribuerait à rassurer la population. »

Entretien avec un militant des droits humains

« Comme recommandation pour moi il faut des préalables avant de nouer une quelconque coopération. Il faut aussi des hommes expérimentés pour le pilotage. Cela ne doit pas être fait dans un cadre de politique politicienne, cela doit être uniquement réservé aux spécialistes, aux gens qui connaissent ce secteur pour pouvoir signer des accords clairs qui ne vont pas un jour nuire à la population Sénégalaise. Comme l'État est une continuité donc les accords qu'on va signer doivent être clairs pour que ceux vont précéder n'aient pas de problème sur certains aspects des contrats, pas d'ambiguïté. »

Entretien avec un journaliste

Conclusion

Il ressort de l'analyse des perceptions locales de la **coopération sur le plan sécuritaire**, qu'il souffle depuis plus d'une décennie un vent de contestation de la coopération sécuritaire classique, se manifestant par des présences militaires de moins en moins acceptées. Le rejet remarquable de la politique des partenaires occidentaux et la fascination du leadership de puissances comme la Russie qui se positionnent de plus en plus au Sahel et en Afrique de manière générale, doivent pousser les partenaires « classiques » à revoir leurs stratégies de communication.

Dans le même temps, on assiste à une montée de la désinformation parasitant des réseaux sociaux devenus le principal canal par lequel les enquêtés disent s'informer. Ainsi, la désinformation se présente comme un facteur aggravant du déficit de communication entérinant la thèse d'une présence militaire aux relents d'une « surveillance » et d'un retour « impérialiste » par la fenêtre du sécuritaire afin de mieux « piller les ressources » ou encore « espionner les pays africains sous tutelle occidentale ».

Tous ces facteurs combinés aux frustrations socio-économiques et aux inégalités persistantes, ne sont pas de nature à améliorer la nature des rapports entre pays « bénéficiaires » et partenaires extérieurs. Toutefois, un certain nombre de doléances émanant des acteurs de la société civile – qui se sont approprié le débat sécuritaire – sont formulées notamment une communication sur les contours de la coopération sécuritaire, mais aussi l'affirmation d'un besoin de souveraineté et de rupture paradigmatique surtout dans les rapports avec l'Europe et les anciennes puissances coloniales.

Quant à la **coopération au développement**, elle est mieux perçue que celle d'ordre sécuritaire au sein des populations et des acteurs de la société civile. En effet, à travers elle, les populations bénéficient des prêts et des dons dans des domaines variés comme l'éducation, la santé, l'agriculture, les infrastructures, etc. Pourtant, beaucoup de personnes interrogées méconnaissent ces coopérations et leur fonctionnement, malgré la réalisation d'importants projets de développement dans leurs pays. C'est certainement dû à un manque de communication pour accompagner ces programmes et assurer une certaine visibilité du partenaire.

Néanmoins, dans les pays couverts par l'étude, la perception de la coopération au développement est bonne dans l'ensemble, à l'exception du Niger. L'image de ces partenaires au développement est de plus en plus mitigée surtout aux yeux de la jeunesse avec des critiques formulées particulièrement à l'endroit de la France. C'est dans ce contexte que la Russie s'impose pour être citée comme partenaire alternatif dans le domaine sécuritaire et de plus en plus attrayante en matière économique malgré la situation difficile que lui impose la guerre en Ukraine. Ce résultat qui se dégage de l'analyse des données, n'est pas à négliger en ces moments de guerre informationnelle intense entre les deux blocs protagonistes dans un contexte sahélien rendu de plus en plus complexe par le renouveau des alliances et la volatilité de la situation politique.

Pour une meilleure compréhension « commune » des enjeux liés à cette coopération au développement, il s'avère nécessaire pour les États et leurs partenaires, de conjuguer leurs efforts dans le cadre d'une communication axée sur une démarche de

transparence et de sensibilisation pour au moins réduire le fossé entre les conceptions internationales et les perceptions locales.

En tout état de cause, il serait important pour l'ensemble des partenaires au développement et dans le domaine sécuritaire, d'intégrer la réalité d'un nouveau positionnement africain. Ce positionnement est impulsé par la conscience d'une Afrique changeant de statut dans un contexte inédit où, comme l'affirme Bakary Sambe, « le basculement géopolitique du continent vers quelque bloc que ce soit pourrait durablement impacter les rapports de force au niveau international ». Ainsi, il devient nécessaire pour les partenaires ou pays interagissant avec les pays de la région, dans le cadre de la coopération, d'intégrer trois facteurs qui changent la donne dans les rapports avec l'Afrique de manière générale :

D'abord, les opinions publiques africaines semblent avoir profondément intégré les évolutions d'un monde divisé dans lequel il est possible de s'aligner malgré la complexité des choix.

Ensuite, les opinions publiques et l'élite politique montante conçoivent le nouveau schéma des partenariats avec la configuration d'un monde où la distribution de la puissance est très fragmentée avec l'effet combiné de puissances classiques qui déclinent, de puissances émergentes qui montent, et d'une multitude d'États qui réclament le statut de middle power.

Enfin, il faudra, de plus en plus, interagir avec le continent en gardant présent à l'esprit le double effet d'une élite plus « décomplexée » et d'une population plus exigeante qui cherchent, ensemble, à mieux tirer son épingle dans le jeu des relations internationales. Dans ce contexte, au niveau des perceptions, l'Afrique passe d'une zone acquise à une zone dans laquelle une influence importante pourrait décider de la balance du pouvoir à l'échelle internationale.

Cet ensemble de faits invite à une reconsidération des paradigmes classiques de la coopération qu'elle soit sécuritaire ou dans le domaine du développement à la lumière des mutations en cours dans la région, mais aussi des tendances globales, telles que la fin des monopoles et des pré-carrés, la multiplicité des choix et surtout la montée des souverainismes qui n'épargnent pas le continent.

Annexes

- Tableau de répartition de l'échantillon (quantitatif) par pays, par sexe et par âge

Pays	Femme				Total Femme	Homme				Total Homme
	18-25 ans	26-34 ans	35-64 ans	65 ans et +		18-25 ans	26-34 ans	35-64 ans	65 ans et +	
Côte d'Ivoire	42	49	33	11	135	39	64	41	15	159
Niger	55	59	32	12	158	47	73	37	13	170
Sénégal	35	54	24	9	122	32	63	38	9	142
Togo	28	36	21	10	95	31	54	50	12	147
Total	160	198	110	42	510	149	254	166	49	618

- Tableau de répartition de l'échantillon (qualitatif) par pays et par région

Burkina Faso	Togo		Sénégal		Côte d'Ivoire		Niger		Total
Ouagadougou	Lomé	Savanes	Dakar	Diourbel	Abidjan	Guémon et Tonkpi	Niamey	Zinder	
10	7	6	6	6	6	6	6	6	59
10	13		12		12		12		

► Liste des profils interrogés

▪ Burkina Faso

- Journaliste
- Défenseur de droits humains
- Acteur politique
- Leader jeune
- Leader religieux
- Activiste web
- Leader femme
- Influenceuse
- Actrice politique
- Patronne de presse

▪ Côte d'Ivoire

- Leader jeune
- Blogueuse
- Leader religieux
- Leader jeune
- Activiste
- Journaliste
- Chef coutumier
- Activiste
- Acteur politique
- Influenceur
- Journaliste
- Membre ONG

▪ Niger

- Société civile
- Membre ONG
- Directeur de radio
- Acteur politique
- Guide religieux
- Activiste
- Chercheur
- Diplomate à la retraite
- Influenceur
- Activiste
- Actrice politique
- Cheffe d'entreprise

▪ Sénégal

- Leader association
- Journaliste
- Guide religieux
- Influenceur
- Activiste
- Responsable politique
- Membre ONG
- Défenseur des droits humains
- Acteur politique
- Défenseur des droits humains
- Avocat
- Journaliste

▪ Togo

- Député
- Coordinatrice ONG
- Activiste
- Imam
- Journaliste
- Influenceur
- Prêtre
- animateur radio
- Chef de canton
- Missionnaire
- Activiste
- Leader religieux
- Imam



TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies
www.timbuktu-institute.org

Cite Keur Gorgui
BP 15177 CP 10700 Dakar Fann - SENEGAL

+221 33 827 34 91
+221 77 637 73 15

www.timbuktu.institute.org
contact@timbuktu.institute.org